

LA
PAROLE
aux 18-28

Renouer avec la Confiance



LA
PAROLE
AUX 18-28

*Renouer
avec la
Confiance*



Remerciements

Ils sont cette année 130 étudiants ou jeunes actifs de 18 à 28 ans invités par le Cercle des économistes à participer à la 19^e édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Ils ont été sélectionnés parmi plus de 500 candidatures dans le cadre du dispositif **La Parole aux 18-28**.

Nous tenons tout d'abord à remercier l'ensemble des membres du jury 2019 de **La Parole aux 18-28**, qui a élu quatre lauréats parmi leurs nombreuses contributions écrites sélectionnées par les membres du Cercle des économistes sur le thème « **Renouer avec la confiance** ».

Le jury était, comme l'an dernier présidé par Étienne Klein, Directeur de Recherche au CEA. Comme l'an dernier aussi, il était assisté d'Agnès Audier (Senior Advisor, BCG), Françoise Benhamou (Cercle des économistes), Jacques Biot (Ancien Président de l'École Polytechnique), Patrice Geoffron (Cercle des économistes), Sylvie Kauffmann (Directrice éditoriale, *Le Monde*), Christian Menanteau (Éditorialiste, RTL), Eric Molinié (Secrétaire Général, Dalkia) et Bruno Raffaelli (de la Comédie-Française).

Nous remercions aussi le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, pour son soutien constant depuis le début de cette aventure.

Une mention spéciale pour RTL qui cette année encore a lancé pour nos sélectionnés le dispositif « Devenez journaliste d'un jour » et a invité six jeunes à une rencontre en face à face avec des grands patrons au cours du « Journal Inattendu », en direct des Rencontres d'Aix le samedi 6 juillet.

À nos côtés depuis plusieurs années, nos entreprises partenaires que nous remercions chaleureusement pour le rôle important qu'elles jouent dans le rayonnement de cette initiative : BCG, BPI France, Ecosys Group, Le Groupe La Poste, Nathan, Spencer Stuart, Thentorey et thecamp. Merci également aux organismes et associations de l'Enseignement supérieur pour leur soutien : l'ARES, la CNJE, la CDEFI, la CGE, la CPU, le CROUS.

Soulignons aussi la participation cette année d'un grand nombre d'entreprises dans le cadre de l'ouverture aux jeunes actifs (de moins de 28 ans). Ils sont 52 sur 252 candidatures à participer aux Rencontres d'Aix-en-Provence aux côtés des étudiants. Nous les en remercions ! En effet, **La Parole aux 18-28** succède aux six éditions (2013-2018) de la **Parole aux étudiants**.

Enfin, de sincères remerciements aux membres du Cercle des économistes, aux membres du Comité de lecture interne et à l'équipe **La Parole aux 18-28** en charge de cette opération.

« **Renouer avec la confiance** » a été un thème passionnant pour tous ! Nous remercions avec conviction tous les candidats de **La Parole aux 18-28** pour la qualité de leurs propos, la lucidité de leurs constats et souvent l'originalité de leurs propositions. Nous avons été frappés par la clairvoyance et la gravité de leur diagnostic qui n'engendre ni pessimisme ni défaitisme. Ils semblent au contraire puiser dans les circonstances actuelles une détermination et une intelligence qui ont la couleur de l'espérance. Les pages qui suivent en témoignent et je suis ravi de les partager avec vous.

Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des économistes

En 2018, ils nous disaient...

En 2018, le Cercle des économistes avait donné comme sujet « **Vous avez les clés du Monde, que changez-vous ?** » aux 100 étudiants sélectionnés pour participer aux Rencontres Économiques d'Aix. De leur côté, les intervenants des Rencontres avaient à traiter des « **Métamorphoses du Monde** ».

Cette réflexion croisée a abouti à un texte des étudiants qui nous conduit logiquement au thème de 2019 sur la Confiance.

Voici ce qu'ils ont écrit :

Nous étudiants de France, d'Europe et d'ailleurs venant de formations de tous horizons voulons prendre part aux métamorphoses de ce monde. Face aux constats d'un monde en profondes mutations, nous dénonçons :

- Les inégalités qui se creusent entre habitants et entre États, décuplées par la faiblesse de volonté politique redistributive, et par une croissance dérégulée responsable de crises.
- Le populisme qui s'invite dans la politique mondiale associé à l'échec de la diplomatie post URSS, mettant en péril le multilatéralisme au profit d'un bilatéralisme mortifère.
- La crise migratoire qui se mue en jeu de balle aux prisonniers nautique devant l'indifférent cynisme des décideurs.
- L'immobilisme face à l'urgence écologique voyant les espoirs nés de l'accord de Paris malmenés par l'irresponsabilité de certains dirigeants.

En réponse à cela, nous nous engageons à défendre et promouvoir l'Europe, la solidarité et la culture.

- Nous croyons en l'Europe. Elle est pour nous un socle de paix, un point de repère sur une scène internationale instable et le catalyseur de toutes les mutations que notre génération devra mener.
- Nous croyons en la solidarité. Elle est pour nous un pilier de l'action contre les inégalités économiques, sociales et générationnelles, une réponse aux crises humanitaires de notre temps ainsi qu'un rempart face à l'extrémisme ambiant et au populisme montant.
- Nous croyons en la valeur de la culture. Elle est pour nous un vecteur d'éducation pour tous, un moyen d'ancrage dans le monde et participe à la promotion du vivre ensemble.

Dans la suite logique de ces convictions :

- Nous nous engageons à amorcer la métamorphose de ce monde, à poursuivre des idéaux de paix, d'égalité, de respect de la planète et de démocratie dans l'objectif de garantir la prospérité collective et de perpétuer le bonheur.
- Nous en appelons aux dirigeants d'aujourd'hui à œuvrer avec bon sens pour impulser les changements nécessaires avant qu'il ne soit trop tard.

Le Cercle des économistes remercie les étudiants de 2018 pour ces conclusions à leurs travaux. Merci aussi à vous, étudiants et jeunes actifs de 2019, qui nous proposez en remède absolu à la morosité et à la fatalité, la confiance mère de toutes les espérances.

Bonne lecture !



Quatre Lauréats

—

Arthur Rimbaud à la Maison Blanche

Il est peut-être temps de revenir à la poésie. Celle de la vie d'abord, puis celle des mots. Gilets jaunes, Brexit, Climat, Venezuela, Benalla : nos écrans explosent en histoires que le langage technique du quotidien ne parvient pas à saisir. Le monde hurle pour faire entendre ses voix, mais échoue à en faire émerger une seule. Souffle angoissé, cacophonie engagée, brouhaha révolté : noir sur noir, silence, rideau. Dans la rue, les jeunes se demandent pourquoi travailler s'ils n'ont pas d'avenir, les gilets jaunes protestent contre un système qu'ils considèrent injuste, pendant que d'autres citoyens décrivent le mouvement sur les réseaux sociaux et que le gouvernement tente de ramener l'ordre. Ailleurs, les populismes et le protectionnisme s'imposent pendant que les USA continuent une guerre commerciale avec la Chine et que les crises humanitaires se poursuivent au Venezuela, au Yémen, en Libye. Le malaise et les divergences que porte notre actualité posent la question de l'intelligibilité, et de la confiance.

Les Fleurs du mal

La poésie, c'est charger chaque mot d'une responsabilité et tous les mots d'une harmonie nouvelle. La poésie, c'est refuser les détours et faire jaillir le sens, en ligne droite. La poésie c'est le sens, sensible. N'est-ce donc pas ce dont nous avons besoin ? Nous ne savons plus où nous allons, ni ce que nous voulons. Dans l'espace public le discours est comme mille assiettes cassées qui font le bruit d'autant de moustiques dans l'oreille. Les gilets jaunes n'ont pas d'agenda politique annoncé ni d'affiliation à un parti. Ils attirent la sympathie des citoyens aussi bien que leur désaveu, et échappent à toute heuristique qui permettrait de les catégoriser. Les gilets jaunes sont une émotion bruyante qui vibre dans nos rues, pas un manifeste ou un discours, mais un véritable symbole qui échappe aux analyses méthodologiques codifiées. Ernst Gombrich l'avait prédit : notre société est une société d'images, par-delà Instagram et les scènes chocs diffusées en boucle par les chaînes d'information en continu. Lorsque Notre-Dame brûle, ce sont les symboles et les images qui envahissent les esprits et les écrans. Le monument se fait allégorie des défis que la France affronte, et de ses distensions, entre l'émotion unie d'une nation, et l'indignation éclatée provoquée par l'amasement rapide de fonds qui auraient pu être utilisés à d'autres fins. Les questions se mélangent. On se demande pourquoi on ne trouve pas ce même argent pour les SDF, l'environnement, les ménages à faibles revenus et autres candidats en détresse. Sociétale, économique, politique, écologique : l'urgence interdit de dissocier les problématiques. En 2019, les pro-

blèmes du monde ne sont pas catégorisables : ce sont des problèmes humains.

Pourtant le débat politique préfère le pixel à l'image, et choisit d'attraper les problèmes un à un pour amasser les solutions spécifiques. Grand Débat, petits changements ? Que ce soit en écoutant les intellectuels, les maires ou les citoyens s'exprimer lors de celui-ci, on peine à déceler l'expression d'une vision. On passe le doigt le long de la fracture, sans jamais la traverser, et on oublie de donner une direction. Face aux symboles et aux sensations qui nous font face, il faut reculer devant les grandes fresques pour comprendre sur quelle toile elles ont été peintes. Certes, les questions portées par notre actualité et les dizaines de semaines de manifestations sont innombrables. Mais la clé est peut-être justement de changer d'échelle pour pouvoir y répondre avec efficacité.

Une Saison en enfer

L'analyse de la conjoncture actuelle laisse peu de place à l'espoir. Est-il encore nécessaire de citer les enjeux environnementaux cruciaux qui s'imposent à nous ? Grandir en Camargue m'a appris que la montée des eaux est une réalité qui fera progressivement disparaître cette région que j'aime tant. Plus que jamais, il nous faut comprendre pourquoi l'urgence bruyante se heurte aux murmures d'actions anecdotiques. Peut-être que ce seront les images de San Francisco, Bangkok ou Dacca inondées qui provoqueront un changement radical. La confrontation du public à la violence climatique est capitale : il ne s'agit pas ici de prophéties occultes, mais d'un futur que nous concrétisons par notre inaction. Les 140 millions de réfugiés climatiques annoncés par la Banque Mondiale d'ici 2050 ne sont pas imaginaires : ils existent déjà, au Bangladesh ou en Éthiopie, sans qu'ils soient reconnus par un statut dédié dans le droit international. En ne mettant pas ces problématiques au premier rang, nous nous rendons susceptibles d'être victimes d'une violence que nous aurions pu éviter. Ne le souhaitons pas.

Il est encore possible de changer les choses, mais pour combien de temps ? La jeunesse se mobilise partout dans le monde pour impulser une transformation de nos sociétés. Elle a espoir, mais pas un espoir naïf qui serait la caution des générations précédentes. On attend souvent des jeunes qu'ils soient ceux qui portent la promesse d'un avenir meilleur, alors que celui-ci n'est pas encore entre leurs mains. Il faut avoir un espoir pragmatique, qui se nourrit d'actions et de réflexion. Le discours de la suédoise Greta Thunberg est violent, alarmiste, catastrophiste. Il ne fait que refléter une réalité que les applaudissements de nos dirigeants ne suffiront pas à combattre. Nos parents disent souvent que nous pourrions faire ce que nous

voulons dans la vie si nous travaillons bien à l'école. Pourtant, je poursuis mes études en me demandant comment nous en sommes arrivés à nous écrire au futur conditionnel de la peur. Face à une urgence mondiale, la confiance en l'avenir doit se construire à plusieurs. Nous avons besoin d'une secousse d'inquiétude pour construire un modèle plus juste et éviter la violence. Parce que l'urgence est grande, nous n'avons de choix que d'imaginer un nouveau monde. Face à un système qui privilégie l'accumulation de richesse et la compétition, le « Marche ou crève » est devenu « Rêve ou crève ». Alors travaillons ensemble à faire émerger une véritable vision.

Le parti pris des choses

Oui, il faut croire en l'humain pour croire en demain. De manière rationnelle, pour reconstruire une confiance mutuelle, « microéconomique », avec nos institutions et nos concitoyens : les solutions les plus brillantes du monde ne pourront pas être mises en place sans cela. La recherche économique ressent la vague de défiance qui nous traverse, et lui identifie de nombreuses causes. Pour Pierre Cahuc et Yann Algan, la confiance se construit notamment par l'école. Ils appellent à changer le système scolaire pour le rendre collaboratif, éliminant la hiérarchie dans les formations et encourageant la diversité des parcours. De plus, il m'apparaît, essentiel que la culture et la créativité y prennent une place plus importante. Les arts portent dans leur histoire l'expression de tous les ouvrages de l'homme, écrite dans la langue universelle des sensibilités. Ils ne s'expliquent pas toujours, mais se font comprendre. Si Notre-Dame a provoqué tant de réactions, c'est aussi parce que la culture est un ciment social inestimable. Les arts sont bien trop silencieux dans cette période de bouleversements, pas assez présents pour nous aider à faire sens. Une société qui croit en son prochain est une société qui croit en elle. Le sens global que nous donnerons à nos nations doit se construire sur le sens que nous donnons à nos vies. Le modèle capitaliste dominant laisse à penser que le holisme n'est pas à notre portée. Mais, en réalité, les mouvements populaires français montrent une forme de désir commun pour la justice sociale et l'égalité des chances. Pour atteindre cet objectif, il est important que chacun soit considéré, et ne soit pas aliéné par l'un des *bullshit jobs* décrits par l'anthropologue David Graeber. La quête de sens est individuelle avant d'être collective.

Les Illuminations

La confiance ne se donne pas, elle se gagne. La défiance se construit aussi sur une désillusion vis-à-vis de nos élites. Les erreurs du passé les ont privé de la confiance privilégiée qui leur était confiée autrefois. Les économistes sont nombreux à demander plus de transparence de la part de la classe

politique et des grands dirigeants d'entreprises. Les lobbys, notamment, ont souvent fait obstruction à l'instauration de politiques importantes, aidés par l'absence d'une instance de contrôle des financements politiques et de la notion de conflit d'intérêt entre politiques et entreprises dans le droit français. À cet évident besoin de responsabilisation des élites dirigeantes, j'ajouterai que celle des intellectuels, notamment économistes, doit également être de mise. Certes, l'économie aspire à être une science objective, libre du joug de l'idéologie. Mais elle est une discipline qui n'a de sens que si elle permet d'améliorer la gestion de nos ressources. Indissociable de la politique qui l'instrumentalise souvent, l'économie (avec les autres sciences sociales) doit être le point de départ intellectuel d'un changement de modèle. Puisque sa communauté comprend les enjeux que nous affrontons, elle est d'autant plus responsable de travailler à leur résolution. Dans le milieu universitaire, il est grand temps d'ouvrir le débat et de penser des modèles innovants. Le mouvement de la décroissance est parfois moqué pour son manque de « réalisme », car offrant des mesures difficiles à mettre en place. La décroissance est un effort de penser un monde durable et juste, qui ne reçoit qu'une considération limitée.

Nous l'avons dit précédemment, notre ère peut, et doit être le théâtre de grands changements. Dans les universités, *think tanks*, centres de recherche... il est essentiel de concentrer les efforts pour proposer des solutions innovantes. Les outils que nous construisons intègrent trop rarement les externalités environnementales, un regard sur le long terme ou un recul critique sur les besoins de la société. Je ne réclame pas ici que la science économique devienne purement normative, mais qu'elle se rappelle que les défis contemporains sont affaire de tous, et d'elle peut-être même un peu plus.

Faisons taire les bruits parasites. Changeons la fréquence de la radio, tuons les grésillements. Victor Hugo le disait : tous les peuples ont une poésie. Vibration hertzienne de l'âme, à l'unisson. Prenons la poésie et jetons la sur le monde pour détricoter les symboles que dessinent l'actualité. Jetons la sur les villes et les campagnes, pour y voir grandir la confiance de l'autre. Rejetons le fordisme social, qui automatise les relations pour les rendre plus efficaces, sans dépasser des contours. Sombre coloriage que nos communes où le facteur n'a plus le temps de discuter avec Mme Sanchez, où les commerçants se font aspirer par les centres commerciaux en périphérie, où les commissariats de quartier ferment. Qui pour partager un peu du rythme de nos quotidiens ?

Prenons le temps d'en perdre pour parler aux autres et fabriquer quelque chose ensemble, comme des millions d'enfants

qui construirait des châteaux de sable sur une plage, en partageant outils et astuces avec leurs voisins. À l'école, au travail, dans les rues, travaillons à la beauté. Prenons la poésie pour diriger le monde, avec l'ambiguïté de ses images comme décodeur de chaque perception, et le sens comme unique cap. Alors nous imaginerons un modèle durable et juste, et trouverons la force pour mettre en place des solutions d'ampleur mondiale. Un marché mondial des émissions de CO₂ ou le développement de low-techs permettant de recycler nos ressources et produisant leur propre énergie, une refonte de nos écoles et la mise en place de contrôles des financements politiques. Mort des moustiques, lumière, action. La confiance est à portée de main. C'est une confiance rationnelle, d'actions. Hâtons-nous de tendre le bras.

Jules Baudet, Bachelor, École Polytechnique

Les cinq piliers de la confiance

À travers cinq portraits d'hommes et de femmes rencontrés sur les terres du Kurdistan Irakien, je retranscris ici des témoignages d'espoir mais surtout des pistes de réflexion sur des sujets qui ébranlent aujourd'hui la confiance de nos sociétés : la menace terroriste, la désinformation, la corruption, la consommation et l'immigration.

Nahum ou la confiance à l'épreuve de la tragédie terroriste

À quarante-cinq kilomètres au nord de Mossoul, le village d'Alqosh fait figure de miraculé. Sous l'occupation par l'État Islamique en 2014, il est resté le seul village chrétien libre de la plaine de Ninive. Sur les hauteurs de la cité, le monastère Rabban Hormizd et ses onze moines chrétiens syriaques ont connu l'angoisse face à l'avancée du groupe terroriste. Nahum, qui gardait l'édifice religieux à l'époque, raconte : « Au fur et à mesure que la ligne de front approchait, les familles d'Alqosh fuyaient vers le Nord. J'ai dû moi-même me cacher dans les montagnes avoisinantes. » Dès que les forces armées kurdes et irakiennes eurent repoussé le danger, pas question pour Nahum et ses proches de continuer à vivre cachés. Ils retrouvèrent leur foyer, non sans appréhension. Quand j'interroge Nahum sur les répercussions psychologiques d'un tel traumatisme, le fervent chrétien préfère voir les bénéfices tirés : « Je suis persuadé que ce sont dans les tragédies que les hommes se façonnent. » La communauté chrétienne d'Irak est persécutée depuis bien avant les exactions de l'État Islamique. « Notre communauté en est sortie plus soudée encore » ajoute Nahum.

Il connaît l'angoisse que les Français peuvent ressentir au sortir d'une série d'attentats particulièrement meurtriers sur notre sol. Mais il avertit : « Face au fanatisme religieux, le danger est de se tromper de combat. Il faut tendre la main plutôt que pointer du doigt un prétendu coupable. » Au Kurdistan, me rappelle Nahum, on est kurde avant d'être chrétien, yézidi ou musulman. Lui, le chrétien, en appelle au sentiment national pour dépasser les clivages religieux.

Je m'interroge sur la signification pour nous Occidentaux de cette incroyable volonté de réconciliation, qui choque notre esprit de justice, notre volonté de punir les criminels. Le Vieux Continent n'en est pourtant pas à sa première crise politico-religieuse. Il y a cinq siècles, la France a surmonté l'épreuve de la guerre des religions par l'audace de l'Édit de Nantes. La Révolution a consolidé le sentiment national, au prix de la guerre religieuse. Le nationalisme des Européens, s'il a éteint les conflits religieux, a conduit aux grandes catastrophes des première et deuxième guerres mondiales. L'Europe est à nou-

veau guettée par la montée des nationalismes, et la montée des communautarismes religieux prépare les esprits les plus faibles aux djihads à venir.

Développer la confiance, me semble-t-il, c'est accepter avec sincérité celui qui croit ou pense autrement qu'il soit chrétien, juif, musulman ou athée. C'est respecter le sentiment national, légitime et ancré dans notre anthropologie, mais aussi les identités qui nous définissent comme hommes et femmes du XXI^e siècle.

Omer ou la lutte contre la désinformation

Omer est un jeune erbiliote de trente ans. Il fait partie de cette génération qui a connu une révolution majeure dans l'accès à l'information. Au Kurdistan comme en Europe, on s'informe aujourd'hui plus par les réseaux sociaux que par la presse. Dans une région en guerre, l'information est plus inaccessible donc plus rare. Ce qui en fait une arme de guerre manipulée plus qu'ailleurs.

Omer a fait de la lutte contre la désinformation son combat personnel. Depuis 2014, il est le relais en Irak et en Syrie de plusieurs journaux américains et britanniques de premier plan. « Pour lutter contre la désinformation, rien ne remplace le terrain » me dit Omer. À Mossoul, Raqqa, Kobané, Omer est allé au plus près de la ligne de front pour dépeindre la vérité. Il se méfie du catastrophisme des médias occidentaux : « À Kobané qu'on disait à genoux, les combats n'étaient pas finis que j'ai vu des familles entières reconstruire leurs maisons. Il y a dans cette tragédie une volonté de vivre exceptionnelle. Les médias occidentaux ne s'en font hélas pas l'écho. »

Informé n'est pourtant pas une science exacte. Un Kurde ne dépeindra pas la même Kobané qu'un Turc ou qu'un soldat du régime de Damas. Mais, à l'heure des réseaux sociaux, la désinformation avance masquée avec une efficacité dont nous commençons seulement à prendre conscience. Les opinions sont largement manipulées dans de grandes démocraties par des organes rigoureusement organisés. On hystérise, on décrédibilise, on polarise, on sème le doute. 5% de l'électorat est touché, et c'est une élection qui bascule. Demain, les techniques de propagation de *fake news* seront encore plus efficaces. L'intelligence artificielle permettra de cibler personnellement les messages d'influence en fonction de nos amis ou de nos centres d'intérêts.

Pour restaurer la confiance, il faut, comme dit Omer, faire primer « la vérité du terrain ». Celle des experts. Que signifie la « vérité du terrain » à l'heure de Facebook et de la 5G ? Ce sont via ces canaux que la nouvelle génération s'informe. En

juin dernier, la ministre de la culture Françoise Nyssen déploierait que les entreprises publiques comme France Télévisions ne dépensent que 3% de leur budget dans le numérique. Il est urgent que nous inventions les dispositifs techniques, juridiques et culturels pour contrer les forces de la désinformation. Comme TripAdvisor pour les restaurants ou les musées, trouvons un moyen efficace de noter la qualité et l'objectivité de l'information sur les réseaux sociaux. Faisons de la lutte contre la manipulation de l'extérieur le nouveau combat des Lumières du XXI^e siècle.

Ronza ou la quête de transparence des élites

Mercredi 17 Avril. À Lalesh, temple du yezidisme, on fête la nouvelle année. On se recueille pour les milliers de Yézidis toujours portés disparus depuis que l'État Islamique a perpétré dans la province voisine du Sinjar une série de massacres envers cette communauté monothéiste vieille de plus de 4 000 ans.

À l'entrée du principal temple de la ville, je rencontre Ronza, une étudiante de 22 ans en analyses médicales à l'université voisine de Shekhan. Si elle a échappé aux exactions commises par Daesh, Ronza reste inquiète pour son avenir : « Je suis diplômée cette année mais je ne trouverai sûrement pas de travail avant trois ou quatre ans » déplore-t-elle. La présence du groupe terroriste a ravagé l'économie de la région, et il est bien difficile d'y trouver un emploi sans appui ni réseau. Ronza n'est pas la seule à avoir perdu confiance envers les élites : « Les réseaux au pouvoir ont la mainmise sur tous les pans de l'économie. Si tu n'es pas de leur côté, tu n'as aucune chance de trouver un travail. »

C'est cette même défiance envers les élites politiques et économiques qui a poussé dans la rue les jeunesses d'Algérie, du Soudan, d'Iran. C'est aussi elle qui nourrit les populismes européens, des Brexiteurs aux Gilets Jaunes. Le rétablissement de la transparence et de l'éthique chez les élites est-elle une condition suffisante pour restaurer la confiance du peuple ? C'est certainement une condition nécessaire. La dernière décennie a vu de retentissants exemples de dérapages, sources de scandales très médiatisés. Les « affaires » ont éclaboussé des ministres, des grands patrons, des personnalités d'envergure. Sans doute limitées en nombre, ces affaires accréditent le ressenti chez les « petits » d'une trahison générale des élites. Comme dans les années 30, les « petits » attendent l'homme fort qui nettoiera les écuries.

Ronza propose une autre voie : « Il ne suffit pas de sanctionner, il faut aussi éduquer. » L'éducation jusque dans les entreprises a un rôle de premier plan : l'éthique ne s'acquiert pas unique-

ment par peur de la sanction, c'est aussi une valeur que l'on apprend. Il faut pour cela remettre l'éthique au sommet des valeurs, au même titre que la compétitivité ou la performance.

Jwmha ou la recette d'une consommation responsable

Sakran est un petit village niché dans les montagnes du Zagros, non loin de la frontière iranienne. Quand je passe les portes de cette vallée, je découvre un véritable grenier à ciel ouvert. Pêchers, pommiers, noyers, pacaniers, vignes... Chaque parcelle de ces pentes abruptes est cultivée. Le printemps s'est installé, les arbres sont en fleurs sur fond de sommets enneigés. Il règne ici une joyeuse légèreté, même si le chant du traquet¹ est parfois interrompu par le bruit sourd des bombardements. L'armée turque vise régulièrement les positions du PKK, parti indépendantiste kurde retranché dans les montagnes plus au nord.

Trois hommes sont à pied d'œuvre en cette matinée ensoleillée. Jwmha et ses deux oncles préparent la terre où ils planteront trois cent noyers. « Ces arbres sont remarquables », m'indique Jwmha. « Ils résistent au froid et leurs fruits peuvent être conservés plusieurs années. »

Jwmha connaît mieux que quiconque l'importance de la culture agricole. « Les guerres nous ont obligés à être indépendants. Cultiver nos terres pour nous nourrir, on a ça dans le sang. » Le jeune Kurde est méfiant envers les produits venus de l'extérieur : « Beaucoup des produits sont importés de Turquie. On ne connaît pas leur origine mais on en observe les conséquences. » L'un de ses oncles est mort d'un cancer suspect il y a deux ans. Pour Jwmha, pas de doute : « Ce sont les produits alimentaires traités aux pesticides qui ont causé sa mort. » Les médecins de la région sont unanimes : le nombre de morts précoces a augmenté depuis que les modes de consommation de ces régions reculées ont changé.

Il est fascinant de voir qu'un débat qu'on pourrait croire réservé aux « bobos » de nos villes résonne si fortement dans une vallée kurde où l'on entend le bruit du canon. Depuis cinquante ans, nos sociétés riches ont favorisé une agriculture productiviste basée sur des traitements chimiques répétés de la terre, des plantes et des animaux. Nous avons exporté ce modèle sur tous les continents. Nous réalisons aujourd'hui que ce modèle rencontre ses limites. Il a permis de sustenter la population mondiale, mais ne peut continuer. Il nous faut engager une transition agricole, qui prendra une génération au moins.

1. Petit passereau dont le cri ressemble au bruit du traquet du moulin, latte de bois qui laisse passer les grains vers la meule.

Il appartient aux grandes entreprises agro-alimentaires de montrer qu'elles prennent le virage de la transition agricole. Il appartient aux consommateurs d'accepter une juste rémunération des producteurs. Il appartient aux pouvoirs publics de créer, sans démagogie, les conditions de cette transition. Il appartient à l'Europe de dialoguer, de négocier avec les grandes puissances agricoles (États-Unis, Brésil, etc.) qui ne partagent pas la nécessité de cette transition agro-alimentaire. Ce combat est juste, il est de nature à reconstruire la confiance des citoyens européens en leurs élites. Et en leurs assiettes.

Kanhan ou l'oiseau en cage

Mont Halgurd. 3 607 mètres. Me voilà à skis sur les pentes du plus haut sommet d'Irak. Kanhan, qui m'a accompagné pour cette ascension, est le premier irakien à gravir cette montagne à skis. « Il n'y a qu'ici que je me sens libre » lâche-t-il, empli d'un intense sentiment de légèreté. Si l'on croit que « les montagnes sont les seules amies des Kurdes », Kanhan en est peut-être la parfaite illustration. Il a deux ans quand ses parents divorcent. Crime ultime dans un pays où la religion l'interdit. Ils sont contraints de s'exiler, laissant le petit Kanhan à son grand-père. Cet ancien peshmerga mène la vie dure à son petit-fils, qui se réfugie dans l'Art et l'Histoire. « Je partais tous les jours jouer du violon et dessiner dans les montagnes. » Kanhan a aujourd'hui vingt-cinq ans et a tout d'un surdoué : il joue de cinq instruments, peint et dessine, parle cinq langues et est le seul guide de haute montagne de la région. Pourtant, celui que l'on surnomme « Kebo » se sent ici comme un oiseau en cage.

Nous sommes en Janvier 2018. L'entreprise française qui employait Kanhan comme contrôleur qualité à la frontière iranienne a plié bagage. Le Kurdistan est plongé dans une crise économique sans précédent depuis que Daesh a attaqué ses frontières. Kanhan a vingt-quatre ans et voit son avenir bouché dans une région minée par la corruption. Il rêve d'Europe, la terre des droits de l'Homme. Comme beaucoup de jeunes Kurdes, il se sent ici prisonnier. Prisonnier d'une nationalité qui l'empêche d'obtenir tout visa pour l'Occident. Prisonnier d'une religion, de traditions, dont le rigorisme entrave sa quête de liberté. Alors il ne reste qu'une solution au jeune Kanhan pour espérer rêver : rejoindre l'Europe clandestinement. Pour cela, il paye des intermédiaires crapuleux en échange du silence d'un policier ou d'un ambulancier qui passe la frontière. Le jeune réfugié fait parfois face à une violence inouïe : « Nous quittons notre pays pour plus de droit et de justice, mais nous avons parfois l'impression que l'Europe nous offre un spectacle pire encore. » C'est en Slovénie que le périple s'arrête pour Kanhan, rattrapé par la police alors qu'il s'était enfui d'un camp pour échapper à une prise d'empreintes.

De retour sur sa terre natale, Kanhan n'est pas rancunier pour autant : « C'est l'expérience la plus riche qui me soit arrivée. » Il est lucide sur la situation des réfugiés en Europe : « La plupart des réfugiés que j'ai côtoyés partaient avec de mauvaises intentions, étaient même de mauvaises personnes. Moi je voulais juste être libre, travailler. Je ne suis pas un tueur ni un voleur. Mais c'est comme ça, on paye le prix des mauvaises âmes. »

À l'heure où l'Europe se retrouve coincée entre les empires américain et chinois, elle est soumise à la pression migratoire du Sud et de l'Est. Le populisme, déjà porté au pouvoir en Hongrie, en Autriche ou en Italie, n'offre qu'une réponse court-termiste pour l'Europe qui s'est construite depuis des siècles comme une terre d'accueil. Nous ne pouvons pour autant pas être naïfs et accueillir « toute la misère du monde ». Mais je rêve d'une Europe qui saurait accueillir ceux qui comme Kanhan, sauront nous apporter leur optimisme, leur énergie et leurs talents, indispensables pour renouer avec la confiance.

Pierre Burrus, Total

Est-il toujours possible de s'informer ?

En 2019, un individu « informé » a de bonnes chances de consulter, au saut du lit, les alertes de la nuit sur son smartphone. Il déjeune ensuite en écoutant la radio, en direct ou en podcast, et approfondit certains points sur Internet. Il est actif sur Twitter, suit les comptes certifiés, réagit à l'actualité ; les manifestations, attentats, victoires sportives, affaires et chiffres du chômage s'enchaînent au fil des jours, mois et années. Il réalise parfois que le Printemps arabe, dont il avait assisté à la naissance en ligne, aura bientôt dix ans. Une telle perspective lui donne le vertige. Si aucune autre époque n'a permis l'accès instantané à un si grand nombre de données, nous peinons à trier et hiérarchiser parmi le flux continu. Sommes-nous atteints de surcharge informationnelle ?

Le trop-plein de données n'est que l'un des aspects de « la crise de l'information » à laquelle nous faisons face. Au sens large, l'information correspond à l'ensemble des données en circulation : *breaking news*, *data* collectées par les moteurs de recherche, documents administratifs, découvertes scientifiques, etc. L'information confère un pouvoir à celui qui la détient ; il s'agit du rôle traditionnel des médias qui font aujourd'hui l'objet d'une défiance croissante. Alors que les nouvelles technologies favorisent un nouveau mode de transmission du savoir, décentralisé et instantané, la vérité n'est jamais apparue aussi fragile. Tout cela participe d'une « crise de l'information », une perte de confiance qui a des incidences politiques pour les citoyens comme pour les gouvernants.

Quels sont les traits saillants de cette crise ? Et quelles réponses pouvons-nous apporter ? Cet essai souligne dans un premier temps les contours de la crise actuelle et avance différentes solutions pour tenter de résoudre ce problème systémique.

Une crise de l'information multidimensionnelle

La crise de l'information présente de nombreuses dimensions : la modification du rapport à la vérité, la remise en cause des sources d'information, la fragmentation croissante du débat, ou encore le risque d'un gouvernement d'opinion.

Comme en témoigne la consécration du terme « post-vérité » par le dictionnaire d'Oxford en 2016, l'opposition entre le vrai et le faux semble s'amenuiser aujourd'hui. L'avènement d'un monde dans lequel le blanc peut être noir, et le noir peut être blanc, n'est pas sans évoquer les régimes totalitaires. On sait en effet que la falsification du passé y était pratiquée à grande échelle ; on se souvient de la célèbre dystopie d'Orwell, 1984,

dans laquelle le protagoniste fait disparaître des milliers d'archives en fonction des projets politiques du Parti.

En son temps, la philosophe Hannah Arendt avait déjà alerté sur la fragilité de la vérité. Elle avait théorisé l'importance des « données élémentaires brutes » appelées « vérités de fait » qui éclairent l'opinion dans l'espace public, lieu de la persuasion ouverte et de l'action commune. « La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui sont l'objet du débat¹ », écrivait-elle. Pour Arendt, le contraire de cette vérité n'est ni l'erreur ni l'opinion, mais la fausseté délibérée ou le mensonge. L'un des meilleurs exemples actuels est certainement Donald Trump qui assène environ quinze contre-vérités par jour, selon une moyenne établie par le Washington Post. Le Président américain a également popularisé l'expression *alternative facts* à l'occasion de son investiture, pour justifier que le public présent était plus important que ce que les chiffres réels indiquaient.

Dans cette bataille des faits, les médias sont particulièrement mis en cause. La défiance à l'égard des journalistes s'accroît considérablement : 69% des Français estiment qu'ils ne résistent pas aux pressions politiques et 62% qu'ils sont soumis aux pressions de l'argent. La critique porte principalement sur le manque d'éthique, l'absence d'objectivité et sur l'irresponsabilité. De plus, la France, qui se classe 32^e en matière de liberté de la presse, selon Reporters sans frontières, possède un paysage médiatique dominé par de grands groupes industriels, ce qui provoque des conflits d'intérêt. L'idée selon laquelle les journaux seraient les « nouveaux chiens de garde » du système gagne en popularité. Au même moment, certains médias entendent toujours « porter la plume dans la plaie », conformément au vœu d'Albert Londres.

Parallèlement à la « vérité de fait », la vérité scientifique, pourtant considérée par Arendt comme moins vulnérable, est également mise à rude épreuve. On assiste aujourd'hui à une remise en cause croissante des chercheurs et de leurs institutions. À l'origine du discrédit, la propagation de propos contestés par la communauté scientifique et visionnés par des millions de personnes, comme ceux du Professeur Henri Joyeux sur la contraception. En fournissant une caisse de résonance aux discours « alternatifs », Internet permet la remise en question de la vérité scientifique. Le phénomène est accentué par la révélation de certains conflits d'intérêt dans l'expertise scientifique : il a été prouvé que les études financées par l'in-

1. Hannah Arendt, *Vérité et politique*, « La crise de la culture », ed. Gallimard, 1972.

dustrie agroalimentaires sont quatre à huit fois plus favorables au sponsor que les études indépendantes, par exemple.

Les nouvelles règles de l'espace d'information

En matière d'information, les nouvelles technologies et réseaux sociaux modifient considérablement les règles du jeu. Contenant la promesse d'un espace infini, Internet ressemble au « rhizome » théorisé par Deleuze et Guattari² : une mise en forme horizontale, non-linéaire et décentralisée du savoir, par opposition aux modèles anciens, horizontaux ou arborescents. Les éléments sont connectés les uns aux autres de manière instantanée et s'accumulent en certains points. On observe d'ailleurs un mouvement d'ouverture des données, notamment publiques. Le concept d'*open data* permet ainsi aux citoyens d'accéder à des informations d'utilité publique. Il s'agit d'une obligation légale pour les pays de l'Union européenne, qui ne concerne toutefois pas certaines données : celles ayant trait à la vie privée, à la sécurité nationale ou à la propriété intellectuelle en sont exclues.

La libération massive d'informations est également illustrée par l'encyclopédie collaborative Wikipédia, avec ses articles écrits en permanence et ses trois millions de visiteurs chaque jour en France, qui n'est pas sans poser la question de la validité du savoir diffusé. De manière similaire, la mise en ligne de cours gratuits via les MOOC, *Massive Open Online Courses*, n'est sans renouer avec l'idéal philosophique de Diderot et d'Alembert : la connaissance démocratisée, illimitée, la connaissance comme un processus dynamique et en évolution constante.

Avec la massification des données en ligne, la transparence devient une norme centrale. Elle peut être entendue comme le fait de rendre publiques des informations nécessaires au fonctionnement de la démocratie. L'association *Transparency International* publie par exemple une carte des affaires de corruption dans chaque pays, enrichie par les apports individuels. Venue du monde anglo-saxon, cette transparence n'est toutefois pas sans excès et peut entrer en conflit avec le droit à la vie privée à l'heure où chacun est tenu d'exposer les moindres parcelles de son intimité sur Facebook, Instagram ou LinkedIn.

Enfin, la démocratisation de l'information présente certaines apories. S'il décloisonne le savoir, Internet favorise également sa fragmentation : loin de s'ouvrir à la nouveauté, nous suivons généralement des sources avec lesquelles nous sommes déjà en accord et qui sont orientées idéologiquement. Par

2. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux, Capitalisme et schizophrénie*, Minuit, 2013.

exemple, sur Twitter, nous évoluons le plus souvent dans les mêmes cercles virtuels en cherchant le camp des personnes qui pensent comme nous.

Les implications politiques

Tout cela n'est pas sans incidences politiques. En rejoignant le camp de ceux qui pensent comme lui, le *twittos* se comporte de la même manière que l'individu en foule décrit par Gustave Le Bon dans *La Psychologie des foules* : « L'individu en foule acquiert, par le fait seul du nombre, un sentiment de puissance invincible qui lui permet de céder à des instincts que, seul, il eût forcément réfrénés. (...) Dans une foule, tout sentiment, tout acte est contagieux, et contagieux à ce point que l'individu sacrifie très facilement son intérêt personnel à l'intérêt collectif. C'est là une aptitude fort contraire à sa nature, et dont l'homme n'est guère capable que lorsqu'il fait partie d'une foule. » Les déferlements de réactions reprenant les mêmes hashtags en sont une preuve, de même que la polarisation des débats en ligne. En effet, les réseaux sociaux marquent aujourd'hui le règne de l'opinion et la « subjectivation » des faits. Nous semblons vivre dans une démocratie d'opinion, une doxocratie à la fois directe, permanente et médiatique. Nous sommes englués dans les mouvements d'opinion du présent, et incapables de penser le temps long.

La crise de l'information actuelle peut également être analysée au prisme du « populisme », concept abondamment utilisé. Selon le politologue Jan Werner Müller, le populiste se caractérise par un anti-pluralisme doublé d'un anti-élitisme. En revendiquant le monopole moral de la représentation du peuple, le populiste critique de manière virulente les institutions intermédiaires qui sont viciées par nature. Lorsqu'il arrive au pouvoir, il tente de placer les médias sous contrôle, au nom des intérêts supérieurs de la nation ; les exemples récents dans la Hongrie de Viktor Orban ne manquent pas. Le populisme est l'un des rouages de la crise actuelle, à la fois crise de l'information et de la confiance.

Enfin, on pourrait souligner que la norme de transparence concerne essentiellement la vie publique. Or, elle ne garantit pas forcément un meilleur gouvernement ; les grands invariants de la science politique énoncent même le contraire. Ainsi, dans son *Traité de l'autorité politique*, Spinoza écrivait en 1670 que « l'État sera très peu stable, lorsque son salut dépendra de l'honnêteté d'un individu et que les affaires ne pourront y être bien conduites qu'à condition d'être dans des mains honnêtes. Pour qu'il puisse durer, il faut que les affaires publiques y soient ordonnées de telle sorte que ceux qui les manient, soit que la raison, soit que la passion les fasse agir, ne puissent être tentés d'être de mauvaise foi et de mal faire »

Pour le philosophe, la vertu de l'État est la sécurité, et non la « force d'âme » des gouvernants.

Quelques propositions pour sortir de la crise

Comment résoudre cette crise de l'information ? Plusieurs solutions ont déjà été avancées. On peut citer l'exemple des outils de *fact-checking* à destination du grand public, inaugurés par plusieurs grands quotidiens. S'ils ont le mérite de pointer du doigt les contre-vérités de certains responsables politiques, ils ne sont toutefois pas sans écueils ; on peut notamment mettre en cause leur potentiel parti pris idéologique et leur légitimité à évaluer la fiabilité d'autres sources d'information. Dans cet essai, nous plaidons en faveur de trois solutions à ce problème systémique : la réglementation du marché de l'information, la défense de l'esprit critique et rationnel, ainsi que la formulation d'une véritable éthique lorsque l'on manipule les faits.

D'abord, il faut agir rapidement pour réglementer le marché de l'information. Aujourd'hui, l'un des problèmes récurrents est la licence et l'impunité qui règnent en ligne. L'une des options serait de mettre fin à l'anonymat sur les réseaux sociaux. Controversée, cette mesure est accusée d'être liberticide, alors que les pseudonymes permettent à certaines personnes de témoigner sans crainte des répercussions. Elle aurait toutefois l'avantage de responsabiliser chaque individu quant au contenu qu'il met en ligne, et de montrer qu'Internet n'est pas une zone de non-droit.

Ensuite, il convient de prôner la rationalité dans le débat public, par opposition aux idéologies. Les grandes croyances collectives qui avaient meurtri le XX^e siècle n'ont pas disparu, et l'emportent bien souvent sur les faits. Lors du référendum sur le Brexit en 2016, on se souvient de l'une des promesses du camp du *Leave* : reverser la contribution britannique au budget de l'UE dans les poches des citoyens, plus particulièrement pour financer le système de santé. Quelques jours après le vote, le parti nationaliste Ukip reconnaissait déjà qu'il s'agissait d'une « erreur », pour ne pas dire d'un mensonge. Les discours simplistes suscitent davantage l'adhésion que la reconnaissance de la complexité. Les sciences cognitives l'ont montré : l'esprit humain préfère une erreur simple à une vérité complexe.

Pourtant, les voix en faveur d'un retour à l'idéal de raison se font entendre, et détonnent dans le contexte actuel. C'est notamment le cas du sociologue Gérald Bronner, qui défend un nouveau discours de la méthode contre les obscurantismes contemporains. C'est également, d'une certaine manière, le propos de Peter Sloterdijk, qui appelle à renouer avec les Lumières et leur devise : *Sapere aude*, « Ose penser par toi-

même ». Si l'homme n'est pas rationnel, il est capable de raison, et c'est cette faculté que nous devons cultiver, notamment par l'éducation. De manière générale, il faut permettre aux citoyens de former leur esprit critique tout au long de leur vie.

Enfin, il nous incombe de formuler une éthique, c'est-à-dire d'appliquer une morale au domaine particulier de l'information. Une telle pratique existe déjà pour les journalistes, dont la déontologie est définie par plusieurs textes de référence, qui insistent notamment sur la protection des sources d'information. Garantie en Europe par la Convention européenne des droits de l'homme, la protection des sources d'information fait aussi partie des principes qui s'imposent dans tous les pays européens.

On pourrait aller plus loin et prétendre à ce que Paul Ricœur nommait une « subjectivité de haut rang³ ». Pour le philosophe, on ne peut atteindre une objectivité du même type qu'en mathématiques ou en physique lorsque l'on traite des affaires humaines. En revanche, on peut exiger des experts « une certaine qualité de subjectivité, [...] impliquée par l'objectivité attendue ». Cela requiert des qualités morales telles que la probité, la rigueur, l'impartialité ou encore l'affranchissement de l'intérêt personnel.

Telles sont les trois propositions pour renouer avec la confiance en matière de faits et de vérités. Pour paraphraser Paul Valéry, nous savons désormais que l'information est mortelle... À nous de tout mettre en œuvre pour la préserver !

Garance Dubarry, HEC Paris

3. Paul Ricœur, *Histoire et vérité*, Le Seuil, 2014.

Thérapie de couple entre l'État français et la Société civile

La Thérapeute : Vous m'excuserez pour cette entrée en matière peu délicate, mais puisque nous avons peu de temps devant nous, je me permets d'entrer dans le vif du sujet. Je vois « crise de confiance » comme motif de rendez-vous, pouvez-vous me donner un peu plus de précisions sur les circonstances de cette crise ?

La Société civile : Pour être honnête, je peine à trouver une cohérence chronologique, n'y voyez donc rien de très fidèle. Je situe les prémices de notre tourmente lorsque tombe le mythe républicain d'une école vouée à l'égalité des chances. Même village, même école, mêmes passions ; un groupe sanguin CSP+ ouvre pourtant d'autres horizons.

Je pardonne mais me sens à nouveau trahie quelques années plus tard, lassée de ne pas voir diminuer le nombre de laissés-pour-compte de notre société. Je m'accroche à l'écho de cette assertion explicative, entendue à plusieurs reprises pendant l'âge tendre : « C'est la crise ! ». Plusieurs années ont passé, la donne n'a pas changé mais les circonstances sont différentes. Je vois le structurel là où je voyais le conjoncturel et j'ai désormais dans mes bagages quelques notions de fraude fiscale qui ravivent ma colère et mon indignation. J'essaie de me résigner à cette fatalité mais reste obsédée par l'absurdité de la situation : est-on vraiment incapable de résoudre la crise du logement alors que des engins spatiaux atterrissent sur des comètes à plus de 500 millions de kilomètres d'ici ? Puis tout est allé très vite. D'abord le terrorisme, dont le seul remède semble être une indifférence de façade, mascarade qui se dévoile chaque fois qu'un bruit inhabituel se fait entendre. Je fais ensuite mes premiers pas dans le monde professionnel et découvre la réalité tangible des inégalités femmes-hommes. Vient le constat plus qu'alarmant du GIEC et son lot de culpabilités et de questionnements associés, puis quelques Cahuzac, Fillon et Benalla plus tard, c'est au tour de l'Église de dévoiler ses vices. J'ai vu un à un se défaire les dogmes qui structuraient mon enfance sans jamais trop savoir si ces désillusions étaient inhérentes à mon gain de maturité ou propres à notre époque. Face à ce désordre, j'ai longtemps nourri l'espoir d'une réaction sans précédent de l'État mais je m'impatiente et me désole de le voir impassible, incapable de protéger les plus faibles et d'engager un changement de modèle.

Cette confiance, normalement si difficile à construire, était pourtant innée, je lui en avais fait cadeau. Le choc en fut d'autant plus violent, si bien que je m'enferme aujourd'hui

dans une peur paralysante qui me fait appréhender les changements en cours et à venir.

L'État français : Voyez cet état d'esprit qui vous caractérise. Vous confondez beaucoup de sujets et à vous entendre, je suis la cause de tous vos problèmes et tout vous est dû.

La Thérapeute : Allons bon, vous avez bien fait de venir. Si nous ne voulons pas que quelques opportunistes profitent de cette crise, nous devons trouver rapidement et ensemble des réponses à vos maux. Mettons un peu d'ordre dans tout cela et allons à l'essentiel. Commençons par la règle d'or d'un couple : la communication.

L'État français : J'ai justement instauré le Grand Débat National pour lui montrer ma bonne volonté et puiser des solutions dans la force du collectif.

La Société civile : J'apprécie le geste. Néanmoins, je n'ai pas les moyens de répondre à votre invitation. Je manque cruellement d'apports théoriques en sciences économiques et politiques et ne peux donc prétendre résoudre des problèmes si complexes en une poignée de jours.

L'État français : Vous êtes de mauvaise foi et je ne peux remédier à votre manque d'engagement.

La Thérapeute : S'il vous plaît, je vous rappelle que nous ne cherchons pas des coupables mais bien des solutions. La Société, vous souffrez visiblement d'un manque de proximité. Commencez donc par vous tutoyer. La Société, que vous faut-il de plus pour vous sentir impliquée en politique ? Quels éléments pour une reprise en main citoyenne ?

La Société civile : Je vois trois facteurs clés de succès pour notre entrée en politique :

> D'abord, un système politique moins pesant, avec moins de corps intermédiaires et des processus simplifiés comme la possibilité de voter en ligne.

> Ensuite, une concertation avec la Société civile plus régulière sur un éventail de sujets élargis et surtout la prise en compte des opinions exprimées. « Le » Grand Débat National ne devrait être qu'« un » grand débat parmi d'autres. Si ce dernier avait lieu de manière régulière, si je m'attendais à être consultée plus fréquemment, alors je ferais l'effort de m'informer en conséquence.

> Enfin, instruisez vos citoyens. J'aimerais que soient accentués les enseignements sur le fonctionnement de notre démocratie à l'école, et ce, dès le plus jeune âge. Investissez

dans des campagnes d'information, ludiques et accessibles à tous, qui remplaceraient par exemple ces publicités qui nous abrutissent tous dans les transports en commun. La politique ne doit plus être une notion abstraite et déconnectée de notre quotidien.

> Ajoutez-y en bonus un rajeunissement de nos représentants, nécessaire pour que nous nous sentions concernés dès notre entrée dans l'âge adulte et que nous conservions à posteriori cette bonne pratique, et je vous assure que nous transformerons les records d'abstention en records de participation.

Une fois ces éléments mis en place et la bonne volonté de l'État ainsi garantie, nous pourrions réfléchir à la mise en place d'un système d'amendes pour les abstentionnistes comme certains de nos confrères européens l'ont fait.

La Thérapeute : C'est exactement ce qu'il nous faut, des solutions concrètes. Tâchez d'être là quand même le 26 mai prochain pour montrer votre bonne volonté à l'État et l'encourager dans la mise en place de ces mesures. Continuons sur cette voie. Vous évoquez également la malhonnêteté de l'État, pouvez-vous nous en dire plus ?

La Société civile : Inutile de nous attarder sur le sujet puisque mes attentes relèvent avant tout du bon sens. J'insiste cependant sur le besoin de plus de transparence et d'information sur l'utilisation des impôts pour tendre vers un véritable tableau de bord, la fin d'une justice à deux vitesses et des sanctions assez dissuasives pour refréner toute tentative de corruption.

L'État français : J'en conviens. Mais tu viens là de remonter un grand nombre de chantiers à lancer, il va falloir étudier la chose et tout cela prend du temps...

La Thérapeute : J'y venais. Inspirez-vous des entreprises qui adoptent de plus en plus la méthode Agile. Proposez des solutions, lancez-vous, enrichissez-vous des retours des citoyens et réitérez. C'est le seul moyen de ne pas céder à l'immobilisme. Je voudrais traiter un dernier point avec vous avant de clore cette séance. La société, vous dites souffrir du manque de compétence de l'État, sur de nombreux sujets. Dans un souci évident de priorisation, y en a-t-il qui vous tiennent plus à cœur que d'autres ?

La Société civile : Oui, les inégalités et le climat.

La Thérapeute : Entendu. Maintenant, rappelez-vous la dernière fois où vous vous êtes dit « je t'aime ».

La Société civile : Je me souviens de la France de Charlie...

L'État français : Vous l'avez compris, je suis un peu moins rabat-joie, je pense à la Coupe du monde !

La Thérapeute : C'est ce que j'attendais. Vous faites le lien ? Vous aviez dans le premier cas une menace commune et dans le second, un objectif commun. Faites de la protection de l'environnement et de la réduction des inégalités des objectifs communs et fédérateurs. Servez-vous de l'urgence climatique pour relancer la croissance, réduire le chômage et les inégalités.

L'État français : C'est très beau ce que vous dites mais je n'ai pas les moyens de nos ambitions. Je n'ai pas suffisamment de liquidités à injecter dans des politiques en faveur du climat ni le pouvoir à l'échelle internationale de faire respecter des engagements contraignants.

La Thérapeute : Mais servez-vous de l'Europe bon sang ! N'oubliez pas que l'Europe s'est construite sous la menace soviétique. L'histoire peut aussi se répéter dans ce qu'elle a de positif.

La Société civile : Au sujet des problèmes environnementaux, j'ai bien compris l'enjeu et j'ai dépassé cette vision réductrice d'une écologie synonyme de décroissance. Mais je ne pourrai jamais avancer sans toi. Je suis prête à changer ma manière de consommer mais je peine à m'organiser et il est difficile de ne pas céder à la tentation de regarder ce que fait le voisin et ainsi de se décourager. Il est impératif de niveler nos efforts vers le haut, et cela passe malheureusement par la réglementation.

L'État français : J'entends ta demande. Si tu es volontaire, nous pouvons effectivement faire de l'écologie un levier de croissance. Introduisons une réglementation en douceur pour ne pas abandonner ceux qui vivent de l'ancien modèle, mais surtout, une réglementation doublée d'un accompagnement solide et concrétisé par un investissement conséquent dans l'innovation et dans le développement de formations liées aux nouveaux métiers créés. Je reste juste perplexe quant au financement.

La Thérapeute : Vous comprenez vite. Pour le financement, pensez à une fiscalité environnementale qui trouverait son fondement dans des complémentarités : taxer le kérosène pour développer le ferroviaire par exemple. Notre séance touche à sa fin mais je vous invite justement à revenir avec l'Europe la semaine prochaine. Je ne vous cache pas que vous avez beaucoup de travail, mais également beaucoup d'axes

de réflexion pour enclencher un cercle vertueux d'un État proche de sa nation, honnête et compétent et d'une Société civile engagée.

Solène Renaudin, Toulouse Business School / Wavestone



Coups de Cœur

du Cercle des économistes

Klaxons, confiance et risques

Avoir arpenté les rues de Dacca, Paris et Stockholm, dans cet ordre, mène à une conclusion évidente quoique rarement relevée : il existe une corrélation entre le niveau sonore des klaxons des véhicules d'un pays et la confiance qui règne entre ses habitants. Dans les rues de Dacca, capitale du Bangladesh, le tumulte est assourdissant. Il est aussi indispensable. Les feux tricolores ne fonctionnent pas, le respect du code de la route est au mieux aléatoire. Klaxonner c'est se signaler donc être repérable donc éviter toute confrontation potentiellement létale, du passant égaré au 36 tonnes déchaîné. Le raffut de la rue masque l'absence d'État. À Stockholm, capitale de la Suède, klaxonner, c'est aussi se signaler mais seulement en cas d'extrême danger. Personne ne klaxonne dans les rues suédoises, les feux fonctionnent, le code de la route est respecté et les 80 km/h sur les départementales sont une banalité. Le klaxon devient dès lors une ultime tentative pour éviter une catastrophe. L'État fonctionne, les habitants se font confiance sans d'ailleurs le remarquer.

Les rues parisiennes se situent dans un entre deux, pas complètement anarchiques certes mais bien loin d'une amiable coordination. La dynamique à l'œuvre semble toutefois éloigner Paris de Stockholm pour la rapprocher de Dacca. Le klaxon parisien a en effet une spécificité bien à lui : sa fréquence d'utilisation croît à mesure que son utilité diminue. Le moindre ralentissement dans les rues de Lutèce est aujourd'hui suivi comme son ombre par ce qu'il convient d'appeler par son nom, le fléau-des-temps-modernes-pour-qui-aime-apprecier-la-ville-sans-nuisance-auditive. La plus petite ébauche de bouchon s'accompagne d'un concert aussi désagréable que vain. Un premier klaxon se manifeste, rapidement, bientôt suivi d'un autre, puis encore d'un autre. L'énerverment des uns vient alors nourrir l'irritation des autres. Pourtant l'utilité du klaxon pour un véhicule à l'arrêt est proche du néant. Les Français se supportent de moins en moins. La défiance augmente.

Ce diagnostic est sans doute l'un des rares aujourd'hui à réunir les sympathisants de tout bord. Le législateur prend le problème à bras le corps, en témoigne la Loi pour la confiance dans la vie politique ou la Loi pour un État au service d'une société de confiance. On a déjà connu des titres de lois un peu moins orwelliens et un peu plus rassurants ! La confiance est recherchée partout mais n'apparaît nulle part. Pire, plus on en parle plus elle s'éloigne. La confiance est au corps social ce que le sang est au corps humain. C'est indispensable, régénérateur, éminemment fonctionnel mais dès que l'on commence à s'y intéresser sérieusement c'est en général que le ver s'est déjà fait un lit bien confortable dans le fruit.

Comment en est-on arrivé là ? La question est d'ordre quasi métaphysique mais on se contentera dans ce qui suit de la circonscrire à un domaine qui n'est, de prime abord, pas le plus directement concerné : la théorie économique.

Affaire de spécialistes et d'initiés, la science économique ne cesse pourtant d'irriguer le monde et de le transformer. De la maîtrise des déficits à l'indépendance des banques centrales, l'économie en vient à supplanter le politique. Certains auteurs parlent ainsi d'une « épistocratie » (A. Viala) quand d'autres dénoncent l'évolution du gouvernement par les lois vers la gouvernance par les nombres (A. Supiot). La recherche économique a des implications directes dans la vie de millions de citoyens. C'est sans doute critiquable mais aussi défendable, là n'est pas vraiment la question. Ce que nous voudrions souligner ici c'est que la théorie économique repose sur une « cathédrale de défiance ».

Au cours du siècle écoulé, tous les papiers et les idées qui ont eu des conséquences manifestes au-delà de la sphère universitaire prennent comme sous-jacent implicite et évident celui de la méfiance, voire même de la défiance, entre les agents. Ainsi de Georges Akerloff et de son célèbre article sur les *Lemons* et les *Cherrys* où il est tenu pour évident qu'un vendeur de voitures cherchera à vous refourguer une voiture pourrie, et donc à vous prendre pour un idiot, si vous ne pouvez évaluer objectivement la qualité de ce même véhicule. C'est sans doute possible et on trouvera toujours quelques individus peu scrupuleux mais en général on apprend rarement aux petits enfants qu'il faut essayer d'arnaquer son voisin pour peu que les risques de représailles soient limités. De même Finn Kydland et Edward Prescott sont célèbres pour avoir mis en évidence que la « cohérence intertemporelle des choix » des décideurs est indispensable à la maîtrise de l'inflation. En langage courant cela signifie que le loyer de l'argent doit être déterminé par des experts car des personnes élues vont « obligatoirement » utiliser ce levier à des fins électoralistes. Dans le même ordre d'idée James Buchanan a reçu un prix Nobel pour avoir fondé l'école des choix publics qui, en substance, part du principe fondamental que les responsables publics sont « tous » des corrompus en puissance. Les sources de la défiance vis-à-vis des gouvernants ne sont peut-être pas là où l'on croit. Toutes les questions de *principal-agent* sont à l'avenant. Georges Stigler avec la théorie de la capture montre même que la régulation publique finit « nécessairement » par être pervertie par des intérêts privés.

En un mot des notions pas forcément inutiles en société comme la droiture, l'honnêteté, le respect de la parole donnée ou la confiance sont absentes du monde des économistes. En

forçant le trait, on pourrait presque croire que tout économiste de renom est condamné à vivre dans une dystopie où la paranoïa, la défiance et le complot sont la norme et la confiance l'exception. Tout cela doit bien sûr être nuancé, les économistes comme tous les autres chercheurs font des hypothèses pour mener à bien leurs travaux. Par une dérive étrange et inexpliquée ces hypothèses sont néanmoins devenues pour certaines d'entre elles des modes d'être au monde. Une prophétie auto-réalisatrice non-souhaitée a transformé la théorie en réalité. C'est aujourd'hui un lieu commun que d'énoncer qu'un homme politique cherche à faire avancer ses intérêts et que le bien public lui est étranger. Dire qu'un député travaille pour l'intérêt général, c'est à coup sûr être pris pour un hurluberlu. Cela vaut d'ailleurs aussi pour les entreprises qui sont forcément mues par le seul appât du gain. L'intérêt est partout et l'honnêteté nulle part. Qu'une multinationale donne pour Notre-Dame et elle sera taxée de chercher à améliorer son image. Qu'une compagnie s'engage dans un verdissement de ses pratiques et tout le monde y verra un coup monté à trois bandes pour augmenter *in fine* sa valeur actionariale.

Renouer avec la confiance impose de porter un regard lucide sur notre façon de voir le monde. Ce regard ne sera jamais objectif, c'est par la contradiction et la délibération permanente qu'il est amené à s'affiner. Au-delà, vouloir rétablir la confiance impose de faire preuve d'humilité. Le nœud confiance est en bien piètre état et s'il n'est pas encore complètement brisé sans doute faudra-t-il plusieurs générations pour le rénové. On pourra toutefois avancer une piste qui paradoxalement s'appuie elle-aussi sur une notion prisée par l'économie: celle du risque. Lorsque la confiance se délite sans doute faut-il pour la sauver, pour se sauver, risquer. Risquer de parler à des inconnus, prendre le risque d'envoyer ses enfants dans un collège huppé ou au contraire dans une école pour déshérités, faire le pari que les plus riches ne sont pas tous d'ignobles égoïstes qui fuiront au moindre impôt supplémentaire et que pauvreté ne rime pas avec fainéantise, fraude et resquillage. Les plus défavorisés ne se sentiraient-ils d'ailleurs pas plus considérés si un impôt, réduit mais réel, leur était demandé ?

En un mot risquer c'est donner pour peut-être ne pas recevoir mais pour croire que le premier pas sera toujours suivi d'un autre, puis d'un autre, et encore d'un autre, pas forcément où l'on croit, pas forcément comme on l'imagine mais que ces pas, agrégés entre eux, pourraient redonner forme à une société qui se dissout peu à peu.

Léo André, Banque de France

Du 50/50 au 100/100

Je suis binational. Je fais partie de ces millions de femmes et d'hommes qui sont français et X. Il est courant d'entendre parmi ces binationaux, « Je suis moitié français, moitié X ». Cette phrase est le reflet de la manière dont est perçue la double nationalité dans notre société. L'idée d'être moitié/moitié n'implique pas seulement un partage mais aussi une dichotomie : on n'est ni totalement français, ni totalement X, on est un 50/50. Puisque je ne suis qu'un 50/50, suis-je moins français qu'un 100 ?

Je ne me définis pas comme un 50/50 mais plutôt comme un 100/100. Tout simplement parce que je suis français, imprégné des valeurs, de la culture et de l'identité française, au même titre qu'un 100. Mais ma différence à moi, c'est que je suis également X, imprégné des valeurs, de la culture et de l'identité, au même titre qu'un X. Je ne peux donc être qu'un 100/100, car ma personne, mon identité sont traversées et définies par ces deux identités dans lesquelles je me suis construit. [...]

Pour que notre société renoue avec la confiance, il faut inévitablement que chacun d'entre nous renoue avec la confiance. Que les 50/50 apprennent à se connaître, à se définir et à s'accepter comme des 100/100, voire comme des 100 tout court puisque certains binationaux ne baignent pas dans une double culture et ne se définissent donc pas en tant que 100/100. La question de l'intégration économique et sociale des descendants de personnes immigrées serait alors automatiquement résolue. Les 50/50 devenus 100/100, entrant déjà de fait dans le tout n'auraient pas à être intégrés puisqu'ils le seraient de fait. Le prix à payer pour cela est de compter dans nos rangs des femmes et des hommes traversés par une ou plusieurs identités, auxquelles chacun d'entre nous devrait apprendre à s'adapter. Notre modèle social n'en serait que peu affecté puisque ces femmes et ces hommes sont aussi des 100, au même titre que l'ensemble des Français, imprégnés des valeurs, de la culture et de l'identité française. [...]

Comment atteindre cet idéal ? Cette fois encore, tout est question de confiance. Il est primordial que nous, binationaux renouions avec la confiance, en nous-mêmes d'abord, que nous n'ayons pas peur de porter et d'assumer cette double identité et de nous définir comme ce que nous sommes réellement, à savoir des 100/100. Ensuite, l'autre prérequis est de ne plus se tromper de combat.

Trop souvent, je me souviens avoir défendu ma francité dans des débats stériles. Je me trompais. Plutôt que défendre ma

francité, plutôt qu'essayer de justifier ma francité, j'aurais dû me taire. Tout simplement parce qu'on ne dit pas ce qu'on est, on le sait, on le prouve, on le vit. Le combat n'est pas de dire à la France que je suis français, il est plutôt de le lui montrer au quotidien, par mes actions. Le combat n'est pas de dire à la France que je suis attaché aux valeurs de la République, il est plutôt de le lui montrer au quotidien, par mes actions. Le combat n'est pas de dire à la France que je partage son mode de vie, il est plutôt de le lui montrer au quotidien, par mes actions.

Je suis français mais je n'aime ni le vin, ni le fromage, ni m'asseoir en terrasse. Je suis français mais je ne suis pas feignant, ne porte pas de béret, ne marche pas avec une baguette sous le bras. Vous non plus ? Alors peut-être ne sommes-nous pas si différents finalement.

Marc-Aurèle a un jour supplié pour que la force lui soit donnée de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre. Je fais le même souhait pour moi-même et pour la France. Je ne peux changer le cœur des femmes et des hommes, je peux par contre me changer moi, me définir et m'affirmer comme ce que je suis réellement. Je ne peux forcer à l'apaisement mais je peux affirmer l'ambition de voir ma société continuer à progresser, et être acteur de ce progrès. Seul, je ne peux changer les choses, mais je peux faire ma part. [...]

Alyune-Blondin Diop, EMLyon

Dignitas

[...] Pour qu'un homme se tienne debout une seule chose est nécessaire. Une idée qui fut jadis plus importante que la vie, une notion inscrite dans nos grands textes constitutionnels, un concept aussi puissant que « Liberté, Égalité, Fraternité », qui les comprend tous, un terme qu'on cite bien trop peu : la dignité. Que notre époque en manque ! Pourquoi la vertu et l'honneur semblent-ils de nos jours choses désuètes ? Pourquoi la fierté résonne-t-elle comme une arrogance ?

L'homme digne n'agit pas selon une cause perdue mais au nom de sa propre estime car sans elle il n'est plus rien. Une société digne est une société qui se tient droite. Ce n'est pas toujours la plus forte ni la plus riche, au contraire : combien avons-nous à apprendre des déshérités du monde qui vivent avec abnégation et détermination les catastrophes les plus

intenses ! Que l'on se sent étroit face au regard pur de celui qui sait affronter les forces de la vie ! Quelle société bien molle avons-nous dans notre confort pétri d'abondance indécente !

Polluer, consommer à outrance, gaspiller, abîmer son corps mais également se nourrir d'inepties, transmettre ses données personnelles, faire passer Google avant les rapports sociaux, tout ce déséquilibre de vie est moins affaire de conviction écologique qu'affaire de dignité. La dignité est une arme, elle nous protège de ce qui nie notre condition d'homme. L'urgence climatique est à saisir prioritairement avec le pouvoir de celui qui n'a rien à perdre, avec le regard clair d'une humanité en accord avec elle-même.

Plutôt que de se plaindre ou de s'effarer devant les constats alarmants et bien réels de la dégradation de notre Mère Nature, plutôt que de craindre les crises à venir, plutôt que de se laisser envahir par les émotions néfastes et mortifères – la colère contre les dirigeants, la méfiance envers les migrants, le mépris de ceux qui nient, la condescendance écologique – relisons nos grands textes spirituels et philosophiques, comprenons que du Stoïcisme à la Bible, de l'Islam au Bouddhisme, tout nous incline à laisser notre mental de côté et à ressentir notre existence dans le creux de nos ventres. À partir de cette conscience non plus intellectuelle mais profondément charnelle du fait d'être au monde, donnons primeur à la sagesse qui est fille de raison.

Julietta Javelas, Université Clermont Auvergne

Tu avais 8 ans, j'en avais 11

Je te revois sur cette plage de Bombay, seule, marchant d'un groupe de touristes à l'autre pour tenter de leur vendre des ballons gonflés à l'hélium. Moi, ça faisait deux jours que j'étais arrivée en Inde avec ma famille. Ça faisait donc deux jours que je voulais rentrer. On dit que l'Inde est un pays auquel on ne peut pas rester indifférent : soit on aime, soit on n'aime pas. Je n'aimais pas. Je n'aimais pas la pluie en cette période de mousson. Je n'aimais pas toutes ces odeurs. Je n'aimais pas être dans un pays où les gens sont pauvres.

Ma famille prenait des photos de la tombée du jour. J'attendais à l'écart lorsque nos regards se sont croisés. Tes yeux étaient francs, directs et profonds. Je voyais tes cheveux emmêlés, tes pieds nus et tes vêtements déchirés. Je voyais tes petits doigts aux ongles noirs qui se resserraient sur les ficelles des ballons.

Tu soutenais mon regard. Je compris tout à coup ce qu'était une inégalité. Pour la première fois de ma vie, j'eus honte.

J'eus honte, parce que je me rendis compte que j'avais toujours considéré que tout m'était dû. À ton âge, je me plaignais de devoir aller à l'école quand j'aurais tout fait pour que tu puisses y aller. Je faisais des crises si l'on me demandait de terminer mon assiette quand j'aurais tout fait pour que tu puisses avoir suffisamment à manger. Je ne me sentais pas vraiment concernée par les questions du travail infantile ou des violences perpétrées contre les enfants quand j'aurais tout fait pour te savoir protégée. C'était la première fois de ma vie que je me rendais compte de toute la chance que j'avais. J'avais mes deux parents et mes frères et sœurs pour moi. Aucun de nous n'avait de problème de santé et nous vivions ensemble et heureux. J'avais appris à lire et à écrire à l'école. Quand je rentrais, une montagne de jouets m'attendait dans ma chambre. Je pouvais me nourrir autant qu'il me plaisait. Si je tombais malade, on faisait venir un médecin et j'étais choyée jusqu'à mon rétablissement.

Comment pouvait-il exister au sein du même monde à la fois des petites filles comme moi qui avaient toujours tout eu et des petites filles comme toi qui n'avaient rien ? Je me murais dans le silence. Pourquoi avais-je tout ? Pourquoi n'avais-tu rien ? Qu'avais-je bien pu faire pour mériter d'être si riche ? Pourquoi étais-tu si pauvre ?

Je ne voulais même plus rentrer en France. Quitter ton pays ne m'aurait pas apaisée maintenant que je savais que tu existais. Mère Theresa avait dit que lorsque l'on est témoin de la misère à l'étranger, on rentre chez soi avec des yeux neufs capables de voir la misère dans son propre pays. Elle avait raison. Je savais qu'en rentrant je commencerais à véritablement voir les SDF ou les difficultés financières de mes camarades de classe. Les questions demeuraient les mêmes : Pourquoi avais-je autant ? Pourquoi les autres avaient-ils beaucoup moins ? Que pouvais-je faire pour changer cette situation ?

Mes parents, désemparés par mes torrents de larmes, se sont mis à me parler de l'économiste Pascaline Dupas, de ses travaux au Kenya et de comment à leur échelle, ils participaient à l'amélioration de la vie des habitants. Ils me disaient que si je travaillais dur à l'école, que si j'étudiais beaucoup, alors moi aussi je pourrai faire évoluer les choses. Ils me disaient que bien-sûr les choses mettaient du temps pour changer, mais qu'elles pouvaient s'améliorer. Enfin, ils me rappelaient qu'il fallait accompagner les personnes en difficulté, mais les laisser être les maîtres de leur vie. Travailler avec elles, mais pas à leur place selon ce que je pensais être bon pour elles.

[...] Mais alors, comment faire ?

Il me semble que la chose la plus importante est de beaucoup plus parler entre nous. Nous avons tant de choses à nous apprendre, et je crois que le respect passe par la compréhension de l'autre. Pour renouer avec la confiance, nous n'avons pas à attendre l'arrivée d'une personnalité providentielle. Ainsi, une seule rencontre avec toi a suffi à remettre complètement ma vie en question. Chacun d'entre nous a la capacité d'aller au-devant des autres. Initiions donc ce mouvement vertueux. Nous serons suivis.

Mais pour que ce dialogue initié ne soit pas sourd, nous nous devons de respecter certaines règles. Ne discréditons pas la parole des autres en les renvoyant à leur manque d'expérience ou d'étude parce qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour décourager les individus de participer. Personne n'apprécie de ne pas être pris au sérieux. Aussi, apprenons à plus nous mettre à la place des autres.

Nous devons encourager la prise de parole par toutes les personnes de la société pour qu'elles puissent faire part de leurs contributions. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas donner notre avis ou apporter des conseils. De même, développons l'expertise fondée sur l'intelligence collective. Cette expertise pourrait apporter de précieux éclairages aux débats publics. Enfin, investissons plus dans l'éducation. L'intelligence collective ne fonctionne que si les citoyens pensent librement et usent de leur esprit critique.

Tu avais 8 ans, j'en avais 11. Aujourd'hui encore, dix ans plus tard, je continue de penser à toi. Quand je m'é gare dans des batailles futiles ou qu'à l'inverse je me décourage, je m'imagine te parlant. J'imagine les conseils sages que tu m'aurais donnés. J'imagine que tu m'aurais fait confiance.

Julia Ollivier, Sciences Po Paris

Y'a plus qu'à...

Si j'essaye d'arrêter le football à la télévision, c'est pour une raison simple : ma frustration l'emporte souvent sur le plaisir. Totalement passif, je subis. La politique, c'est un peu pareil. Je subis les belles paroles creuses que me servent, à longueur de journée, nos politiques. Pourtant, notre société fait face à d'immenses défis, dont ils ne me donnent pas l'impression d'avoir saisi la gravité. Mais, avant de tout arrêter, je précise tout de

suite que je ne suis pas un insoumis, pas spécialement républicain, ni socialiste. Je ne suis pas vraiment marcheur. Il faut quand même avouer que c'est très bien trouvé, comme nom de mouvement. Car l'image de la marche est intéressante. Combien de penseurs ont mis un pied devant l'autre pour réfléchir, y voir plus clair ? Les balades quotidiennes de Kant, les grandes randonnées suisses de Nietzsche, les marches frénétiques de Rimbaud. Moi aussi, c'est par la marche que j'aimerais commencer, avec cette phrase de Bismarck : « Un homme d'État ne peut rien faire seul. Il doit attendre et écouter jusqu'à ce qu'il entende résonner les pas de Dieu dans l'actualité. Il doit alors bondir et saisir l'ourlet de Son vêtement. »

Bismarck a raison. Un colosse fond sur notre cité. Ce colosse, il nous ressemble. Pour commencer, il est bipède. Sa jambe gauche est hésitante. Elle tâte, tréssaille. C'est le grondement social : un grondement grandissant, saillant mais souvent inintelligible. Sa jambe droite, elle, marche d'un pas plus sûr, mais bien plus terrible. C'est le changement climatique, apparemment inexorable.

Ce colosse, tout le monde le voit. Mais nos décideurs, journalistes, économistes, ont-ils pris le recul nécessaire pour appréhender sa taille ? Pour mieux sauter, s'y agripper, et le guider ? L'empêcher d'écraser notre cité ? Je ne crois pas.

Les inégalités augmentent en France et ailleurs depuis longtemps. C'est l'OCDE qui le dit. Inégalités vécues ou perçues, peu importe, l'effet sur notre tissu social est le même. Inégalités des chances, inégalités des résultats (la France est d'ailleurs plus forte pour s'attaquer au problème ex-post plutôt qu'à sa racine). Inégalités découlant de la mondialisation, dont les externalités négatives sont souvent concentrées sur des minorités, laissées de côté au nom du bien commun. Parfois à tort. Par exemple, soutenir nos agriculteurs, c'est certes accepter de payer nos légumes plus chers, mais c'est aussi s'assurer que nos territoires ne soient pas abandonnés par leurs gardiens. Que les campagnes françaises, ses innombrables villages, clochers, traditions, ne disparaissent pas. Et ça, ça ne rentre pas dans nos modèles économiques. Dans ce contexte, où placer le curseur de l'efficacité ? C'est comme si les élites, le fameux 1 %, s'accaparaient une plus grande part du gâteau, au lieu de l'agrandir pour tout le monde. Alors le monde stagne, la croissance est molle, et avec elle les avancées de niveaux de vie pour tous. Enfin, pour tous... ?

Alors quoi ? Faudrait-il une crise profonde, une révolution ou une guerre, pour anéantir ces élites et déchaîner les forces de la croissance ? N'est-ce pas l'histoire des Trente Glorieuses, à savoir une épuration de ces élites qui, depuis bien longtemps,

consolidaient leur emprise sur l'Europe, avant de devoir la relâcher ? N'est-ce pas l'histoire de la Révolution Glorieuse en Angleterre, qui redistribua le pouvoir au peuple, et par là créa les conditions de la Révolution Industrielle ? Faut-il donc la faire, cette révolution ? Selon un sondage récent, c'est l'avis d'un Français sur trois. Mais ce n'est pas le mien. Non pas que la situation ne soit pas suffisamment dramatique. Mais déjà, parce qu'une vraie révolution, c'est difficile à faire. Et quand bien même on réussirait, le résultat serait décevant. Soit parce qu'une nouvelle élite prendrait sa place et reproduirait les mêmes mécanismes (Union soviétique), soit parce qu'à l'échelle de plusieurs siècles, les élites se rétabliraient d'elles-mêmes. Des études étonnantes ont été réalisées à ce sujet. La première, en Angleterre, retrace le destin de plusieurs familles normandes depuis leur arrivée avec Guillaume le Conquérant au XI^e siècle. La seconde, celle de familles florentines depuis le XIV^e siècle. Accrochez-vous : les Normands sont toujours en haut de l'échelle sociale au Royaume-Uni, et le même schéma se produit en Italie (où les bouleversements politiques et sociaux n'ont pas manqué). Posons-nous donc de vraies questions sur les inégalités et l'absence de mobilité sociale (les deux allant souvent ensemble, toujours selon l'OCDE). S'agit-il de génétique ? Les Normands, très largement surreprésentés dans l'académie militaire britannique de Sandhurst, ont-ils conservé un gène « guerrier » ? Il y a-t-il un gène « banquier » chez les familles florentines aisées ? Je ne le pense pas. Je pense qu'il s'agit plutôt d'un ensemble de transmissions visibles ou invisibles, d'éducation, de tradition, de savoir, de confiance en soi, de réseaux qui perdurent envers et contre tout, et s'affirment avec vigueur mais de manière imperceptible jusque dans nos biais comportementaux et schémas de pensée.

Cette absence de recul se décèle sur de très nombreux sujets sociétaux. L'immigration par exemple (je sens déjà le malaise chez le lecteur). Bien sûr qu'il relève de notre devoir en tant qu'être humain d'accueillir des personnes en difficulté. En même temps, des sociologues ont montré comment une immigration trop forte dans certaines communautés nuit gravement à la confiance interpersonnelle, pierre angulaire de nos modèles sociaux. Sans elle, pas de démocratie, pas de redistribution, pas de vivre ensemble. Ni pour les migrants, ni pour nous-mêmes. La question de la confiance a-t-elle été posée de la sorte ? Je ne crois pas. Nos décideurs politiques ont-ils conscience de cette force de l'histoire, de la profondeur de ce grondement ? Avons-nous vraiment compris l'emprise de nos biais cognitifs dans nos comportements sociaux. À l'heure où nous parlons de supprimer l'ENA, sans avoir comblé le fossé qui existe entre les lycées parisiens et leurs voisins de Seine-Saint-Denis, qui osera affirmer que oui ?

Et puis il y a le climat. Là, on pourrait se targuer d'avoir la science derrière nous, une science dure, irréfutable. On dit qu'on se rend bien compte du défi qu'elle nous impose dans un futur très proche, s'il n'est pas déjà là. Et alors, dans une grande conférence internationale organisée à Bruxelles en avril de cette année, en réponse à une question « Que faites-vous *concrètement* pour lutter contre le réchauffement climatique ? », un représentant du gouvernement français a répondu : « Déjà, on s'est mis d'accord en interne, on s'est aligné avec le ministre de l'économie et de l'environnement. Et j'en suis très fier ». Tonnerre d'applaudissements. Seulement, c'est combien de tonnes de CO₂ évitées, cet alignement ? [...]

En effet, le changement climatique offre une opportunité inédite pour résoudre les problèmes de mobilité sociale. La question n'est pas de demander aux agriculteurs de devenir start-uppeurs, aux mineurs de charbon de devenir mineurs de données. En fait, le changement climatique nous invite à repenser chaque industrie, chaque métier, pour qu'une mobilité s'opère au sein des industries, et non pas entre les industries. Il nous appelle à redessiner nos schémas de redistribution pour accompagner cette transition. Il y a aussi là une opportunité de revoir nos systèmes éducatifs, pour sensibiliser dès le plus jeune âge nos consommateurs aux gestes durables.

On ne peut pas demander au colosse de faire demi-tour, mais je suis persuadé qu'on peut le guider sur une trajectoire plus soutenable. Si tout le monde fait des efforts, si chacun y met du sien.

Y'a plus qu'à.

Théophile Pouget-Abadie, Amundi

La confiance n'est pas perdue, elle est à construire

[...] **Balance ton Porc : un point de départ**

D'abord, il y a eu #BalanceTonPorc et #MeToo. Beaucoup d'hommes se sont rendu compte qu'il y avait des dysfonctionnements et que chaque comportement problématique, même s'il provient d'un ami, d'un proche ou d'un collègue, a des conséquences bien réelles sur la vie d'une autre. Les femmes, elles, se sont rendu compte qu'elles n'étaient pas seules. C'était en octobre 2017, il y a bientôt deux ans. Ça ne concerne pas que le cinéma : avec l'éclatement du scandale

de la Ligue du LOL, les témoignages des jeunes femmes dans l'armée, dans l'industrie musicale, les paroles se libèrent. « #MeToo n'a pas changé la réalité des violences. #Metoo les a rendues visibles » écrivait Caroline de Haas dans *Le Monde*, un an après.

[...] C'est bien d'avoir parlé mais aujourd'hui, il nous faut des actions concrètes.

3.58 %

Le changement doit également venir du haut : un des problèmes majeurs est la nonreprésentativité des instances dirigeantes. Depuis les dernières élections législatives, il y a 38,8% de femmes à l'Assemblée Nationale. C'est une énorme avancée. Pour la première fois, des femmes ont été placées dans des circonscriptions où elles étaient éligibles. Cependant, arrivées à leur poste, un vrai problème se pose : elles ne représentent que 3,58% du temps de parole. Le chiffre date du premier mois de mandat, mais aucun plus récent n'existe. À l'Assemblée Nationale, la parole est répartie par les chefs de groupes. Or, sur les sept groupes parlementaires, un seul est dirigé par une femme. Et les inégalités femmes-hommes dans la prise de parole sont très fortes.

[...] Les choses évoluent, petit à petit : dans les médias par exemple, il y a plus de femmes invitées en tant qu'expertes (37%, contre 30% en 2016), mais uniquement 27% des invités politiques sont des invitées. Les femmes ont 39% du temps d'antenne. Des efforts sont faits par toutes les chaînes. On peut espérer, à terme, pencher vers une égalité, mais elle doit être uniforme sur tous les temps d'écoute et les sujets traités. La légitimité reste un grand problème : il faut se dire, se répéter chaque jour devant son miroir « Je suis légitime pour parler de tous ces sujets qui m'intéressent ». Et si on oublie un matin, le faire trois fois le lendemain.

Sur le lieu de travail

Il a fallu attendre 1992 pour qu'une loi sanctionne le harcèlement sexuel dans les relations de travail. Aujourd'hui, cette problématique touche une femme sur cinq. 20% des femmes subissent du harcèlement sur leur lieu de travail. Regardez autour de vous, 1/5 c'est énorme. Il y en a forcément dans votre entourage.

Si on se met à la place d'un chef d'entreprise, il est totalement illogique de laisser se produire de tels comportements au sein de son entreprise : si ses collaboratrices ne se sentent pas en sécurité sur leur lieu de travail, elles seront moins productives. [...] Or, c'est la loi : la santé et la sécurité des travailleurs sur leur lieu de travail est de la responsabilité de l'employeur. La

peur doit changer de camp. La prochaine fois que vous voyez un comportement déviant, faites-le remarquer. La confiance se construit tous ensemble. L'espace de travail doit redevenir un espace de confiance pour chacune et chacun d'entre nous. [...]

En guise de conclusion

Il est cependant essentiel d'avoir des alliés : le changement ne se fera pas si 50% de la population est mise à l'écart. La clé est simplement de rester à sa place : quand le #BalanceTonMecSuperCool a été lancé par Laurent Bouvet, proche du PS, l'objectif était clairement de dire « Regardez, on n'est pas tous comme ça ! ». Mais merci, on est au courant. Je n'assassine pas chaque homme qui croise ma route, et pas seulement parce que ça me donnerait trop de travail. Il est bien plus utile pour un homme de prendre un temps d'introspection et de se demander ce qu'il pourrait changer dans son comportement, même s'il le fait sans en parler à personne. Cette réflexion, elle, aura un effet concret.

Au moment de #MeToo, je n'ai pas osé parler. J'étais encore jeune et je n'avais pas confiance en moi. Bien pire, je me sentais un peu coupable, un peu responsable de certaines choses. J'avais honte de ne pas m'être rebellée sur le moment. Aujourd'hui j'ai compris que tant qu'il n'y aura pas de changements dans la loi, dans les comportements et dans la façon dont nous éduqueront nos fils et nos filles, je me ferai toujours harceler. Je veux pouvoir danser toute la nuit sans me préoccuper des autres, comme le font mes amis hommes. Je veux pouvoir rentrer seule sans serrer fort dans mon poing mes clés, comme le font mes amis hommes.

Je veux pouvoir rire sans qu'on me dise que je ris trop fort, je veux pouvoir parler sans qu'on me dise que j'étais plus jolie la bouche fermée, je veux qu'on me regarde dans les yeux, et pas ailleurs. Et, plus que tout, je veux que l'espace public et l'espace privé soient pour moi des espaces de confiance, et cette confiance, elle se construit tous ensemble.

Manon Tallien de Cabarrus, Sciences Po Paris



Morceaux Choisis

A
B
C
:
D
E
F
:
G
H
I
:
J
K
L
:
M
N
O
:
P
Q
R
:
S
T
U
V
:
W
X
Y
Z

La conscience dans l'histoire

[...] J'ai conscience d'avoir mené une réflexion plus politique qu'économique et de n'avoir que très peu parlé des causes économiques qui ont participé à la crise de confiance. C'est que je suis persuadé qu'avant d'être financière, la crise est politique. Le pouvoir s'est coupé ou du moins donne l'impression de s'être coupé d'une population qu'il ne comprend pas. Je ne fais pas la critique de cela, je pose simplement un constat froid et clair.

Les Gilets Jaunes pointent cela depuis le début de leur mouvement de contestation, à leur sens, les politiques menées sont contraires aux intérêts des Français. Le mouvement se fatigue et il est à présent l'heure de réfléchir avec pragmatisme non plus aux causes, car on les connaît maintenant, mais aux solutions à apporter à ces multiples crises de la société. Il est important d'imaginer comment la politique de demain se construira entre les mouvements de contestations, les crises économiques, les fake news et une ambiance pesante.

Anis Alloui, Kedge Business School, Marseille

Le nouveau songe de Scipion

À la fin du premier siècle av. J-C, la république romaine traverse une période de crise politique importante où les affrontements entre les populistes et les garants de l'ordre républicain agitent la société romaine et font craindre une nouvelle guerre civile. C'est dans ce contexte que Cicéron rédige son De Republica, traité politique qui explore les conditions du maintien de la paix et de la stabilité dans la République romaine. Ce traité n'a été que partiellement conservé et n'en subsistent aujourd'hui que certains fragments dont le livre VI sur le Songe de Scipion. Récemment, la redécouverte par deux jeunes chercheurs de l'université d'Aix-en-Provence, d'un fragment inédit de ce texte met au cœur de la réflexion de Cicéron la notion de confiance, con-fidere, chez les Romains.

On rencontre dans ce texte Scipion Émilien, général de Rome et homme d'État qui, dans un songe, retrouve son défunt père Paul-Émile et son grand père d'adoption, Scipion l'Africain.

[...] Les yeux du vieux Scipion se portèrent sur les miens, il me parla en ces termes : « Sois le bienvenu Scipion Émilien et remets-toi de ta frayeur, dit-il, bannis la crainte de ton visage, les Parques, filles de l'Érèbe n'ont pas encore décidé de ton

heure, et ce que je vais te dire, grave-le dans ta mémoire. [...] Je te prédici les victoires que ton cœur convoite, mais après être monté au Capitole sur ton char victorieux, avoir pris les rênes du consulat, tu trouveras la République agitée. Sur toi seul repose le salut de Rome, en proie aux doutes et à la désunion. Il te faut agir promptement pour affermir la République. [...] Alors que Rome triomphe sur ses ennemis extérieurs, l'égarément de son peuple doit t'inquiéter. Le lien est rompu entre la plèbe et les patriciens. C'est à toi qu'il incombe de raffermir le bras de Rome et ramener sur sa terre la vertu et la prospérité. »

[...] Je me tournai vers mon père Paul-Émile qui, me voyant songeur, prit la parole : « Que mon fils fasse sienne la mise en garde de Scipion, son aïeul, et qu'il garde en mémoire ce qui de Rome fait la force ! Notre véritable conquête n'est pas l'empire de nos légions mais la gloire de nos magistrats et jurisconsultes. Le droit et la confiance sont les trésors de Rome. Souviens-toi de Polybe le Grec, qui lorsqu'il découvrit la droiture de nos citoyens s'écria : « Qui donc serait assez stupide ou frivole pour ne pas vouloir connaître comment et par quel mode de gouvernement presque tout le monde habité, fut conquis en moins de cinquante-trois ans, et passé sous une seule autorité, celle de Rome ? » Mais Rome ne s'étendit point comme croît le fleuve à la belle saison, elle a su faire fructifier sa vertu. Nous avons semé, partout où nous passons, non la violence et la terreur, mais la confiance et la protection. Le bras droit n'est point celui du vengeur mais celui que les dieux nous donnent pour sceller la confiance. Souviens-toi du bon roi Numa, qui fit bâtir à Fides, déesse de la confiance et de la foi civique un temple sur le Capitole, entre celui de l'Abondance et celui de la Concorde. »

« Mon bon père, m'écriais-je, que ces enseignements sont nobles ! Mais, pardonnez-moi s'ils ne lèvent pas le voile qui aveugle mon esprit sur la marche à suivre. » « Nos anciens ont légué à Rome le *foedus*, reprit-il, ce traité sanctionné par l'attention des dieux, qui allie l'observance du droit et le respect de l'honneur. Il assure à ceux qui s'y engagent assistance et protection. Le *foedus* est le fondement de l'ordre social romain. Rappelle donc à ceux qui se défont de nos coutumes, ce lien de confiance indéfectible qui lie tout citoyen romain à ses frères. Rappelle aux patriciens que le *foedus* est un serment où le puissant s'engage à protéger le plus modeste. Rappelle leur qu'au fondement de tout contrat qu'il soit celui du crédit ou de la fiducie, il y a le contrat de confiance qui lie la société tout entière. Le secret de la prospérité de Rome, le voici : elle est un temple qui repose sur deux piliers, l'un est le respect du droit et le second la confiance des citoyens. [...] Que Jupiter nous foudroie si nous manquons à notre parole !

« Mais si les Dieux de Rome venaient à ne plus exister, si dans des temps infiniment lointains, plus aucune divinité ne pouvait rien garantir ? » demandai-je, l'esprit si étourdi, que je ne réalisai pas immédiatement le blasphème. Scipion l'Ancien pris alors la parole : « Les hommes mesurent vulgairement l'année par la révolution du soleil, c'est-à-dire d'un seul astre ; mais lorsque tous les astres reviendront en concours au point d'où ils étaient partis, et ramèneront après de longs intervalles la même disposition de toutes les parties du ciel, cela pourra s'appeler une véritable année révolue et j'ose à peine dire combien cette année renferme de vos siècles. Tout comme je t'ai prédit que tu accèderas à la fonction de consul, de là où nous sommes, notre regard s'étend bien au-delà du présent ».

Scipion l'Africain marqua une longue pause, puis reprit sur un ton énigmatique : « Viendra un jour où l'empire des hommes – qui ne sera peut-être plus celui de Rome – s'étendra sur tout l'horizon du monde connu et inconnu. Viendra un jour, où l'homme, cet éternel conquérant, ira de son front toucher la voûte céleste et s'aventurera au-delà de l'orbite du monde sublunaire. Ce jour-là plus qu'aucun autre la confiance et la foi entre chaque homme deviendront nécessaires car citoyens d'un même monde mais réunis sous des patries différentes, ils auront à inventer de nouveau cette *fides* que nous, Romains, chérissons. Et l'absence de dieux n'y changera rien car c'est dans le cœur de l'homme que se trouve la confiance véritable.

Dans un monde où la seule loi qui émane de la seule force de l'État, ne peut espérer tout régir – car les États, eux aussi, naissent, prospèrent et meurent, les citoyens à venir redécouvriront l'importance du serment et de l'engagement. Chacun sera renvoyé à ses obligations – non plus envers un dieu particulier mais envers la société entière du genre humain. Alors, toute entreprise humaine devra montrer *ex bona fide*, son engagement pour cette société, elle devra démontrer ce lien, ce *fides*, qui nourrit la confiance au sein des peuples et entre les peuples. Cette confiance sera sa raison d'être. [...]

Quentin Andréani-Barthélémy, ENS

Confiance, ce colosse aux pieds d'argile

Émile de Girardin écrivait dans *Les Pensées et maximes* (1867) que « la confiance s'acquiert, elle ne se demande pas : qui la mérite n'a pas besoin de la demander. ». La confiance n'est

jamais acquise. Elle se construit progressivement, selon un processus complexe mêlant rationalité et sentimentalité, elle est très régulièrement remise en question dès lors que l'un des partis nécessite l'adhésion de l'autre ou des autres. Sa construction ne se veut donc pas exclusivement systémique : se diriger à marche forcée vers davantage de représentativité des salariés dans les conseils d'administration, par exemple, est une condition nécessaire, mais loin d'être suffisante. Elle relève d'un processus également plus centré sur l'humain, sur les relations et les interactions que le dépositaire de celle-ci entretient avec celui qui lui accorde.

Dès lors, pour restaurer la confiance en les institutions comme en l'entreprise au sens large, il apparaît d'abord nécessaire que chacune et chacun saisissent les bases du fonctionnement de l'économie mondiale, et en maîtrisent les principaux enjeux. À ce titre, je plaide pour un enseignement plus généralisé de l'économie au lycée, au travers de modules d'enseignement obligatoire qui apporteraient à chacun le bagage académique de base indispensable à la compréhension des grandes lignes du monde économique actuel, aux côtés de l'histoire et de la géographie. Ces trois matières sont aujourd'hui les outils nécessaires à une analyse critique de l'ordre mondial comme des sociétés française et européenne et doivent donc être au cœur de la formation citoyenne de chacun.

**Jean-Baptiste Asorin-Chamaillard,
CentraleSupélec/ESCP Europe**

Pour un retour en grâce de la société civile

[...] Pour mettre fin aux scandales et rétablir la confiance, un mouvement vers plus de transparence a été amorcé. De la publication d'un rapport annuel pour les entreprises cotées, au dépôt d'une déclaration de patrimoine pour les élus, il convient de fournir des éléments objectifs ainsi que des moyens d'actions aux citoyens représentés aux travers des pouvoirs en place. Si cette démarche apparaît nécessaire au regard de l'exigence d'une information partagée, elle ne constitue qu'une réponse partielle à la crise de confiance généralisée et a pour effet pervers d'entretenir l'idée d'une illusoire infaillibilité des organisations et de leurs représentants.

[...] Renouer avec la confiance implique donc d'aller plus loin, en renouvelant notre contrat social pour prendre en compte

la mutation en cours. *Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais*, dit l'adage, illustrant l'impasse d'une confiance qui reposerait exclusivement sur une objectivité déclarée. Dans cette nouvelle société de l'information, il convient donc d'assumer une part d'imprévisibilité et d'impossible exhaustivité des mécanismes de contrôle, pour mieux prévenir d'éventuelles défaillances. Ce nouveau pacte démocratique implique un changement de paradigme majeur : le passage d'une recherche de l'absolu et de l'universalité à l'acceptation d'une nécessaire subjectivité.

Cyril Atchrimi, Orange

Le destin commun

Entendu au cours d'une conversation entre un jeune homme et son grand-père :

« La confiance est ce petit grain de sable qui donne toute sa beauté à la machinerie économique. À l'aube du XXI^e siècle, le citoyen du monde ne se comporte toujours pas comme l'*homo oeconomicus* des néo-classiques et dispose d'une rationalité limitée avec des biais cognitifs et émotionnels importants.

La confiance représente en quelque sorte le fluidifiant indispensable qui permet au système économique de fonctionner car, il ne faut pas l'oublier, c'est bien l'individu qui est derrière chaque décision prise. Aussi, une caractéristique essentielle de la confiance est son inertie et sa capacité à s'auto-entretenir ou à se dégrader sous forme de prophéties auto-réalisatrices. Renouer avec la confiance consiste alors à lever les verrous psychologiques qui enferment les individus dans une logique sombre débouchant sur un avenir moins-disant. Renouer avec la confiance, c'est croire en un avenir bienveillant et à un destin commun. [...]

Pour faire simple, la finance, c'est l'ensemble des activités qui se rapportent au soutien de l'activité économique par des moyens monétaires. Elle vise à répartir, avec plus ou moins d'efficacité, les ressources entre les individus et dans le temps, tout en tenant compte de l'incertitude des projets économiques. D'ailleurs, tu remarques que quand je parle de monnaie, j'inclus les billets et les pièces que tu as dans ton portefeuille, c'est à dire la monnaie fiduciaire, du latin *fiducia* qui signifie confiance. Sans confiance, il n'y a pas lieu d'accorder une quelconque valeur aux pièces que tu détiens,

ni aux objets qui ont été définis par rapport à un prix relatif, ni aux promesses qui visent à lutter contre le changement climatique. [...]

– Tu es donc en train de m'expliquer que la confiance est le socle de nos relations économiques et sociales dans le temps et l'espace, et qu'elle vient conditionner notre rapport à autrui, l'équilibre et la solidité de notre société ?

– C'est tout à fait ça. Et voici ma réponse aux questions soulevées par la confiance : pour renouer avec elle, il faut croire en un avenir bienveillant et à un destin commun. Il faut créer les conditions favorables à un dialogue inclusif qui tiennent compte des spécificités des différents acteurs et qui réunissent les différentes parties autour d'un intérêt commun, d'un destin commun. Je terminerai avec cette citation que je tiens de Laurent Fabius lors de son discours de clôture de l'*International Climate Finance Day*, le 22 mai 2015 au siège de l'UNESCO à Paris : « Pour ceux qui ne sont pas dans cette salle et qui douteraient encore, je voudrais dire qu'il n'y a pas de solution alternative parce qu'il n'y a pas de planète alternative. »

Michaël Auger, École Polytechnique

Elle et moi

[...] Alors quand, quelques mois après cette soirée, la question « Où te vois-tu dans 10 ans ? » m'a été encore posée, j'ai grimpé dans mon véhicule et j'ai fait tourner le moteur : « Tout est possible », ai-je répondu.

J'ai envie de vivre les choses en pensant qu'elles seront les plus belles, et c'est peut-être comme ça qu'elles le deviendront, j'en suis convaincue. Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de tout prévoir, mais de le rendre possible. J'ai confiance. Après tout, on a cru au père Noël pendant des années, alors pourquoi ne pas croire en Nous ?

La confiance n'est ni naïveté ni prétention, elle est une assurance, dotée d'espoir, qui permet d'imaginer le monde tel qu'on voudrait qu'il soit, et qui nous aide à faire en sorte qu'il devienne comme tel. Son bon usage impose de (re)nouer avec elle.

Naima Baccarini, Aix-Marseille Université

Osons encore rêver l'Europe !

L'Europe d'aujourd'hui patauge dans son présent. Dans son livre *Régimes d'Historicité*, l'historien français François Hartog explique que l'Occident se tourne vers le passé, en cherchant sa légitimité dans une mémoire commune, plutôt que vers l'Histoire, pour la construction d'un avenir commun. Or, il semble que cette démarche n'accouche pas d'un développement de l'identité européenne comme escompté. Et cela pour la simple raison que l'agrégation rafistolée de mémoires nationales en mémoire européenne ne peut constituer le tremplin identitaire de l'Europe de demain.

[...] Comme l'écrit Amartya Sen, « Certains verront sans doute en moi un incorrigible optimiste, mais tout dépendra de la façon dont nous faisons face à la situation actuelle. » Cette voie d'adhésion des peuples à un horizon moral commun est l'unique point de convergence vers une confiance plus forte entre les agents économiques, indispensable pour l'amélioration du bien-être de la condition humaine. Penser le projet européen, dans toutes ses perspectives, implique l'acceptation du refus démocratique. Mais il est grand temps que la transparence, le débat public et le vote soient les nouveaux moteurs de l'union européenne et que la démocratie écrive enfin son histoire.

Hugo Barras, Sciences Po Paris

L'éternel défi industriel

L'avenir sera industriel ou ne sera pas. Face au double défi de la concurrence internationale – au premier rang desquels la Chine – et des révolutions technologiques en cours (numérique, automatisation, intelligence artificielle), l'industrie semble au cœur de toutes les convoitises. Productrice de gains de productivité, de croissance économique, d'innovations technologiques et d'emplois, l'industrie est redevenue l'objectif des principaux États du monde. Passé le mirage de la tertiarisation tous azimuts de l'économie qui a saisi la France pendant un temps, la ré-industrialisation suscite aujourd'hui un consensus national rare.

Toutefois, l'énigme de la désindustrialisation française, plus forte que chez nos voisins, demeure. Comment un pays doté de tous les atouts d'une grande puissance industrielle, un temps pionnier dans de nombreux secteurs d'activité, a pu connaître une telle déconvenue ? Obsession nationale face

au rival allemand, le déclin industriel a pourtant fait l'objet d'une intervention publique multiforme, zélée mais souvent brouillonne.

Aujourd'hui, le temps du rattrapage a sonné. La croissance et l'export tout comme la numérisation et la robotisation des entreprises industrielles constituent des perspectives nécessaires. La rationalisation de l'action publique pour une plus grande stabilité et efficacité apparaît utile. Surtout, l'investissement dans l'industrie du futur apparaît comme le seul moyen de prendre date devant nos concurrents américains ou asiatiques. En somme, l'industrie est déjà l'un des défis du XXI^e siècle. [...]

La France n'a jamais beaucoup aimé l'industrie et son corollaire, l'esprit d'entreprise. En effet, la philosophie entrepreneuriale qui veut que le client soit le patron d'une part, et qu'il faille toujours avoir une année d'avance sur le concurrent d'autre part, ne semble pas être naturellement dans « l'âme française ». Pays de tradition rurale et globalement conservateur, la France reste hostile au changement et envieuse du succès des autres. [...]

La désindustrialisation française s'explique donc, au moins pour partie, par une mauvaise insertion des entreprises nationales dans le jeu de la mondialisation. Or, cette situation a provoqué un retard considérable qui se manifeste par la petite taille des entreprises industrielles françaises, par leur faible capacité à l'export et par leur déficit d'investissements. C'est ainsi que la France compte aujourd'hui 120 robots pour 10 000 salariés contre plus de 300 en Allemagne et 200 en Italie. [...]

Toutefois, l'État n'a pas complètement abandonné sa vocation d'organisateur du futur industriel national. La création de pôles de compétitivité par secteurs dans toute la France devait favoriser une approche d'économie géographique. Le ministre Montebourg a ensuite lancé les 34 plans de la Nouvelle France industrielle en 2014 que le ministre Macron resserra l'année suivante à 10 solutions. L'objectif était et demeure le même : cibler différents secteurs d'avenir (mégadonnées, intelligence artificielle, chimie verte et biocarburants, avion électrique, automobile autonome, etc.) vers lesquels fléchir l'ensemble des investissements publics.

Comment ne pas être pris de migraine face à autant d'intentions, d'actions, d'instruments, de dispositifs, de mécanismes, d'investissements ? Cet état de fait ne semble pas émouvoir nos dirigeants qui continuent d'ajouter de nouvelles strates à ce magnifique objet sédimenté qu'est la politique industrielle

française. Ce sera le fonds d'investissement pour l'innovation de rupture, alimenté par des privatisations importantes et qui rappelle fortement le fonds stratégique d'investissement d'il y a 10 ans, lui-même fusionné avec Oséo en 2012 pour créer Bpifrance. Son rendement permettra l'investissement de 200 à 300 millions d'euros par an dans des domaines comme l'intelligence artificielle ou la voiture autonome. Il s'ajoutera aux investissements de ce dernier, à ceux des programmes d'investissement d'avenir (47 Md€ depuis 2010, soit un peu plus de 5 Md€ par an), aux partenariats des pôles de compétitivité, aux 6,2 Md€ annuel du CIR (chiffres de 2017), etc.

En dehors de cette complexité française si caractéristique, les résultats de cet ensemble de mesures sont plutôt décevants. On parle de 100 000 emplois sauvés grâce au CICE, d'un coût en constante hausse pour le CIR sans résultats manifestes depuis 10 ans et on continue de chercher à l'horizon le nouveau champion national dans l'industrie du futur. À quand le Google français ? [...]

Le second effet de la nouvelle industrialisation concerne la place de l'homme dans le processus. Tout d'abord, cette nouvelle phase de l'économie industrielle devrait offrir des emplois pour tous les niveaux de qualification avec une moindre pénibilité et une qualité de vie au travail accrue. Certes, la part des emplois de conception hautement qualifiés, plus cognitifs et plus créatifs, devrait croître au détriment de la main-d'œuvre peu qualifiée. C'est pourquoi, la question de la formation tout au long de la vie demeure et demeurera un enjeu fondamental. Ensuite, il apparaît fondamental de voir cette nouvelle révolution comme un outil au service de l'Homme et non un mouvement d'asservissement. Le fait de choisir et de prendre une décision doit rester l'apanage de l'être humain. C'est pourquoi, il est nécessaire que l'Homme exerce un contrôle sur ces processus de production en général et sur la machine intelligente en particulier. La technique doit toujours rester au service des hommes. Toutefois, un jour pourrait advenir où tout se produirait sans interventions humaines. Il convient de combattre cette idée simpliste car tant que les êtres humains vivront en société, le rôle de l'humain sera nécessaire. Tout métro automatique a besoin de son réparateur humain en cas de panne de la même manière que tout avion a besoin d'un pilote en cas d'imprévu.

En définitive, l'Homme – cette « corde tendue entre l'animal et le Surhomme¹ » au-dessus d'un abîme – aura toujours plus besoin d'un autre Homme que d'une machine pour l'aider à

1. Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

mener à bien ses diverses entreprises. Affirmer le contraire serait dangereux.

Guillaume Bellinelli, Banque de France

Les apôtres de la confiance

La politique, la science et la littérature sont les apôtres dont pourrait venir la renaissance de la confiance. C'est la Littérature qui conclut.

« Cherchez-vous à renouer avec la confiance ? Vous ne trouverez pas de réponse politique à cette question ; encore moins de réponse scientifique. L'écriture seule détient les clefs de la confiance. L'écriture seule est à même de soustraire nos yeux aux écrans ; elle seule est à même de détourner notre attention des réseaux sociaux et des vidéos sensationnelles qui ont fait de nous des somnambules oisifs. Écrivons, lisons, voyageons, apprenons à nous confronter à des opinions différentes. Tordons une bonne fois pour toutes le cou aux préjugés tenaces qui foisonnent sur la toile. Non, la vérité ne peut s'écrire en 280 caractères. Non, une vie ne peut être résumée par des *stories* vidéo de 15 secondes. Non, les publications qui s'affichent sur notre fil d'actualité bleu ciel ne sont pas les plus pertinentes. Non, l'action d'un président de la République ne peut être jugée à la lumière de quelques chiffres chocs contestables. Réapprenons à débattre, réapprenons le sens de la nuance, cherchons à comprendre notre passé, notre pensée, de même que celle de nos voisins, de nos amis, de nos ennemis. Écrivons, lisons, faisons-nous apôtres de la lecture et de l'écriture : renouer avec la confiance passe par l'introspection, la réflexion, l'éducation et le dialogue. »

Pierre-Élie Belouard, École Polytechnique

N'oublions pas !

La communauté européenne a appris les leçons d'un passé de guerres, de nations et de familles ensanglantées, elle a abattu des murs et bâti des ponts entre des peuples aux destinées communes. Ne serait-ce pas là un projet historique, un des plus beau sinon le plus beau projet philanthrope dont notre continent pourrait témoigner ? Depuis 2005, le projet n'avance plus du même entrain. Depuis ce référendum sur

une Constitution européenne qui a été suivi par la « trahison » deux ans plus tard du Traité de Lisbonne, la défiance l'emporte aujourd'hui. Elle est nourrie par des partis d'extrême droite ressassant à l'envi cet épisode de 2005. Ils veulent la changer de l'intérieur ? Ne les laissons pas faire ! Les projets d'envergure sont le cœur battant du projet européen. Qui eût cru, il y a un demi-siècle, à Schengen, à l'euro, à Erasmus, à cette communion des peuples que nous connaissons aujourd'hui ? Il reste encore beaucoup à faire et les élections européennes approchent. Il faut répondre aux inquiétudes exprimées par tout un chacun. Concrétiser le projet européen, le décroïsonner, le rendre plus intégrateur, plus protecteur, plus humain et moins technocratique.

Chers Européens, passez les frontières de l'Union européenne et vous regretterez votre vie d'avant. Car c'est elle qui offre pour de bon un avenir meilleur à ses 510 millions d'habitants et qui, je l'espère tendra bientôt la main à ses voisins européens des Balkans. [...]

⋮
N'oublions pas les leçons du passé !

Estelle Beuve, SVE, CCI de la République de Moldavie

⋮
***L'économie
ou le commerce d'une confiance
aux mille visages***

L'économie a de tout temps reposé sur la confiance : confiance en un système, en un tiers, en une promesse. Toutefois, c'est bien aujourd'hui que ce paradigme prend tout son sens et son essor dans un monde incertain et en pleine mutation. Somme toute, l'économie se révèle être ni plus ni moins que le commerce d'une confiance aux mille visages : confiance envers un système commun, confiance des entreprises en la valeur de leurs innovations, confiance envers son prochain. Comme jamais auparavant, l'avenir de l'économie n'aura été entre nos mains : notre plus grand capital et pouvoir résident en cette confiance dont nous restons les seuls maîtres. [Dans ce mode définit par les instances en charge de le protéger, la confiance s'impose plus que jamais comme la clef de voute d'une société qui a abattu les cartes du passé.]

Vivien Billaud, Française des jeux

À l'époque moderne...

[...] La confiance désigne une forme d'assurance et de hardiesse. Cette définition a encore tout son sens aujourd'hui, notamment pour la confiance en soi : nous pouvons très bien imaginer l'attitude de la personne qui a confiance en elle, au pas assuré et aux idées armées. Mais cette hardiesse est souvent bafouée par des humiliations, des jugements, des insultes et des discriminations. Toute notre vie est marquée par les discriminations de genre, les stéréotypes, les préjugés, la pression sociale, le sexisme, le racisme, tout ce qui peut atteindre notre petite lumière de confiance, nous faire douter de nous-mêmes, des autres ou de l'avenir. Alors on construit un petit cercle de confiance, une petite « communauté » où se replier, se protéger et s'épanouir. [...]

Perrine Bisson, Musée de la Poste

⋮
***Émancipation du politique,
de l'autorégulation,
de l'économie de marché***

⋮
La confiance placée dans notre économie de marché trouve racine dans des antécédents datant des Lumières et renforcée au cours des siècles suivants. Cette confiance ne se trouve pas confortée dans la situation actuelle, car elle est touchée par de nombreuses crises reflétant l'inégale répartition des richesses et sa conséquence douloureuse, à savoir le choc des cultures mises en réseau par la mondialisation, ou « choc des civilisations » d'après Samuel Huntington. Cette problématique reflète un changement inédit de paradigme : le politique se trouve désormais supplanté par le fait économique. C'est cette mutation cruciale dans nos sociétés qui est à l'origine de la perte de confiance des peuples en leurs démocraties, entraînant un déboussolement politique considérable et une insécurité juridique et générant des réactions de repli comme le communautarisme et le populisme. Renouer avec la confiance en l'économie de marché serait éventuellement possible en rétablissant le caractère politico-social du contrat social, devenu quasiment exclusivement économique et ce, en régularisant les rapports entretenus entre l'économie, le politique et le juridique.

Aline Boutchenik, IPAG, Université Paris Nanterre

Constat, causes et solutions

Les mouvements sociaux tel que celui des Gilets jaunes et les résultats des sondages affichant un niveau de confiance très faible envers les différentes sphères qui composent notre société ne sont pas des fatalités, nous pouvons y voir une opportunité. L'opportunité de prendre conscience de l'importance de la confiance dans notre système social et de mettre en place des mesures afin d'amener progressivement le progrès dans ce domaine.

Nous avons compris que la confiance permet aux individus de tisser des liens, rend possible la formation des États et le fonctionnement des démocraties et est importante pour le succès des politiques publiques. Nous savons qu'elle est un des piliers de notre système économique et qu'elle permet aux individus d'entreprendre et de participer au changement positif du monde. C'est grâce à elle que les citoyens resteront intéressés par l'information et c'est avec sa présence que le bien-être collectif est possible.

Nous avons vu que pour que la confiance apparaisse et perdure dans la société, il y a plusieurs conditions : la connaissance et la compréhension de son environnement, la transparence, l'exemplarité, la fiabilité et l'intégrité sans oublier la justice et l'égalité devant la loi, la réciprocité et la reconnaissance.

Beaucoup d'initiatives sont envisageables pour ces différents points. Il est nécessaire de renouer avec la confiance des citoyens dans notre chère et belle France et de la faire devenir un pays positif porté vers l'avenir.

« La confiance n'est pas une illusion vide de sens. À long terme, c'est la seule chose qui puisse nous assurer que notre monde privé n'est pas aussi un enfer. » (Hannah Arendt)

Antoine Branchoux, Université d'Orléans/Société Générale

Du jaune, du rouge, du vert

Du jaune.

Des ronds-points devenus des lieux de rassemblement et d'habitation.

Du bruit et des feux de camp.

Des revendications. Des manifestations. Des radars dégradés. Une rupture de confiance envers nos dirigeants et nos institutions.

Un populisme grandissant.
Un souvenir de 1968 dans les airs.

Du rouge.

Des flammes de plusieurs mètres de haut.

Une couleur rouge sang. De la fumée. Une atmosphère pesante.

Des milliers d'êtres humains rassemblés sur des grandes places de villes françaises.

Des voitures brûlées, des commerces pillés et détruits.

Des villes vandalisées. Des monuments historiques ravagés.

Des médias. Des réseaux omniprésents.

Des rumeurs, des mensonges, une manipulation de la vérité.

Une ignorance de la vérité.

Une hyper-connectivité destructrice.

Un pessimisme grandissant inévitable.

Une tyrannie de l'opinion.

Une France en colère.

Des bouleversements technologiques, sociaux, économiques et culturels.

Une défiance endémique.

Un sentiment de pouvoir politique absolu.

Une conséquence de la passion pour l'égalité. Une conséquence de l'individualisme.

Un risque de despotisme.

Un sentiment de trahison.

Une souveraineté nationale et un rappel du passé.

Un semblant de première application de l'article 35 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Une crise d'aspirations revendiquant les valeurs traditionnelles de la démocratie.

Une volonté de redevenir propriétaire d'une parcelle du pouvoir dans le pays.

Un sentiment de légitimité s'accompagnant de celui de l'illégitimité des représentants actuels.

L'idée du devoir de responsabilité des intellectuels.

L'idée de la promotion de l'amélioration de la condition humaine par ces intellectuels. Une possible illusion.

Une dissolution du lien social.

Un vaste mouvement d'égalisation des conditions.

Un sentiment du maintien de la relation Maître et Serviteur.

Un appel au secours.

Une nécessité d'exemplarité institutionnelle.

Une transparence de l'action publique.

Une probité des responsables publics.
 Une application respectée des valeurs démocratiques telle que l'égalité de tous devant la loi. Une indépendance de l'autorité judiciaire.
 Un engagement de débiter une politique de transition écologique et solidaire. Une justice sociale et territoriale.
 Une impuissance des mots pour convaincre.
 Une nécessité d'agir pour donner la confiance.

Du vert.

Des immenses forêts de sapins et des plaines à l'horizon.
 De la vie.
 De l'espoir.

Julie Coccoluto, Crédit Agricole Provence Côte d'Azur

Notre-Dame, la monnaie, la confiance

Le 16 avril 2019, vers 19h, les premières images de l'incendie qui vient d'éclater sur le toit de la cathédrale de Notre-Dame de Paris commencent à circuler sur les réseaux sociaux. En quelques heures, des millions de messages viennent inonder le Web, exprimant, le plus souvent, l'émotion et l'horreur ressenties à la perte d'un patrimoine apparemment inestimable. Inestimable, vraiment ? Très vite, pourtant, on vit émerger un ensemble de polémiques qui, à l'œil d'une analyse sommaire, présente une intéressante cohérence.

Dans un bel ensemble, les réactions *online* rappellent donc l'importance des donations privées afin d'assurer le financement de la reconstruction, se faisant ainsi le relais plus ou moins assumé de la parole présidentielle. En donations privées, il y eut la fondation du Patrimoine, par exemple, qui lança dans les heures qui suivirent une cagnotte en ligne, rapidement garnie de plusieurs millions d'euros, et en profita, au passage, pour mettre en garde contre les opportunistes qui tenteraient de profiter de la générosité des donateurs. Deux jours plus tard, on annonçait plus d'un milliard d'euros de dons. D'une manière générale, on loua l'unité de la démarche et « l'élan national », si ce n'est international, « de Washington à Berlin... » - qu'elle provoqua.

Pourtant, une certaine catégorie de donateurs, par leur identité et par l'ampleur de leurs oboles, sortit rapidement du lot et vint se frayer un chemin à la Une des journaux : 10 millions

d'euros pour Martin Bouygues, 100 millions pour François Henri Pinault et Total, 200 millions pour la famille Bettencourt et pour Bernard Arnault. La réaction ne se fit pas attendre et un concert de protestations s'abattit bientôt sur les donateurs, à l'incompréhension manifeste de ces derniers, Bernard Arnault, par exemple, jugeant « consternant » de se faire « critiquer » sur ses actions de générosité. Passons en revue les arguments employés durant la polémique.

Une première rangée d'arguments vint mettre en lumière « l'intérêt faussement désintéressé » intrinsèque à la démarche du mécénat philanthropique. Les dons effectués en faveur du patrimoine par les entreprises et par les particuliers sont en effet déductibles des impôts depuis la loi votée en 2003 sous l'égide de Jean-Jacques Aillagon, alors ministre de la Culture et de la Communication. Ce dernier, aujourd'hui directeur général de la collection Pinault, s'empressa par ailleurs de demander, toujours sur Twitter, le classement de Notre-Dame au rang de monument national, ce qui, selon son raisonnement, aurait permis un afflux de dons du fait de la défiscalisation plus importante autorisée par ce statut. Contre une certaine idée de la charité privée comme principe d'efficacité et de générosité, on vit se lever un discours dénonçant le caractère doublement intéressé de la démarche : d'une part, une couverture médiatique malvenue accordait aux donateurs généreux une publicité gratuite ; d'autre part, les dispositifs de défiscalisation mettaient en lumière la façon dont il était possible de profiter pécuniairement de la situation.

Mais dénoncer cet intérêt devint rapidement un moyen de dénoncer le rapport à la pauvreté et à l'État des élites donatrices, une réaction amplifiée par le caractère éminemment symbolique de Notre-Dame. D'une part, au cœur même du monde catholique, on put voir Guy Gilbert, le fameux « prêtre-loubarde », rendu célèbre dans les années 1970 et 1980 pour ses actions d'inclusion communautaire des exclus, devenu chanoine de la cathédrale de Notre-Dame, appeler les plus riches donateurs à consacrer leur argent aux plus faibles : « Faut-il que les SDF s'enflamment pour qu'on leur vienne en aide ? » Le don fut ici critiqué pour son caractère profondément inadéquat, révélateur du choix de certaines élites d'opter pour la vie des pierres au détriment de la valeur de la vie humaine. Par ailleurs, dans un contexte où le consentement à l'impôt est au cœur des débats publics depuis des mois et que le manque de recettes de l'État est déploré de toute part, on ne manqua pas de pointer du doigt une situation où les donateurs, par la possibilité de défiscaliser leurs dons, se trouvaient en situation de forcer des arbitrages budgétaires futurs : le don coûte, en effet, à la collectivité. Au cœur de la polémique, c'est donc une certaine idée de l'État social comme entité re-distributrice

légitime, pour parler comme le sociologue Robert Castel, qui pointa le bout de son nez. Le don des grandes fortunes était dénoncé comme une violence faite à l'autorité étatique, dépositaire de l'intérêt commun. [...]

En janvier 2019, l'historien danois Rutger Bregman se faisait le défenseur, devant les milliers de participants du forum de Davos, de la nécessité impérieuse de la restauration d'un consentement à l'impôt, durant une session où la question sociale avait occupé le cœur des discussions. « *I hear people talking the language of participation, justice, equality and transparency but almost no one raises the real issue of tax avoidance right? And of the rich just not paying their fair share [...]* I feel like I'm at a fire-fighters conference and no one's allowed to speak about water ».

Alors, osons le dire : au cœur de la confiance entre citoyens libres et égaux d'un État de droit, l'impôt ?

Olivier Coulaux, EHESS

Sept axes de travail pour renouer avec la confiance

La confiance, nous le savons, joue un rôle fondamental dans la société. La confiance me pousse à baisser ma garde et me fier à autrui. Sans ce sentiment, je me replie sur moi-même et suspecte tout projet collectif d'aller à l'encontre de mes intérêts. La méfiance isole et paralyse. Aujourd'hui, la confiance des citoyens se trouve à un niveau historiquement bas : économie, politique, sciences, technologies, religions, les piliers de notre société souffrent d'un discrédit croissant. D'où en particulier un pessimisme diffus vis-à-vis de l'avenir. [...] Comment y remédier ? Par sept axes de travail.

1. Efficacité

« L'État ne peut pas tout », l'aveu de Lionel Jospin face aux licenciements de Michelin a marqué les esprits. Plus généralement, l'échec de la lutte contre le chômage depuis trente ans, malgré la répétition des discours volontaristes, illustre cette perte d'efficacité ressentie par tous les Français. Deux conditions pour qu'ils puissent reconnaître à nouveau l'efficacité de l'action publique : réalisme (s'engager sur un nombre limité d'objectifs atteignables) et rigueur (présenter régulièrement aux Français l'avancement des mesures, avec des indicateurs directement liés et non le simple taux de l'INSEE).

2. Simplicité

Un homme donnera plus facilement sa confiance à quelque chose qu'il comprend ; à l'inverse la complexité favorise la suspicion. Or, peu de citoyens comprennent le fonctionnement des institutions, leur organisation et la législation qui les régit. Le constat ne date pas d'hier. [...]

3. Exemplarité

À l'heure des réseaux sociaux, pas une année ne passe sans qu'un scandale éclabousse nos institutions. L'exemplarité est une nécessité plus impérieuse que jamais. Sur le plan financier, l'exemplarité des institutions comprend deux dimensions : une taille mesurée (d'où par exemple le projet de réduire le nombre de députés) et une rémunération raisonnable (difficile ainsi de comprendre pourquoi la présidente de la Commission du débat public gagnerait autant que le président de la République). Les mesures pour rendre les institutions plus exemplaires peuvent parfois sembler anecdotiques, mais contribuent de façon essentielle à la confiance des citoyens.

4. Égalité

La confiance peut difficilement s'établir si certains constatent que « les dés sont pipés ». L'égalité des chances représente un enjeu majeur et la France pêche en la matière. L'éducation constitue le premier levier pour assurer l'égalité des chances, en particulier l'école publique [...]

La formation constitue le second levier, qui peut compenser le manque de diplôme. L'efficacité des 30 milliards investis chaque année dans la formation pose néanmoins question ; comment mieux les orienter pour répondre aux profondes mutations du travail et préparer aux métiers de demain ?

5. Engagement

Les associations constituent un lieu privilégié pour tisser des liens de confiance et entreprendre, avec un degré de liberté élevé, des actions collectives. Malheureusement, la part des Français membres d'associations stagne.

6. Mixité

Le thème de la fracture sociale est revenu sur le devant de la scène. Sans une politique du logement favorisant la mixité, la capitale de la France, pour la première fois de l'histoire, deviendra une cage dorée. Si les occasions de rencontre entre cadres supérieurs et classes moyennes ou populaires se raréfient, comment pourraient-ils se faire mutuellement confiance ? Dans la même logique, rénover le concept de service militaire pour recréer un temps de mélange social pourrait aider à renouer avec la confiance.

7. Technologie

Utilisée parfois comme miroir aux alouettes, la *blockchain* n'en représente pas moins une opportunité considérable pour renouer avec la confiance. Dans un monde complexe où les flux de biens et de services, mondiaux, passent par des myriades d'intervenants et d'intermédiaires, la chaîne de blocs peut en assurer la traçabilité. Ses applications, encore naissantes, pourront apporter de la transparence et de la confiance sur des systèmes parfois opaques et suspects pour les citoyens (flux financiers, chaînes agroalimentaires, filières industrielles, utilisation des données personnelles, etc.)

Anselme Coulomb, Boston Consulting Group

Un vol pour demain

En quoi la confiance est-elle indispensable dans notre société ? Pour répondre à cette question, j'aimerais faire le parallèle avec un domaine qui me tient à cœur, l'aviation.

Chacun d'entre vous a probablement déjà pris l'avion. Savez-vous pourtant comment vole un avion ? Comment fait cette carlingue de plusieurs tonnes pour se maintenir dans les airs avec des centaines de vie à son bord ? Pour la plupart d'entre nous, la réponse est non. Quand nous prenons l'avion, nous sommes totalement dépendants des pilotes, des techniciens qui en assurent la maintenance, des ingénieurs qui l'ont conçu... Nous n'avons aucun contrôle ni aucune maîtrise sur la façon dont notre vol se déroulera. Et pourtant, cela n'empêche pas des millions de passagers de prendre l'avion chaque jour, avec un peu d'appréhension pour certains et beaucoup d'émerveillement pour d'autres. À chaque fois qu'un passager embarque dans un avion, c'est indirectement la marque de sa confiance envers l'équipage de bord et la compagnie aérienne qui l'emmèneront à destination, ainsi que dans toute l'industrie aéronautique qui aura su faire passer l'avion de simple croquis sur une planche à dessin et de tôles dans un atelier à ce géant capable de vous faire traverser la moitié du monde en seulement quelques heures.

Eh bien, notre système économique fonctionne de la même façon. Si demain, vous cessez d'avoir confiance en la machine et en ceux qui la pilotent ou en huilent les rouages, l'avion reste au sol et vous avec.

Poursuivons notre analogie. Quelle que soit la sécurité des processus et des mécanismes de régulation en vigueur, le

risque d'accident est non nul. Vous pourrez mettre en place tous les contrôles qualités imaginables, passer des années à former vos pilotes, anticiper l'impensable, l'homme et ses conceptions restent sujets à des erreurs. Si nos efforts pour nous prémunir contre la prochaine crise permettent seulement de reporter celle-ci ou de la basculer d'un domaine à un autre, ne devrions-nous pas, en parallèle de ces efforts, nous doter de parachutes. Pour que, lorsque l'accident s'avère inévitable, nous puissions laisser l'appareil tomber là où bon lui semble pendant que nous nous posons sans risque et profitons de notre expérience pour reprendre notre envol. Et redécoller après les crises, c'est bien une chose que l'industrie aéronautique a appris à faire. Malgré les tentatives infructueuses et coups durs qui jalonnent l'histoire de l'aéronautique, celle-ci a toujours pu tirer parti de son expérience et des enseignements tirés de ses échecs pour repartir. [...]

Face à la crise, des sondages montrent deux tendances fortes vis-à-vis de l'Europe. Certains pays tendent à renforcer leur confiance et les relations qu'ils entretiennent avec les institutions européennes tandis que d'autres tendent à s'en éloigner catégoriquement. Les sondages montrent par exemple que l'Allemagne et sa population tendent à miser davantage sur une Union européenne forte en cas de crise, là où les Français se méfient davantage de ses institutions. Pour un pays ayant une histoire aussi riche que la France et une telle influence culturelle sur ses voisins, cette attitude dénote quelque peu. Comment pouvons prétendre rester l'un des acteurs de premier plan de l'Europe tout en nous défiant de celle-ci ? Prônons plutôt une solidarité complète entre pays de l'Union européenne, renforçons les liens entre nos pays en élaborant une politique commune. Soutenons ceux en difficulté pour garder une Europe forte dans son ensemble. À l'approche des élections législatives européennes, chacun de nous a l'occasion de contribuer à un alignement de notre attitude envers l'Europe avec nos ambitions internationales.

Ce renforcement de notre confiance en l'Union européenne et ce positionnement en faveur du libre-échange ne signifient pas pour autant que nous devons consommer sans nous préoccuper de l'origine des produits que nous achetons. Bien au contraire, le défi est d'arriver à encourager la consommation locale tout en laissant libre cours aux échanges internationaux. À ce titre, l'introduction de monnaies locales comme c'est le cas dans de nombreuses régions est une excellente initiative pour soutenir cette économie à deux niveaux.

[...] Et quelques soient les obstacles auxquels nous serons confrontés demain, je garde foi en notre capacité à les surmonter. En notre capacité à faire de demain un monde que

nous serons fiers de laisser à notre tour à nos enfants. Alors Mesdames, Messieurs, ayez confiance en ces jeunes, ayez confiance en vos enfants, car demain nous appartient.

Alexis Courtejoie, Safran

Pour un pacte fiscal pluri-annuel

Les conclusions du grand débat national souhaité par le président de la République ont apporté des réponses précises à la défiance fiscale qui s'est exprimée en son origine, proposant de réformer la fiscalité française dans trois directions : réduire la pression fiscale, simplifier le paysage fiscal et renforcer la justice fiscale. Ces trois orientations se traduiront par des mesures paramétriques, comme des modifications de taux ou de tranches, ou encore par la suppression de certaines taxes – après la taxe d'habitation le débat porte désormais sur la redevance audiovisuelle. Pour autant, elles ne répondent pas à la question du consentement à l'impôt, pourtant au cœur du pacte social autant que de la défiance fiscale qui s'exprime. Pour répondre à cette question, un changement de paradigme apparaît nécessaire en posant collectivement les bases d'un « pacte fiscal » citoyen. [...]

Former les jeunes citoyens au civisme fiscal

Le programme de l'enseignement moral et civique institué en 2015 mentionne succinctement l'impôt en tant que déclinaison des principes de fraternité et de solidarité. Il s'agit d'évoquer au collège « le rôle de l'impôt, de l'État et des associations dans la solidarité » et au lycée « les justifications de l'impôt, les différentes formes de la fiscalité ». Cet enseignement théorique sur la fiscalité pourrait prendre davantage d'importance et les acquis pourraient être évalués, en même temps que le baccalauréat, par un test de connaissances. Il pourrait, ensuite, être poursuivi dans le cadre du Service national universel (SNU) par une formation aux aspects les plus pratiques de la fiscalité.

La première phase du SNU, quinze jours de cohésion, pourrait ainsi inclure des ateliers facilitant la compréhension du fonctionnement concret du système fiscal : construction collective d'un budget local, utilisation du site *impot.gouv.fr*, pédagogie sur le prélèvement à la source, etc. Ces ateliers, animés par des fonctionnaires du réseau des finances publiques, seraient d'ailleurs un formidable levier pour améliorer l'image du

fisc en France. La deuxième partie du SNU serait constituée d'une mission d'intérêt général : sur le modèle du programme *Volunteer Income Tax Assistance* aux États-Unis, un programme de « volontaires fiscaux » pourrait apporter gratuitement à des ménages en situation de fragilité ou de fracture numérique une information de premier niveau sur la fiscalité et une aide pour compléter leur déclaration fiscale.

Louis de Crevoisier, ENA

Le songe d'une nuit d'hiver

[...] **L'espérance.**

Oui, j'ai l'espoir que ma vie change. Je repars, plus déterminée que jamais. Une sensation étrange m'intrigue pourtant. Autour de moi rien n'a changé mais rien n'est pareil. Et c'est alors que je comprends : ce sont mes yeux qui ne sont plus les mêmes. Les passants ne sont plus des êtres lointains et indifférents : ce sont des êtres humains comme moi, que le destin a amené à me croiser ce matin. La cathédrale n'est pas seulement une grosse bâtisse à la gloire de son commanditaire : c'est un témoignage grandiose de ce que les hommes peuvent accomplir quand une volonté commune les transcende.

Tout à coup, je réalise où je suis. Sans le vouloir, mes pas m'ont menée face à la porte d'une association. Je reste immobile, ne sachant que faire. Je sais que je suis à la croisée de deux chemins. Mes doutes sont toujours là, pourtant, je ne pars pas. Je n'y arrive pas. Pourquoi ne pas essayer ? Je ne pourrai pas briser mes lourdes chaînes sans bouleverser mes habitudes. Comment pourrais-je regagner l'estime des autres sans leur accorder en premier lieu une certaine confiance, sans faire un premier pas ? Oui, je doute, et douterai sûrement encore longtemps. Mais le chemin vers la reconstruction passe par là. J'entre dans la pièce, et une douce chaleur m'envahit : devant moi se tient un bénévole ; le regard lumineux, l'allure bienveillante, il me sourit. Je me sens enfin en confiance, et lui rends son sourire. Puis mon regard s'immobilise. Derrière lui, une affiche : « Je suis le maître de mon destin, le capitaine de mon âme » *Invictus*, W.E. Henley. Ma décision est prise.

Anne-Sophie Devallet, Toulouse School of Economics

Accusé...

Aujourd'hui, ma plume sera du côté de ceux qu'on déplume. [...] Ma conscience lance un appel à la vôtre. Elle l'appelle à revenir parmi nous et à prendre la mesure du profond désarroi qui ronge la société. Sachez, qu'on ne peut plus accepter de vivre dans ce climat anxiogène. Le monde a besoin de solidarité effective, d'action participative et inclusive, de changement radical et de réconciliation avec les codes de l'avenir, de la jeunesse, de l'écologie et de l'innovation. Telles doivent être vos priorités et celles de toutes les parties prenantes. [...] Trahison. Tel est le chef d'accusation que le tribunal de ma conscience a retenu contre moi, contre vous et contre tous. Ce qu'elle me reproche et aux autres, c'est d'avoir cédé à la passivité. D'avoir

trahi notre engagement d'être des citoyens actifs au sein de la société pour mener celle-ci vers les idéaux qui assurent à tout un chacun le bien-être et la décence. J'ai trahi ses espoirs de devenir l'acteur majeur du changement de demain.

Youssef El Jai, École d'Économie de Paris

« Croire ensemble »

Cette année, le thème des Rencontres Économiques est « Renouer avec la confiance ». Se poser cette question, c'est admettre qu'il y a eu confiance et que celle-ci a été perdue. « Renouer avec la confiance », ce n'est pas non plus la même chose que « Renouer avec la confiance dans le politique », ou « Renouer avec la confiance dans les entreprises ».

C'est assez intrigant quand on y pense : en effet, on dit généralement « avoir confiance en quelqu'un ou en quelque chose », mais on parle rarement de la confiance sans objet. Pourtant, étymologiquement, cela n'est pas absurde : confiance vient de *cum*, ensemble, et *fidere*, croire. « Croire ensemble », l'expression prend tout de suite une autre tournure. La question n'est plus tellement l'objet du « croire » que les moyens qui nous permettent de le faire « ensemble ». [...]

L'homme est un animal social et la croyance purement individuelle est rare : privilégier la quête de la confiance en soi est une invention récente. L'homme est le plus souvent amené à confronter ses croyances à celles des autres et, parce qu'il ne peut traiter tous les sujets seul, à accorder de la valeur à la croyance d'autrui. Bien entendu l'homme doute. Mais de quoi doute-t-il ? Du dérangent, de ce qui entre en conflit avec ses propres croyances. Il met alors en cause la réalité des perceptions de son interlocuteur ou son raisonnement. Mais un troisième type de doute s'applique : il soupçonne la « mauvaise foi ». La « mauvaise foi », c'est la rupture du contrat des physiciens, qui interdit de mentir en pleine conscience. Dire sa vérité, ce n'est pas dire « la » vérité, car chacun peut se tromper sans mentir. C'est permettre aux autres de s'appuyer sur soi, de ne pas avoir à repartir de zéro : c'est permettre aux autres d'être des « nains sur les épaules des géants » C'est la mauvaise foi qui, plus que tout, rompt le lien avec autrui. On peut croire encore celui qui s'est trompé, mais pas celui qui trompe.

Simon Freyburger, ENSAE ParisTech

Asana¹

Les sagesses et savoir-faire des Indiens kagabas² et du représentant de la tradition tibétaine, le Dalaï Lama convergent : interdépendance, recherche d'équilibre, relation humaine et communication. Très doucement, l'exploration de la confiance retrouvée commence. [...]

Sur le chemin, un messenger nous délivre un peu de sagesse commune aux deux peuples. Il dit que le principe qui régit le vivant est l'interdépendance. Les Indiens kagabas observent que « cette interdépendance, composante fondamentale de la vie et de l'histoire humaine, nous renvoie à notre responsabilité d'êtres humains, conscients de nos actes, de nos paroles, de nos intentions et à leurs effets dans un système ». [...]

« La confiance se remplit par gouttes et se déverse par litres » disait Jean-Paul Sartre. Le ciment de la confiance est aussi la relation entre humains et l'assurance d'une communication efficace, d'un dialogue apaisé. C'est le plus grand défi pour renouer avec la confiance. La technologie, les moyens de communication dématérialisés, e-mail, SMS, réseaux sociaux, etc. peuvent nous éloigner du vivant. Maintenant, nous devons construire avec ces espaces virtuels comme outils, mais les placer au centre de nos relations revient à nous convertir en machines et complexifier des échanges déjà difficiles. [...]

Le Dalaï Lama nous donne de nouveau une piste dans notre mission quotidienne : « Si la compassion, la gentillesse et l'affection vous animent, du même coup, cela vous donne la clé de votre serrure intérieure et vous communiquez bien plus facilement avec les autres [...].

François Garbay-Fleurant, Groupe La Poste

Rendre leur légitimité aux experts

Il n'y a pas d'expert en soi : un expert est désigné par son interlocuteur lorsqu'il détient une connaissance, souvent technique, sur laquelle il est questionné. La relation est donc nécessairement asymétrique : il est impossible d'estimer la qualité intrinsèque du travail de l'expert sans l'être soi-même.

1. Terme de yoga.

2. Peuple amérindien de Colombie.

Dès lors, le point clé de la transmission de cette connaissance, d'expert à non-expert, repose sur la légitimité de la personne désignée comme experte.

La question de la légitimité des experts s'inscrit pleinement dans la thématique de la confiance : dans un contexte où l'action publique est hautement technicisée, comment avoir confiance dans les politiques publiques sans être assuré de la légitimité de ceux qui les édictent ? En retour, comment ces politiques peuvent-elles fonctionner correctement si les principaux intéressés n'y croient pas ? [...]

En conclusion, rendre leur légitimité aux experts implique de rapprocher des sphères aujourd'hui trop éloignées. Il en va de la responsabilité des experts eux-mêmes d'accepter un travail de médiation, de se rapprocher et d'échanger en toute modestie avec les non-experts. Pour que les citoyens aient toutes les clés nécessaires pour réagir à cette expertise, exprimer leurs doutes, leurs craintes ou leur confiance, il est nécessaire de développer des outils de formation de base accessibles à tous. De cette manière, les experts pourront conseiller en toute légitimité et confiance les non-experts, tandis que ces derniers pourront, en questionnant l'expertise, renforcer sa qualité et la confiance qu'ils ont en elle.

Mathilde Gerardin, Banque de France

Avancer en tandem

Un débutant de 23 ans fraîchement diplômé se voit attribuer un mentor dans sa nouvelle entreprise...

[...] Ainsi ont débuté mes premières heures de jeune actif. Aux côtés d'une stature inspirante et accessible. Lancé sur une mission de création d'un groupe d'innovation où tout était à créer, j'étais heureux de pouvoir suivre les conseils de cet homme de terrain et d'expérience. Je réalise aujourd'hui la chance qui m'a été donnée, en premier poste, de pouvoir être nourri par un être aussi passionnant... et passionné.

Si je souhaite à chaque jeune de vivre une telle opportunité, le paysage actuel du recrutement des ressources humaines me laisse perplexe. Les entreprises semblent aujourd'hui opérer des changements importants dans leur politique de recrutement pour attirer les jeunes. Les générations Y et Z seraient moins préoccupées par l'entreprise que par leurs propres choix de carrière pour « s'épanouir ». Voilà une remarquable

individualisation du concept travail [...]. Tout semble fondé sur l'individu. Nous voyons alors fleurir des propositions de développement personnel, des parcours d'intégration sur mesure, *graduate programs* ou équivalents... Dans ce cadre, les jeunes embauchés sont voués à butiner pendant quelques mois dans différents services pour goûter à la diversité des activités possibles, dans le but d'accélérer leur carrière. Mais alors, où est passé le collectif ?

La valeur d'un travail ne commence-t-elle pas par se bâtir sur les relations que nous nouons avec les autres ? Force est de rappeler que le travail de chaque employé a un impact sur ses collègues, fournisseurs, partenaires. À quel moment fait-on prendre conscience aux jeunes embauchés des conséquences de leur travail quotidien sur les autres ? À quel moment cet impact transparait-il dans le recrutement de jeunes ? Dans un monde où la quête de sens semble préoccuper les jeunes générations, voici une question génératrice de réflexion. Il s'agit ici de percevoir que chaque jeune à son niveau détient un levier d'action sur les autres. Même si l'on n'est pas chef d'équipe, et même si son entreprise n'est pas incluse dans les labels de l'Économie Sociale et Solidaire : le monde n'est pas dichotomique et toutes les entreprises et formes de travail collectif ont un impact sur la société. Cet impact est protéiforme. Par exemple, pour ma part, j'éprouve tout autant de satisfaction à faire progresser un technicien de laboratoire qu'à travailler sur des sujets techniques de réduction d'empreinte environnementale de machines.

La question du sens du travail en entreprise ne peut donc pas être décrétée unilatéralement par les sphères dirigeantes : elle se construit localement, auprès des employés qui travaillent ensemble. Bâtir des liens entre anciens expérimentés et jeunes arrivants pousse les jeunes à mettre leurs actions en perspective. Le tandem que j'ai noué avec mon collègue d'expérience force à se rappeler que les métiers de l'innovation reposent nécessairement sur les liens humains tissés avec les autres : les innovations, par nature, dérangent au premier abord et ne peuvent grandir que par l'adhésion des autres.

Par conséquent, le moteur de l'entreprise serait-il à trouver dans la confiance qui s'installe entre ses employés ? Ne serait-ce pas là un gage de la pérennité de l'entreprise ? Au demeurant, une entreprise qui arrive à faire confiance à un tandem jeune embauché/dirigeant expérimenté à la retraite doit sûrement être capable de faire grandir ses employés...

Raphaël Grandeau, Air Liquide

Le vélo

Les spectateurs s'installaient peu à peu. Fiducia avait déjà pris place et s'amusait à regarder les nouveaux entrants. Elle tenait tout de même fermement son sac sur ses genoux et s'interdisait de sourire. On ne sait jamais après tout... Une personne s'assit juste à côté d'elle, ce qui la fit sursauter, et elle resserra son étreinte sur son sac. Son attention fut alors ramenée vers la scène, où un homme avait fait son apparition.

« Mesdames et messieurs, bienvenue. Nous sommes ravis de vous accueillir ce soir si nombreux. La pièce que vous allez voir est une libre réadaptation du *Rhinocéros* d'Eugène Ionesco. Merci d'éteindre vos téléphones. Bon spectacle ! »

Il disparut derrière le rideau rouge. Peu de temps après, celui-ci fut levé. Le décor était simple. Apparemment, il s'agissait d'une place publique dans un village. Deux hommes firent alors leur apparition, à vélo, Jean et Bérenger. Ils s'installèrent à la terrasse d'un café, dans le fond et commencèrent à discuter. D'autres personnes se mirent à traverser la place, certains faisaient leurs courses, des enfants jouaient. Tous étaient à vélo. Aucun dialogue n'était parfaitement audible, juste un brouhaha. Soudain, apparut un homme à vélo mais sans protection d'aucune sorte. Il fit le tour de la place. Une fois, deux fois, trois fois. Alors qu'il entamait son quatrième tour, une pierre sur la route fit basculer son vélo. Il tomba. Mais, au lieu de remonter en selle, il se mit à faire rouler son vélo à côté de lui, en grommelant « Si c'est comme ça, je ne roulerai plus ! » Rires dans la salle. Fiducia riait aussi. Toutes les personnes sur la scène qui s'étaient arrêtées lors de la chute de l'homme à vélo, retournèrent à leurs occupations. On entendit de nouveau un brouhaha. Une femme à vélo apparut alors. Elle aussi était sans protection. Comme l'homme précédemment, elle fit le tour de la place. Mais, elle n'avait pas fini son premier tour, qu'elle tomba. Comme le précédent, elle ne se remit pas en selle et hurla au public que le vélo, c'était fini pour elle. Le rideau fut baissé.

Lorsqu'il fut levé à nouveau, le décor avait changé. Maintenant, il représentait l'arrière-cour d'une maison. Dans le fond, on voyait des vélos. Une poignée de personnes était sur scène. Bérenger aussi. La discussion semblait animée. Mais, encore une fois, rien n'était distinctement audible. On arrivait toutefois à comprendre que quelqu'un manquait à l'appel. Et, alors que le groupe commençait à s'impatienter, il arriva. Il était avec son vélo, mais pas sur son vélo. Il le tenait à sa droite. Rires à nouveau dans la salle. L'homme révéla alors, à l'étonnement général, qu'il était tombé tantôt et qu'il ne ferait, par conséquent plus de vélo. C'était une décision irrévocable.

La pièce continua ainsi. On voyait des personnes qui annonçaient toutes que, suite à une chute, elles ne feraient plus de vélo. Étant dans un village, sans autre moyen de transport, la vie de tous se trouva bouleversée par ces choix et bientôt, il ne restait que Bérenger comme seul cycliste. Sa solitude avait quelque chose de tragique. Surtout que la vie commune s'était complètement réorganisée, au détriment des cyclistes, ou en l'occurrence, du cycliste.

Le décor changea à nouveau. Il prit la forme d'une chambre. Bérenger était seul. Il semblait avoir perdu l'esprit. Il s'agitait dans tous les sens, hurlait puis chuchotait, ne finissait pas certaines phrases et en commençait d'autres en plein milieu. Toutefois, dans son monologue insensé, il y eut un moment où il sembla avoir repris ses esprits, avant de replonger dans la folie. Moment pendant lequel il dit être indigné devant ce qui semblait être au delà des limites de sa compréhension.

« Alors oui. Faire du vélo est un risque. Mais a-t-on vraiment le choix ? Pouvons-nous vivre sans faire de vélo ? Ce n'est pas possible, nous sommes tous perdants dans l'histoire ! » Il se tut un instant.

« Vraiment, je ne comprends pas. En plus, ils roulaient tous sans protection. C'est comme s'ils voulaient juste une bonne raison d'arrêter. Je ne dis pas que s'ils se remettaient à faire du vélo, ils ne tomberaient plus jamais, mais en se privant d'en faire, ils passent à côté de tant de choses ! Faire du vélo, ça s'apprend, et tomber ?... Tomber aussi ! En plus, les enfants ne feront jamais de vélo. Ils grandiront dans un monde où il serait normal de ne pas faire de vélo. Même pire ! Un monde où ils seraient encouragés à ne pas en faire ! Pour leur sécurité dira-t-on. Quand je pense à Jean qui s'est laissé convaincre si facilement. Quand je pense à tous ceux qui se sont laissé convaincre ! Ah, quelle tragédie. C'est affreux, tout bonnement affreux. Au lieu de résoudre le problème, ils le fuient. C'est donc ça l'humanité ? Ne sommes-nous pas capables d'apprendre à faire du vélo avec précaution ? Mais moi, je continuerai à faire du vélo. Je serai le seul, mais je le ferai. »

Ensuite, il s'était remis à divaguer. Mais le public ne riait plus. Fiducia non plus. Le message était trop clair. Les personnages disaient « faire du vélo » mais ils pensaient « faire confiance ». L'important n'est pas en qui l'on a confiance, mais plutôt de faire confiance. Confiance en soi, confiance en les autres, confiance en l'avenir. Trop souvent, celui qui croit est considéré comme celui à trahir. Donc, pour résoudre le problème, au lieu de chercher des solutions pour croire, on se contente de la méfiance. On voit le mal avant de voir le bien, on voit l'ennemi avant de voir l'ami.

Fiducia repensa à son trajet pour venir au théâtre. À la façon dont elle avait regardé tout le monde avec suspicion. À comment, se cachant derrière ses écouteurs, elle avait d'abord ignoré une dame qui ne voulait qu'un renseignement. À comment, elle avait senti son cœur palpiter quand un inconnu lui avait adressé la parole, alors qu'il souhaitait simplement lui faire remarquer qu'elle avait fait tomber son marque-page. Elle essayait de se convaincre qu'elle avait de bonnes raisons. Avec toutes ces histoires affreuses qui circulent, un minimum de vigilance est de mise tout de même ! Mais, elle ne pouvait s'empêcher de se demander si son comportement n'était finalement pas aussi absurde que celui des personnages de la pièce... Sa rupture avec la confiance avait même quelque chose d'ironique, étant donné la signification de son prénom. S'il était légitime de se méfier, n'était-il pas encore plus indispensible de faire un pas vers l'autre ?

La pièce était finie. Les acteurs saluèrent et les spectateurs commencèrent à partir. Elle aussi s'était levée. Elle avait été convaincue. Elle ne voulait pas, elle ne voulait plus tenir son vélo à côté d'elle par peur de tomber. Elle mettrait ses protections, mais elle prendrait le risque. Beckett disait « Nous sommes sur Terre, c'est sans remède. » Elle-même pensa « Nous sommes sur Terre, tous ensemble, c'est sans remède. » Alors oui, elle remonterait sur son vélo, puisqu'après tout, ça ne s'oublie pas.

Diakhère Gueye, Bachelor, École Polytechnique

Ayez confiance

Un homme vitupère, sa femme l'écoute et le calme. C'est un dialogue entre espérance et désespoir.

[...] On voit la lune et on peut avoir confiance en sa présence dans ce ciel, mais dans le cas de cette foutue élection, on ne peut avoir confiance en rien ! De l'espoir peut-être... Mais pas de la confiance. On peut penser que celui pour qui on va voter va pouvoir changer les choses, enfin, on peut l'espérer. Sauf que c'est futile Il ne fera rien, car personne ne peut plus rien.

[...] On a fait confiance à des rois, à des religieux, à des sciences... On a fait confiance à notre humanité, mais celle-ci nous a désavoués... On a cru et on croit encore bêtement que tout va bien aller, car on nous le dit. C'est exaspérant de voir que l'on n'a pas évolué. Le pire, c'est que l'on sera choqué quand ce sera fini...

[...] Ma chérie, excuse moi de m'être emporté avec cette histoire de confiance, mais tu as vu comme moi le système avec ses crises, son chômage et le réchauffement climatique... J'en peux plus de ces hypocrites et de leurs, soi-disant actions menant à la résilience de notre monde alors qu'ils le détruisent. Je n'en peux plus de ce manque de conscience.

Eliot James, Paris 1 Sorbonne

Vers une tyrannie de la transparence

La transparence nait d'une intention louable, mais son domaine d'application extensif peut présenter des externalités négatives. La recherche permanente de transparence fait prendre à la société le chemin d'une tyrannie de l'information nécessairement dévoilée. [...]

Si l'on admet aisément les qualités d'une transparence accrue dans un fonctionnement démocratique ou économique optimal, on ne saurait nier l'existence d'une tyrannie de la transparence. Appuyée par une doxa toute puissante, elle tend à nous faire croire que l'on peut tout sacrifier en son nom, y compris notre droit à l'intime, au secret. Pour répondre à cette velléité, il est essentiel de tendre vers une transparence ciblée, aux domaines de recherche prédéfinis, qui permettrait à chacun de conserver la part de privé qui lui sied. En réduisant la part

d'informations accessibles, on permet au citoyen de n'intégrer que celles qui lui sont réellement pertinentes. Car *in fine*, si les citoyens estiment que la transparence seule est vectrice de la probité de la vie des acteurs politiques et économiques, n'y a-t-il pas confusion entre moyen et fin ? N'est-on pas en train de confondre transparence (le *medium*) et moralisation (l'*objectif*) ?

Dans une démocratie du cynisme, la transparence viendrait redonner espoir. En lectrice passionnée enivrée d'utopie, j'espère qu'un jour, nous lâcherons notre anti-héros lanceur d'alerte rendu inutile au profit d'un héros de roman politique ou économique, simplement vertueux.

Aurélie Joly, Groupe ADP

Faut-il craindre la colère du peuple ?

[...] Il faut aujourd'hui apporter une réponse aux colères populaires. Le populisme ne saurait discréditer la *Vox Populi*, qui doit rester la boussole des démocraties. De ce fait, il faut répondre au désir de protection qui vient du peuple, tant d'un point de vue économique que culturel. Au niveau économique, l'État doit véritablement s'affirmer comme stratège : il ne peut être la variable d'ajustement des mutations économiques extérieures. Il doit au contraire investir et mobiliser pour cela toutes les ressources dont il dispose. Cela implique de mettre en place une réelle politique d'aménagement du territoire parce que la fermeture des services publics et la désertification du rural ne sont pas pour rien dans la colère populaire. Au niveau culturel, il faut réhabiliter la notion de « récit national », sans lequel la communauté des individus ne peut devenir peuple, faute d'imaginaire commun. Dans le même sens, il faut abandonner les projets inspirés par une vision segmentaire du corps des citoyens, à l'instar de celles qui s'adressent uniquement à un périmètre électoral défini – les jeunes, les diplômés, les minorités,... – ou de celles qui dressent les catégories les unes contre les autres : les fonctionnaires contre les employés, les employés contre les chômeurs, les jeunes contre les moins jeunes, etc. C'est le peuple-nation qu'il faut reconstruire par l'école et par le service national universel, deux outils du creuset républicain.

Plus généralement, la puissance publique doit choisir la bonne méthode de gouvernement, sans laquelle les colères popu-

laire se réveille. Gouverner de façon brutale ou opaque distille un sentiment de trahison qui nourrit les ressentiments. Décider par ordonnances de réformes majeures ne risque pas de calmer les tensions, ignorer l'opinion publique lorsque des millions de personnes sont dans la rue, non plus. Dès lors, le peuple doit être davantage associé à la décision publique. Au niveau administratif, cela passe par davantage de consultation et de dialogue. Au niveau politique, cela implique de renouer avec le référendum et de permettre au référendum d'initiative populaire de prendre vie. On peut imaginer rendre obligatoire, en l'inscrivant dans la Constitution, une consultation du peuple pour tout nouveau transfert de souveraineté à l'Union européenne. Mais attention, redonner la parole au peuple suppose qu'il soit à même de la prendre : dans un rapport de 2015 au président de la République sur l'engagement républicain, Claude Bartolone préconise de rendre le vote obligatoire lors de toutes les élections. Cela pourrait créer une incitation à s'informer de façon à perser sur les choix politiques. Dans le même temps, les gouvernants doivent faire preuve d'exemplarité et de pédagogie, lorsqu'ils mettent en place des réformes. « Le seul droit de l'élite, c'est d'instruire » conclut le philosophe Alain.

Qu'on considère « le peuple-classe », « le peuple-nation » ou le « peuple-souverain », le constat est le même : de nombreux facteurs déstabilisent les gouvernés presque partout en Occident. Ils ont, en plus, le sentiment que ceux qui les gouvernent n'entendent pas leur colère, ou ne peuvent guère la calmer. C'est parce que l'élite doit craindre que cette colère ne mène au chaos et à la violence qu'il lui faut, dès à présent, l'entendre et en dresser un juste diagnostic. Face aux populistes qui laissent croire que toutes les colères sont également légitimes, nos démocraties doivent développer un projet à la fois populaire et régalien, de nature à répondre au désir de protection du peuple. À ce prix seulement, la colère du peuple aura été à l'aube des évolutions futures...

Sarah Knafo, ENA

La quête

[...] Je me dirigeai alors vers la Cité Internationale Universitaire. Cet endroit où plus de 155 nationalités se côtoient, vivent ensemble et apprennent à se faire confiance en dépit des différences de culture. La cité est un microcosme représentant un macrocosme loin des préjugés où chaque personne apprend à connaître l'autre de manière authentique.

[...] Pour Ali, ancien habitant de Porto Novo, la confiance est issue directement de l'ignorance des habitants alors qu'elle devrait se baser sur l'analyse des faits politiques et des programmes des candidats. Les habitants se font alors manipuler et ne comprennent pas l'absence de changement au sein de la société. L'éducation est donc un enjeu central en Afrique pour permettre aux populations de comprendre les promesses politiques. De même que les médias influencent notre confiance, nous nous devons de porter un regard critique sur ce qui nous parvient afin de ne pas être déçus et donc perdre confiance.

Pour Shiba, l'Iranienne, la liberté est un vecteur de confiance. En effet, tant que le gouvernement ne donne pas suffisamment de liberté d'expression et ne permet pas aux jeunes entrepreneurs de sentir qu'ils existent, la population ne pourra pas faire confiance au gouvernement en place.

Pour Andrea, berlinoise, être confiant consiste tout d'abord à se sentir en sécurité. Il n'est donc pas envisageable d'évoluer dans une société où l'on ne peut se fier à la protection assurée par les services publics.

Pour Marc, canadien, le sentiment de confiance est associé au sentiment de confort. Avoir confiance passe par l'abandon aux autres d'une partie de soi-même.

[...] Toutes ces personnes de pays différents m'ont appris que la passivité est sans aucun doute ce qui nous amène à la défiance. « La confiance s'acquiert, elle ne se demande pas ; qui la mérite n'a pas besoin de la demander » dit Émile de Girardin. [...] Il est évident qu'il est temps pour nous d'agir et de nous informer, de communiquer, de continuer à marcher pour nos intérêts, de nous éduquer et d'essayer de comprendre à notre échelle.

Mya Lahmamsi, Université Paris-Sciences-et-Lettres

Redécouvrir nos intérêts communs pour surmonter la peur de l'inconnu

En Europe, la montée des partis eurosceptiques et populistes manifestent la défiance croissante d'une partie des citoyens envers les partis politiques traditionnels et, peut-être, leurs institutions politiques. Dans le même temps, la remise en cause par certains États de traités internationaux menace la

confiance réciproque entre États alliés, ainsi que la confiance que les milieux économiques peuvent leur porter.

Dans ses *Principes de la philosophie du Droit*, Hegel définit la confiance comme « la conscience de ce que mon intérêt substantiel et particulier est protégé et contenu dans l'intérêt et la fin d'un autre. » Or les divisions que l'on peut observer au sein de nos sociétés indiquent bien que cette conscience d'un intérêt et de fins partagés entre les différents acteurs de nos sociétés est battue en brèche. Comment parvenir à ce qu'à nouveau, acteurs civils et étatiques, particuliers, entreprises et États, œuvrent à des intérêts communs ? Et quelles sont les causes de cette situation de défiance actuelle ?

La défiance actuelle se manifeste à plusieurs niveaux. Entre les États tout d'abord, avec la remise en cause ces dernières années de la mondialisation telle qu'elle s'est développée après la Deuxième Guerre mondiale, et des accords multilatéraux. En particulier, les États-Unis se sont retirés entre 2017 et 2018 de l'Accord de Paris sur le climat, de l'UNESCO et de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, et ont enfreint des traités de l'OMC en augmentant fortement les droits de douane sur les importations d'acier, d'aluminium et de nombreux produits en provenance de Chine. Ce faisant, ils remettent en cause les principes de prévisibilité juridique et des respect des engagements pris, principes nécessaires à la confiance entre acteurs contractuels.

La confiance des citoyens envers les États elle-même est menacée. Dans leur article « *The European Trust Crisis and the Rise of Populism* » paru en 2017, Y. Algan, S. Guriev, E. Papaioannou et E. Passari montrent que depuis la crise financière survenue en Europe en 2008, la confiance des citoyens dans leurs institutions nationales et européennes, politiques et juridiques, s'est dégradée, menaçant ainsi le contrat social. Cette perte de confiance des citoyens se manifeste *de facto* par la montée des partis extrémistes et populistes. Au delà des institutions politiques, le relativisme vis-à-vis des théories et arguments scientifiques, souvent développés dans le cadre d'institutions étatiques, sont tout autant symptomatiques d'une perte de confiance envers les institutions établies, et surprend même par son ampleur. Ainsi, en retirant son pays de l'Accord de Paris, l'actuel Président des États-Unis manifeste le partage de la société civile entre ceux qui croient au réchauffement climatique et ceux qui n'y croient pas, alors que les experts alertent de plus en plus, preuves à l'appui, sur sa réalité et l'urgence d'y faire face. De même, lors du vote en faveur du Brexit en 2016, les arguments sur les risques économiques et sociaux qui menaceraient les britanniques en cas de sortie de l'Union européenne ont été battus en brèche par une importante

campagne de promotion de contre-vérités et de remise en cause des faits. [...]

Comment sortir de cette défiance ? Hegel indique dans sa définition de la confiance que celle-ci repose sur un intérêt partagé et sur sa protection commune. En revenant aux conséquences du paradoxe d'Easterlin¹, la baisse du bien-être économique, qui peut être relative au reste de la société, entraîne bien une baisse de confiance en l'État. Cela implique donc que les citoyens considèrent que le rôle de l'État est de préserver leurs intérêts économiques. Réciproquement, si la perte de confiance envers les États menace le contrat social, alors l'État démocratique est menacé de n'avoir pas su préserver les intérêts économiques de ses citoyens, en raison de la défiance que cela engendre.

Il est donc nécessaire de réinstaurer la confiance entre l'État et ses citoyens. Pour cela, la priorité de l'État doit être de préserver les acquis de la société. Dans les périodes de profondes transformations, ces acquis peuvent rapidement disparaître. Garantir la protection sociale en l'étendant aux nouveaux aspects de l'économie, assurer l'inclusion de toute la société dans les transformations en cours, aujourd'hui avec le numérique notamment, et préserver la stabilité des relations internationales doivent donc être des priorités pour l'État. Mais les citoyens aussi ont leur rôle à jouer dans le rétablissement de la confiance. En exerçant effectivement leur pouvoir démocratique. En reconnaissant qu'ils partagent des intérêts communs avec l'État. La participation à la vie de l'État, avec de forts taux d'abstention aux élections et une représentativité des citoyens au sein des institutions qui est critiquée, doivent nécessairement être améliorées. Par exemple, au-delà des mandats politiques professionnels, tout citoyen devrait avoir l'opportunité de participer à la vie politique, de même que tout citoyen peut participer en tant que juré à la vie juridique. En admettant potentiellement tout citoyen à intervenir au moins une fois au cours de sa vie dans la vie politique, l'État et les citoyens partageront de nouveau certains intérêts communs, condition nécessaire au rétablissement de leur confiance réciproque.

Pierre Langlet, Air Liquide

1. Richard Easterlin a démontré le paradoxe selon lequel une fois qu'une société a atteint un certain seuil de richesse, la poursuite de son développement économique est sans influence sur l'évolution du bien-être moyen de sa population. Ou du moins, l'effet n'a cours que sur une partie seulement de cette dernière.

Le vrai du faux

Il n'est pas nécessaire de chercher très loin pour voir le terme de *fake news* mis à toutes les sauces. Mais paradoxalement, tout le monde n'en a pas la même définition. La notion de *fake news* désigne une publication qui se fait passer pour un article de presse sans en être un « faux » (dans le sens d'imitation).

Vrai ou faux ?

La forme la plus évidente de *fake news* est le mensonge délibéré, consistant à faire de fausses déclarations ou à déformer des informations importantes. Cela ne signifie pas que tout ce qui est publié est définitivement faux, mais cela signifie que la fiabilité de tout ce qui est diffusé peut-être critiquée.

Internet est le parfait vecteur pour les *fake news*, en effet l'omniprésence des réseaux sociaux participe indirectement à la propagation de ces informations trompeuses. Face à ce phénomène, les géants du WEB ont tous mis en place des dispositifs afin de pénaliser les médias véhiculant ces mensonges dans le but de regagner une forme de crédibilité pour leurs utilisateurs respectifs.

L'identification d'une fausse information relève d'un travail journalistique ; il faut d'abord en vérifier la source. Enfin, il est important de souligner que certaines études en apparence très sérieuses sont parfois commanditées par un tiers souvent dans le but d'en améliorer l'image. [...]

Maxence Larrère, IUT Paris-Descartes

Des Lydiens¹ à John Law

[...] Sous les lourds rayons du soleil qui écrasaient l'agora de ces terres de Lydie, des hommes accablés sur leurs marchandises attendaient, négociaient, échangeaient dans un bal de poussière, les uns ce qu'ils avaient fait sourdre de la terre, les autres jaillir du travail de leurs mains. Dans ce jeu vital et immuable, pourtant, planait l'horizon d'un monde nouveau. Frappés de bêtes qui semblaient comme surgir dans nos mains, des ronds de métal s'étaient vus échangés. Du fruit de notre travail pourrait donc advenir autre chose que la production issue d'un labeur réciproque ? Fallait-il troquer la confiance personnelle dans notre voisin artisan et éleveur

1. Ancien pays d'Asie mineure sur la mer Égée, connue d'Homère sous le nom de Méonie et dont un des rois fut Crésus.

pour une créance donnée abstraitement à l'inconnu qui promettait, par un objet recueilli dans le creux d'une main, un échange égal ?

Le poète de *Travaux et les jours*² nous recommandait : « Mesure bien ce que tu reçois de ton voisin et rends-le-lui exactement », sans tromper et honnêtement, car « confiance et défiance sont également la ruine des hommes ». Sur ce marché où les hommes éternellement se rassemblaient pour échanger et vivre, le germe d'un monde nouveau devait-il émerger ? Quelle confiance commune devrait naître au sein de notre cité pour que je croie recevoir la juste part de mon travail par une pièce de monnaie, que je l'échange auprès d'un voisin plus lointain dont la réputation m'était inconnue, que je la garde pour aller demain vers un autre encore avec mon pécule agrandi ? Sous le regard des dieux, allais-je y croire ?

Le jour tombait sur la rue Vivienne. Des groupes se formaient et se dégageaient au gré des rumeurs qui couraient emportées par l'air grondant de ce soir d'été 1720. Mon cœur tressaillait de colère et de peur tandis que ma main pressait ce bout de papier gardé au plus près de ma poitrine. Aurais-je été trahi ? John Law et tous ceux qui savaient avaient pourtant été formels : il suffisait que je le réclame pour que mon dû me soit remis en espèces, avec tout ce que j'aurais gagné. L'agitation gagnait les passants dont les mouvements s'accéléraient. Le courant nous portait vers le Palais-Royal. On criait aux fenêtres du Régent, on appelait au traître et au lâche, on demandait son or. La Banque générale ne pouvait être un mirage. J'avais vu ses coffres, ses hommes fort affairés aux encaisses, j'avais entendu les récits de l'or de Louisiane qui devait affluer en retour, j'avais vu autour de moi donner toujours plus pour acquérir ce coupon qui devait me rendre riche. Porté par le mouvement, j'avais eu sans en douter confiance en cet homme. Des Cassandre m'avaient pourtant prévenu, que d'un bout de papier ne pouvait naître fortune, que seul le labeur procure le manger. J'avais pourtant été séduit, convaincu que, pour les hommes, un monde d'échanges sans frontière s'ouvrait à la mesure de ce Nouveau Monde qui avait surgi. Aujourd'hui, fallait-il que moi aussi désormais je coure aux guichets de la rue Quincampoix récupérer ma mise ? Et s'il ne restait plus rien ? Ce voisin qui venait de se mettre à courir près de moi, se précipitait-il pour voler mon or ? [...]

Florian Le Gallo, Banque de France

2. Hésiode, VIII^e siècle av. J-C.

Renouer la confiance, un choix politique

[...] Pour Marie, cheffe d'entreprise, [...] 35 ans : « La confiance est un maître mot en commerce. Compte tenu de la situation actuelle, je pense que les entreprises ont un rôle important à jouer pour restaurer la confiance du consommateur et des salariés. Pour le consommateur, l'entreprise est souvent vue comme un exemple néfaste de la mondialisation. Pourtant, le baromètre Edelman montre que les citoyens attendent des entreprises qu'elles soient le moteur du changement social. En cela, nous disposons encore d'un capital confiance que nous devons développer. Pour répondre à ces attentes, nous devons inscrire la transparence dans nos processus de fabrication, qui doivent respecter des normes écologiques et sociales, en résumé mettre de la morale dans l'entreprise. Le consommateur doit être rassuré sur la qualité du produit, son processus de fabrication et l'origine de la production en favorisant les circuits courts ou en garantissant un revenu décent aux fournisseurs. Nous devons également remettre de l'humain dans la relation au client. Nous sommes sans doute allés trop loin dans la dématérialisation. Certains consommateurs sont prêts à payer plus cher un produit ou un service pour peu qu'ils soient bien accueillis, conseillés et rassurés sur la qualité du produit ou du service. La relation humaine avec le client doit redevenir un argument de vente. Nous devons aussi repenser nos méthodes de management en améliorant la qualité de vie au travail et en ne réduisant plus le salarié à un instrument de profit. Le salarié doit également être plus impliqué dans la vie de l'entreprise au travers d'expériences telles que la gouvernance partagée.

Renouer avec la confiance, c'est prendre soin de ses clients et de ses salariés dans un pacte de respect mutuel et de transparence. La confiance doit également s'inscrire dans le temps pour sécuriser les employés. L'insécurité – par exemple l'explosion des CDD – favorise une précarité préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise ».

David est professeur de piano et gilet jaune. Il est tout autant concerné par la notion de confiance que le chef d'entreprise. Il ne croit plus dans les élus politiques et les institutions démocratiques actuelles. Pour autant, il ne préconise pas l'avènement d'un pouvoir « fort ». Écoutons-le : « Le principal problème à mon avis est qu'une partie de la population est devenue inaudible. Les plus pauvres évoluent dans un monde à part qu'ignorent les élites et notamment les politiques. Au moins doivent-ils être justement représentés par exemple à l'assemblée nationale où siègent six députés du Front National (main-

tenant RN) alors qu'ils ont obtenu plus de 3 millions de voix. Cela passerait par une dose de proportionnelle. Par ailleurs, je crois que de nombreux Français aspirent à prendre part aux décisions politiques. On pourrait envisager des référendums locaux encadrés ou un tirage au sort de citoyens chargés de donner leur avis sur certaines décisions politiques. Enfin, nous avons besoin d'une politique volontariste de diminution des inégalités salariales, par exemple pour les femmes. L'ISF serait à remettre en place car il permet de taxer à minima les plus hauts revenus tout en ayant un impact psychologique et symbolique important chez les revenus les plus faibles. Enfin il faut être intransigent et transparent sur les conflits d'intérêt et la corruption. »

Pour Yasmine, étudiante, c'est la confiance dans les médias qui pose problème. Les réseaux sociaux, Facebook, Instagram, Snapchat, Twitter prennent le pas sur les médias classiques. La crédibilité de la télévision baisse régulièrement pour atteindre 38% (baromètre La Croix). Celle de la presse écrite est à 44% et celle de la radio à 50%. Le classement de la liberté de la presse (Reporters sans frontière) place la France en 32^e position. Écoutons Yasmine : « De nos jours, une rumeur ou une *fake news* sur les réseaux sociaux peut avoir des répercussions graves comme ces actes racistes perpétrés contre les Roms après une rumeur d'enlèvement d'enfants. Les personnes sont souvent déconnectées de l'actualité et préfèrent croire les histoires les plus ahurissantes sur les réseaux sociaux. Il faut réhabiliter le journalisme d'investigation qui recoupe ses sources. Il faut apprendre aux plus jeunes que ni Twitter ni les autres réseaux sociaux ne sont une source d'information fiable et que leur utilisation nécessite une analyse critique. Pourtant il faut se rappeler que nous n'avons pu avoir d'informations de certaines régions du globe (Alep par exemple) que grâce aux réseaux sociaux. Les articles de Wikipédia sont accessibles de partout et leur contenu est vérifié : ils constituent un exemple intéressant de ce qu'internet peut apporter à l'information objective de tous. Il y a donc un travail de la part des citoyens pour savoir appréhender les contenus et également un travail nécessaire des médias pour améliorer la qualité de leur contenu ».

Marie Lesens, Université Clermont Auvergne

Ça va bien se passer

Comme l'a souligné Jean-Hervé Lorenzi dans une tribune parue dans *Le Monde*, en mars 2019, « Leur perte de pouvoir [celles des politiques] est liée à leur perte de compréhension. »

La compréhension passe par l'expérience. Kant le souligne, « L'expérience nous apprend bien que quelque chose est de telle ou telle manière mais non point que cela ne peut être autrement. ». L'expérience seule ne suffit pas pour affronter une situation nouvelle. Nous attendons plus de notre classe dirigeante que de l'expérience, mais surtout un certain courage. Un courage qui s'illustrerait par exemple en brisant le tabou de la dette, en affichant sur les mairies, comme en Allemagne, le compteur de l'endettement de la commune. Le courage de dire simplement que la croissance ne suffit pas.

Par nécessité, le responsable politique a passé beaucoup de temps loin des réalités économiques du fait du long processus d'accession au pouvoir. On ne peut lui reprocher son manque d'ambition pour la nation, car on sait que la pomme ne tombe jamais très loin du pommier. Comme dans une entreprise, ce sont principalement les personnes extérieures qui apportent les nouvelles idées. C'est pourquoi un grand service que l'homme politique peut rendre à la société aujourd'hui est de laisser les alternatives s'essayer. Ainsi les hommes d'État pourront actionner les leviers qui leurs sont propres pour garantir la pérennité de la structure de notre pays.

Quels peuvent donc être les éléments qui pèsent sur cette structure ?

Sur le long terme, il me semble que le sujet principal est le vieillissement de la population. [...] Comment un jeune actif peut-il accepter avec sérénité de voir une partie de son salaire prélevée pour sa retraite en voyant que l'imposition des retraités augmente ? Vient ensuite la question de l'inflation et de la dépendance monétaire face aux décisions de la banque centrale européenne. Comment calmer la colère des « smicards » et des retraités quand l'institut des statistiques nationales annonce une hausse globale des prix supérieure à celle de leurs revenus ?

Ensuite vient la question de la répartition des richesses au sein d'un territoire donné, pour une population recensée et dont la situation financière est connue. Comment justifier que les personnes aisées voient leurs revenus augmenter plus vite que celles qui sont dans le besoin ?

Nous rentrons dans une période de baisse de l'emploi. Il va être nécessaire de faire preuve d'humilité face au reste du monde et d'admettre que le pays s'appauvrit ; principalement par le paiement des intérêts de la dette, un effet que la balance commerciale négative vient renforcer. Il sort plus d'argent qu'il n'en rentre, nos prix augmentent et ni la fiscalité des classes moyennes, ni l'investissement des plus riches ne peut enrayer

cette tendance. Admettre ce constat est déjà une preuve de notre force. L'admettre à l'échelle de la nation est une victoire démocratique et la promesse d'un avenir plus serein. Sans tomber dans la démagogie, il conviendrait d'accepter publiquement certains constats économiques de cet ordre.

Redéfinir les bases actuelles de notre système est fondamental pour rétablir ce climat de confiance indispensable à l'initiative et à l'entrepreneuriat. Un salarié ne consentira pas à voir son usine fermer si on lui dit que sa consommation peut la maintenir ouverte.

Nous attendons des dirigeants de notre pays qu'ils convoquent les plus beaux esprits qui les entourent pour dire à tous qu'ils ont un projet national et qu'ils veulent le soumettre de la façon la plus claire à la majorité. Des informations remontent chaque minute dans les téléphones de la moitié de la population, et certains pensent encore qu'une élection tous les cinq ans suffit à asseoir une légitimité. Au contraire, la confiance s'entretient chaque jour et se crée à partir d'un effort mutuel.

Pierre-Emmanuel Lockhart, Mazars

Ma chère enfant,

Trois mois... Trois mois, le temps qui reste avant ta naissance. Cette date du 21 juillet hier encore me terrifiait. J'avais peur.

Pas uniquement des responsabilités qui incombent à un futur père ou de ma vie qui allait changer. Non, tout cela ne m'effrayait pas autant que de penser au monde qui te serait offert. Je craignais que tu ne vois pas notre planète telle que j'ai la chance de la connaître, riche, fascinante, diversifiée, complexe et surprenante.

Mais surtout fragile.

Fragile et chaque jour menacée.

Car notre espèce pense que la terre lui est due et que ses ressources sont inépuisables.

Qu'une partie d'entre nous consomme frénétiquement pendant que d'autres n'ont rien.

Que les inégalités sont telles qu'une mobilisation de contestataires perdure et impacte l'économie d'un pays.

Que les populations perdent confiance dans leurs élites qui peinent à les comprendre, et que les plus défavorisées d'entre elles sont tellement accablées par aujourd'hui qu'elles ne peuvent se préoccuper de demain, celles-là ne peuvent

entendre la sonnette d'alarme des experts sur l'urgence d'agir maintenant pour le climat.

D'autres ne veulent pas entendre, 65 millions d'années après la disparition des dinosaures, qu'une nouvelle extinction de masse est en cours...

[...] Mais un changement de paradigme est en cours. Aujourd'hui, des personnes se rassemblent et se lèvent pour des causes qui n'étaient jusqu'alors pas entendues.

Grâce à elles je commence à ne plus douter.

Margot Lussignol, Dalkia

Et si le web avait fait disparaître la confiance ?

Créé il y a 30 ans, le Web a dépassé toutes les espérances de ses créateurs. Aujourd'hui, c'est plus de la moitié de la planète qui surfe sur la toile. Le Web est à la fois un magasin, une école, un cinéma, une banque, un guichet administratif : une offre de services en perpétuel renouvellement. Le web, c'est surtout un lieu incontournable de transmission des savoirs, une place publique où chacun est libre d'exprimer son opinion. « Et si le Web a créé des opportunités, donné une voix aux groupes marginalisés et simplifié notre vie quotidienne, il a également créé des opportunités pour les fraudeurs, et donné une voix à ceux qui propagent la haine et facilitent la perpétration de toutes sortes de crimes.¹ »

Trois ans après l'investiture de Donald Trump, le mot *fake news* est sur toutes les bouches. Élu mot de l'année 2017 par le dictionnaire Collins, les *fake news* sont le quotidien du président américain qui totalise 9 179 contre-vérités depuis le début de son mandat. Mais, loin d'être l'apanage des hommes politiques, les *fake news* sont un véritable problème de société. [...]

Faire des internautes les gardiens de la vérité

[...] Combattre les *fake news*, c'est aussi s'attaquer à leur modèle économique. Comme souvent, le nerf de la guerre est aussi l'argent car les *fake news* constituent une source de revenus pour les sites qui les relayent. Le trafic qu'elles génèrent se traduit en revenus publicitaires. Consulter et partager une *fake news*, c'est lui donner crédit, au sens figuré comme au sens propre du terme. Dans cette bataille, c'est aux internautes et aux annonceurs publicitaires d'asséner le premier coup. Entreprises et annonceurs peuvent d'ores et déjà s'opposer à ce que leurs campagnes publicitaires apparaissent sur des sites propagateurs de *fake news*. Quant aux internautes, l'éducation aux médias et la vigilance face aux biais cognitifs sont de rigueur. Chacun peut et doit devenir gardien de la vérité. À l'heure du *deepfake* et des fermes à trolls, la lutte contre les *fake news* ne pourra s'opérer que collectivement en impliquant gouvernements, entreprises, annonceurs publicitaires et internautes.

Loreley Mac Donald, Sciences Po Paris/BNP Paribas

1. Tim Berners-Lee, inventeur du World Wide Web.

J'ai rêvé d'un nouveau monde

Quant à la formation, l'égalité des chances permettrait peut-être à tout un chacun de s'épanouir dans le domaine dans lequel il souhaite entreprendre. Donner cette chance, c'est redonner de la confiance. Redonner la foi en l'autre, c'est lui laisser la parole. Et, je devais m'appuyer sur les intelligences de chacun et de leurs différentes spécificités pour construire ce nouveau monde *sans* guerre et rempli de confiance. [...]. Mais, je devais d'abord nouer des liens. Pas seulement des liens virtuels avec des objets numériques artificiels, (bien qu'utiles), parce qu'ils nous privent de la réalité du monde et nous empêchent d'agir par nous-même. Au-delà de toutes ces innovations, nous demeurons des êtres humains. Débranchons-nous ! La vraie connexion est de se souder entre humains ! Innovons dans ce sens pour notre bien-être et l'avenir.

Herlyne Mantuila, ESIEA

Technologie et démocratie

Qu'est-ce que la technologie ? De manière assez simple, on pourrait dire que la technologie est l'impact visible de la connaissance scientifique sur notre monde et sur notre société. Il est généralement admis que depuis les Lumières, les sociétés humaines se sont détournées des religions et se sont concentrés sur la compréhension de notre monde. On retrouve cette idée au XVIII^e siècle avec les Lumières, mais aussi dans le positivisme d'Auguste Comte au XIX^e siècle ou encore avec Max Weber et son concept de « désenchantement » du monde au XX^e siècle.

La technologie est l'expression de la science dans la société et a porté les plus folles espérances humaines. Certaines se sont réalisées, comme le rêve d'Icare ; d'autres, tel le transhumanisme, sont toujours présentes dans notre imaginaire et se réaliseront peut-être un jour.

[...] Comment renouer avec la confiance en la technologie pour qu'elle ne soit plus seulement un objet de crainte ou de désir mais un outil au service du bien commun et de la société ? Comment faire de la technologie le moyen d'un renouveau démocratique ? Il paraît impensable de refuser tout apport technique dans le monde mondialisé et complexe que nous connaissons, il faut donc accepter les outils à notre disposition, mieux les comprendre pour enfin les utiliser à bon escient.

D'un point de vue politique, la technologie permettrait d'entamer une transition douce vers la démocratie directe, pour le plus grand plaisir de Jean-Jacques Rousseau. Ce serait une urgence à l'heure où la démocratie représentative est arrivée à un point de non-retour. [...]

Arnaud Marboeuf, Université de Lille

Comment renouer avec la confiance ?

Il y a des schémas qui valent de longs discours, voir la double-page 108-109.

Juliette Meyer, Groupe ADP

Manifeste pour une France réconciliée

Quand vient le temps de penser la cohésion de nos sociétés, les propositions affluent. Les politiques s'affairent à tenter de réduire les inégalités économiques, à écouter à chaque voix qui compose la communauté, à réinventer notre système scolaire, le partage de notre culture, ou encore à faire naître des symboles communs. Mais, n'oublions pas que notre cohésion ne passe pas seulement par des situations individuelles équitables ou un sentiment partagé d'appartenance. Elle est aussi ancrée dans un territoire traversé par des flux qui travaillent et questionnent en permanence la cohésion entre les individus. Sans territoire, point de société. Il est ce lien essentiel qui relie tous les individus. Alors au moment où nous nous interrogeons sur la réconciliation des différents pans de la société, pensons à réfléchir aux fractures territoriales, qui, en même temps qu'elles sont le symbole de dissensions profondes, sont bien souvent les mères de toutes plaies.

À y regarder de plus près ces fractures territoriales sont omniprésentes. Les territoires sont des enclaves, abandonnées ou au contraire privilégiées. Comment espérer réconcilier les habitants d'un même pays, quand le territoire de naissance détermine tant nos vies ? Ainsi, il devient urgent de donner à

chacun non seulement le droit de s'épanouir dans son territoire, mais aussi le droit à la mobilité. [...]

S'il est impossible de faire une liste exhaustive des fractures territoriales de notre société, nous pouvons néanmoins en citer quelques-unes. Tout d'abord, la mondialisation économique est allée de pair avec une métropolisation des territoires, laissant *de facto* de côté tous ceux qui n'étaient pas directement reliés aux métropoles. Notre temps a aussi apporté internet, véritable territoire numérique, aujourd'hui inaccessible à certaines zones. Plus globalement, c'est l'ensemble du système de mobilité qui est grippé et qui ne permet plus à tous les citoyens de jouir également du territoire français. La volonté de résorber ces fractures ne doit pourtant pas s'accompagner d'une uniformisation du territoire : il est impératif de prendre en compte la diversité de celui-ci, parce qu'il abrite des populations, des ressources, des traditions et des histoires diverses que l'on ne peut sacrifier sur l'autel de la cohésion.

Comment alors recréer un lien et une unité, qui soient moteurs de confiance au sein de notre territoire ?

M
N
O

Un territoire n'est pas un espace figé, c'est un espace en constante mutation, dont les flux redessinent sans cesse les contours et le contenu. C'est au niveau de ces flux qu'il faut voir l'une des racines de notre crise de cohésion, car ils sont aujourd'hui soit bloqués, soit réservés à une faible part de la population, soit à sens unique. Par conséquent, il est urgent de démocratiser, de fluidifier et de densifier nos réseaux. L'un des réseaux sur lequel il faut porter les efforts est le rail, car il est une alternative écologiquement viable, dont la nécessité de développement est aussi appuyée par le besoin de proposer une alternative économique aux très polluants vols court-courrier. Dans une France réconciliée, la densification du réseau va de pair avec une décentralisation de celui-ci. Il n'est plus nécessaire de passer par Paris pour relier deux grandes métropoles, mais les métropoles sont reliées entre elles et leur apportent dynamisme et autonomie. Il faut donc mieux relier les grands territoires métropolitains, en même temps qu'il faut les définir précisément, sans laisser ces choix se faire au gré de stratégies politiques déconnectées de la réalité.

[...] L'accès à internet, est un prérequis au dynamisme des territoires et à leur cohésion. Il est impossible au XX^e siècle de penser un territoire où les habitants auraient les mêmes droits, sans un égal accès aux outils du numérique. [...]

Benjamin Michel, Sciences Po Paris

La confiance, une nécessité

Les Français estiment que la plupart des politiciens sont « déconnectés » de la vie réelle. D'un côté, il y a des élites inaccessibles et surprotégés, d'un autre, des citoyens qui peinent à boucler leur fin de mois. Une majorité de Français n'a plus confiance dans les politiques car certains sont corrompus, menteurs et ne prennent pas les bonnes décisions pour améliorer la vie. On assiste à une injustice fiscale et sociale d'où des manifestations à répétition et parfois violentes. La plupart des gens préfèrent les mesures conjoncturelles aux mesures structurelles, c'est-à-dire des mesures applicables très rapidement pour des effets à court terme. Les gens de manière générale n'aiment pas savoir qu'ils pourront bénéficier, peut-être, d'un changement positif dans leur vie à 5 ou 10 ans d'échéance. Ils veulent des résultats tout de suite. Le problème est que des réformes structurelles doivent aussi être faites pour redynamiser un pays.

Maxime Mocci, Rotschild Martin Maurel

Pourquoi l'euro nous est si indispensable ?

Au début de l'année 2019, nous avons célébré les vingt ans de notre monnaie commune. L'euro, le symbole le plus abouti de l'intégration européenne, a eu un début d'existence original et son processus de construction est toujours en cours. C'est pourquoi l'avenir de notre monnaie commune suscite une attention particulière et continue d'être débattu au sein de la société européenne.

La volonté politique de paix qui a donné vie à l'Union européenne, puis à notre monnaie commune a été globalement un succès : l'euro a fait preuve de robustesse malgré les nombreuses menaces et soupçons dont il a été l'objet qui auraient pu menacer son existence même. L'euro est une monnaie atypique et unique : contrairement à toutes les autres monnaies, les éléments qui ont permis sa création et ceux qui permettent son existence et son succès relèvent aussi d'une volonté politique, laquelle repose sur une construction *ex nihilo*.

[...] Le rôle et les fonctions de l'euro sont allés bien au-delà des simples fonctions d'échange, d'unité de compte et de réserve de valeur. Ses pères fondateurs lui désiraient une fonction beaucoup plus politique : une monnaie qui permettrait de

renouer avec la paix et la stabilité en restaurant une famille européenne d'inclusion, de tolérance, de justice, de solidarité et de non discrimination. Au-delà de sa valeur politique, l'euro prouve son caractère unique par une confiance non plus basée sur des éléments tangibles – comme les métaux précieux – mais sur une croyance collective en des institutions garantes de valeurs communes partagées. Ces institutions assurent aujourd'hui le bon fonctionnement de notre monnaie unique ainsi que le renforcement de la confiance envers cette dernière.

Malheureusement, les récentes crises de confiance dont la zone euro a été victime ont remis en cause les valeurs sur lesquelles cette dernière reposait et a fait naître un sentiment de scepticisme envers les institutions européennes, mettant en péril l'euro. Ces mêmes institutions ont pourtant joué un rôle clé lors des crises économiques et financières de ces dernières années, notamment parce qu'elles ont permis de limiter les effets de contagion financière, de permettre l'égalité de traitement entre pays de la zone euro et de permettre l'exercice de la souveraineté pour chacun d'entre eux. Les différentes crises que la zone euro a traversées nous ont permis de voir que nos institutions ont pu renforcer leur rôle en adaptant leurs réponses à la crise au-delà des règles préétablies: nos dirigeants européens ont ainsi été capables de passer d'une gestion technocratique et bureaucratique de la crise de la zone euro à une réelle volonté politique haute en créativité et cela a incontestablement permis de préserver notre monnaie unique. Plus concrètement, des institutions européennes ont été créées, des mécanismes et politiques monétaires ont été mis en place dans le but d'éviter la propagation et l'aggravation de crises locales.

[...] L'euro a été créé pour incarner une volonté politique, qui doit être préservée. La zone euro a encore beaucoup à faire, notamment renforcer ses institutions garantes de la monnaie unique, encourager les débats au sein de la société, éliminer les préjugés nationaux apparus en période de crise et orienter les réflexions des citoyens en termes européens. Les institutions européennes doivent réagir à la perception par ses citoyens du manque d'équité entre les pays et les classes sociales de notre société européenne.

Malgré ces menaces, un sondage récent de l'Eurobaromètre fait ressortir que 75% des citoyens européens restent favorables à l'euro. Gardons cela à l'esprit. Rompre la confiance en l'euro, c'est rompre avec les éléments qui régissent les valeurs communes auxquelles les européens se rattachent, c'est également vouloir rompre avec notre psychologie collective qui fonctionne sur une croyance, une adhésion et des instruments

collectifs. [...] Comme le disait Jean Monnet, « Les institutions peuvent, si elles sont bien construites, accumuler et transmettre la sagesse des générations successives ».

Zohra Oualid, Université de Cergy-Pontoise

Rêve d'Afrique du sud

L'esprit de Mandela visite en rêve une vendeuse ambulante bien découragée...

[...] Pendant toute sa présidence *Madiba* avait privilégié la réconciliation raciale. Mais qu'en restait-il en 2019 ? Les inégalités entre blancs, métisses et noirs étaient encore tellement la norme ici-bas. Les noirs que dis-je, les *blacks*, le mot « noir » étant devenu une insulte, sont encore si souvent méprisés et discriminés sur la Terre même de leurs ancêtres qui se sont battus pour cette égalité fantasmée. [...]

« L'esprit d'*Ubuntu* est Respect, Serviabilité, Partage, Communauté et Générosité et Confiance... » [...]

D'une voie résonnante de sincérité Mandela poursuivait :

– Le sens de l'autre et de la communauté, telle est la base sur laquelle on pourra rétablir la Confiance. Depuis mon enfance et de par mon éducation j'ai essayé d'être conduit par l'éthique et la philosophie Humaniste. Le mot *Ubuntu* issu de langues bantoues du sud de l'Afrique, désigne une notion proche des concepts d'Humanité et de Fraternité. « Quelqu'un d'*Ubuntu* est ouvert et disponible pour les autres car il a conscience d'appartenir à quelque chose de plus grand » a un jour dit mon ami Desmond Tutu...

Jade Perlot, Lycée Jean-Baptiste Vuillaume, Mirecourt

La concurrence fiscale est-elle inévitable dans l'UE ?

« Aimer l'Europe c'est la changer. » C'est le slogan choisi par Thomas Piketty pour s'attaquer à un système fiscal « de plus en plus biaisé en faveur des plus mobiles à tel point que les coûts de la concurrence fiscale deviennent de plus en plus lourds pour les classes moyennes et populaires, potentiellement plus lourds que les gains de l'intégration commerciale. »

[...] La concurrence fiscale ne peut se lire qu'à travers cette asymétrie des forces. La fiscalité devenue un critère majeur d'attractivité, les États doivent se distinguer et innover pour plaire, menant à l'érosion de leur souveraineté fiscale. Si la recherche économique ne nie pas les bienfaits d'un degré limité de concurrence fiscale, elle peut s'avérer dévastatrice quand

elle atteint son paroxysme, sur le plan économique, comme sur le plan politique.

Ainsi, il convient de rappeler que la capacité de l'État à lever l'impôt détermine sur le long terme sa capacité à assurer à ses citoyens un système efficace de protection sociale et un accès égal à des services publics de qualité. La menace ne s'arrête pas là, le risque majeur que la concurrence fiscale nous fait courir est sans aucun doute « la remise en cause du caractère redistributif de l'impôt et des mécanismes de solidarité financière », véritables ciments de nos démocraties. En outre, au regard de la charge fiscale placée sur les facteurs moins mobiles, c'est-à-dire caractérisés par leur incapacité à échapper à leur condition nationale, un sentiment d'injustice fiscale a émergé dans de nombreux pays pour lesquels les conséquences politiques se payent souvent au prix fort.

Valère Piérard, Sciences Po Paris

La confiance est morte. Ou l'est-elle réellement ?

[...] Ainsi, à l'heure du retour de la géopolitique, de la montée en puissance de nations émergées ou émergentes, du retour des tentations protectionnistes, parfois au sein du monde occidental, les citoyens européens, et français en particulier, sont plus exposés que jamais. Leur confiance en eux, dans les autres et dans un idéal, s'est profondément dégradée. Or nous le savons désormais, l'enjeu de la confiance n'est pas seulement majeur, il est vital. C'est de la survie du modèle occidental qu'il s'agit. La réponse à apporter à la question « comment renouer avec la confiance ? » déterminera l'avenir de nos sociétés. En Europe plus particulièrement, l'enjeu de la confiance est aussi celui du plus vaste projet d'union de peuples de l'histoire. De l'individu européen à la communauté de l'Union européenne, il nous appartient de bâtir une confiance des citoyens en eux-mêmes, dans leurs institutions et dans le grand projet de l'Union pour leur avenir. Les difficultés rencontrées par les Britanniques dans le cadre du Brexit doivent rappeler à chacun dans l'Union que celle-ci a du sens et de l'importance sur leur vie. Si la confiance n'est pas restaurée, les conséquences seront terribles, profondes et imprévisibles.

Quentin Pruvot, Paris 2 Panthéon-Assas/Safran

Soyons des diffuseurs de confiance

Sans incertitude, nul besoin de confiance. Aucune place pour le doute, tout est connu d'avance. C'est parce que le monde est imprévisible et incertain, parce que je ne sais pas de quoi sera fait demain, parce que j'ignore si mon ami me trahira ou si la croissance repartira, que je recours à la confiance. Je décide de me fier à cet ami ou à la conjoncture, sur la base d'un sentiment qu'ils m'inspirent. Je pose un acte de foi, je parie sur l'avenir. Et incertain, notre environnement l'est. Les sources d'incertitude sont nombreuses et les exemples ne manquent pas.

[...] Dès lors, la clef pour renouer avec la confiance serait de limiter l'imprévisibilité, autrement dit d'œuvrer à la stabilité à la fois des institutions, des valeurs et des règles qui organisent la société. Encore faut-il que ces dernières suscitent l'adhésion. Or aujourd'hui les règles que nos aïeux et nous avons choisi d'établir ne semblent plus fédérer les espérances et les esprits, peut-être par manque de pédagogie, de vision mais aussi du fait des faux pas et des scandales, qui en ont décrédibilisé plus d'un.

[...] Chacun de nous, par son comportement, a en effet le pouvoir d'être un acteur de la défiance ou de la confiance. L'une comme l'autre est contagieuse. Un journaliste qui traite l'information avec recul et rigueur, ou un manager qui valorise et inspire ses équipes, participent à la création d'îlots de confiance autour d'eux. Et c'est de la rencontre de ces îlots de confiance, que nous pouvons espérer inonder la société tout entière.

La confiance n'est finalement pas que fonction de l'incertitude. Elle est avant tout un sentiment qui comporte une part de subjectivité et d'irrationalité. Elle n'est jamais acquise, et se dissipe plus facilement qu'elle ne se construit. Nombreux sont ceux dont la capacité à accorder leur confiance a été altérée par des déceptions successives. Renouer avec ce sentiment demeure néanmoins essentiel pour bâtir un climat collectif serein. Un discours, une vision partagée et incarnée aussi bien qu'un événement sportif ou culturel peuvent susciter de l'espérance et y participer. À nous, de nous sentir collectivement responsable de cette reconstruction et d'en organiser les conditions sur le temps long.

Delphine Rattiez, Audencia Business School, Nantes

Éducation, initiatives citoyennes et UE, leviers du changement

[...] Ces changements sociétaux nécessitent des leviers. Parmi eux, on trouve l'éducation. Nous pouvons pour commencer saluer le travail déjà fait par les politiques actuelles pour l'éducation des futures générations aux défis à venir. Il faut poursuivre dans cette voie, comme en ajoutant une journée à la période de service national universel liée à l'environnement et au réchauffement climatique. [...] En cette période de grand changement, il est nécessaire de prendre le temps d'informer les citoyens sur les enjeux actuels. Le gouvernement doit prendre plus de temps pour expliquer ses choix en utilisant à meilleur escient les canaux de communication existants. L'ensemble des hauts fonctionnaires et des personnes de la vie politique doit être fortement sensibilisé aux enjeux environnementaux car ce n'est plus une question d'opinion à ce niveau de responsabilité.

Il est intéressant d'observer que ce climat de méfiance, couplé à la révolution numérique ont rendu les citoyens curieux et désireux de participer au monde qui les entoure. C'est une opportunité incroyable. Il faut amplifier cette dynamique, transmettre la connaissance et leur donner des responsabilités dans la vie politique. Sur le climat, le gouvernement actuel l'a compris, il a annoncé récemment la création d'une assemblée de 400 citoyens tirés aux sorts pour réfléchir à cet enjeu.

Dans les entreprises, on observe un phénomène similaire. Le succès du management agile et de la transversalité est en partie corrélé avec cette envie des collaborateurs de participer aux prises de décisions. Pour ce faire, ces méthodes demandent plus de transparence en interne et un meilleur accès au savoir. [...]

Le dernier levier, prérequis pour que les autres fonctionnent, est l'Ethos. La communication et l'éducation nécessitent de la légitimité pour renouer avec la confiance. Tout comme les différents acteurs de notre société, c'est par ses actions que l'on détermine sa valeur.

Nous sommes à l'aube de changements difficilement prévisibles. La confiance entre les acteurs est donc indispensable. C'est par la cohésion que l'avenir s'écrira. Prenons nos stylos, il n'y a plus qu'à.

Léo Rémy, ECAM Rennes/Gecina

Relations inter-entreprises

Certaines petites et moyennes entreprises ne peuvent pas travailler avec des grands groupes parce qu'elles n'ont pas les moyens de respecter les éventuelles pénalités présentes dans les contrats ou dans les conditions générales d'achat. Elles ont donc du mal à se développer.

Ce rapport de force inégal est néfaste pour l'économie. C'est pourquoi, il serait opportun de développer des partenariats particulièrement entre les grands groupes et les PME. Cela permettrait premièrement un développement économique pour les petites et moyennes entreprises qui pourrait ainsi contribuer à la baisse du chômage. Par ailleurs, pour les grands groupes, choisir de s'allier avec une PME c'est choisir un fournisseur local, favoriser les circuits courts et participer au développement durable. De plus, un partenariat implique une réduction drastique des coûts de contrôle, notamment avec la mise en place d'une assurance qualité fournisseur. Enfin, les entreprises peuvent faire du co-développement dans le but de développer ensemble un produit en partageant de la technologie ou de la connaissance.

⋮

P
Q
R

Amélia Rezagui, IAE Grenoble

La Place Gaillard

Il n'y a guère d'activité plus enrichissante que de marcher autour de la place Gaillard à Clermont-Ferrand. Elle étale ses racines pour mener en quelques pas à la place de Jaude, la plus grande place de Clermont-Ferrand. On y croise des gens qui chantent, qui dansent, qui admirent, qui consomment, qui manifestent. Elle est aujourd'hui plus bondée qu'à l'accoutumée, avec de nombreux jeunes la plupart habillés en vert et armés de banderoles aux messages axés sur l'environnement. L'un d'entre eux m'interpelle : « Pourquoi tu ne portes pas de banderoles avec nous ? » « Qu'est-ce que vous dites sur ces banderoles ? » lui demandai-je. « Les calottes sont cuites », « Halte au climassacre », « Il est encore temps », « Jambes nues en octobre, tu trouves ça normal ? ». Tous ces messages portent une idée unique : il faut changer pour sauver l'environnement.

« Nous croyons tous ici en un développement durable qui ne répondrait pas qu'à la simple théorie ou l'utopie. Le développement économique est le gage de notre évolution, mais si nous n'avons plus notre planète pour évoluer, à quoi ça sert ? C'est ce que nous défendons tous ici ; personne ici n'est

altermondialiste, anarchiste ou quoique ce soit d'autre, nous sommes simplement préoccupés par l'avenir et le monde laissé à nos enfants. Imagine, celui-ci ne sera peut-être plus là quand il s'agira de voir naître tes petits-enfants... ». Il poursuit : « La solution ? Ce n'est pas une chasse aux sorcières qu'il faut, mais simplement une collaboration entre les acteurs économiques qui soit complète dans ce domaine. Un exemple très simple : si tout le monde se fait suffisamment confiance pour se promettre de mettre en place une taxe Tobin par exemple, soit une taxation sur les plus-values de toutes les transactions financières sans exception, sans discrimination d'un pays ou d'un autre, et à hauteur infime de 0,01% pour ne pas déséquilibrer le développement économique des États et éviter un effondrement des marchés financiers, nous pourrions récupérer de manière équitable une somme considérable qui pourrait être affectée à la transition énergétique, à la recherche pour développer des solutions écologiques, etc. Il ne manque que la confiance : en 2001, notre Assemblée Nationale a validé le principe de cette taxe Tobin sur le marché des devises mais a bien précisé qu'elle n'entrerait en vigueur que si tous les pays de l'Union européenne faisaient également ce pas en avant. C'est le message que nous souhaitons aujourd'hui porter : les solutions ne sont pas introuvables, il suffit juste de faire un pas vers l'autre ». Je restais marqué par cet optimisme dans le discours de ce jeune alors qu'autour de ces manifestants, seulement quelques mètres plus loin, le son des chants de protestation s'estompait et que la vie suivait son cours comme si de rien n'était...

⋮

P
Q
R

⋮

[...] Je comprenais pourquoi j'aimais tant marcher autour de la place Gaillard à Clermont-Ferrand : elle est à l'image de mon pays. Elle réunit à portée de main les acteurs moteurs d'une société qui aspirent tous à la viabilité de notre système mais sans être d'accord sur la manière d'y parvenir. À cet égard, le pessimisme pourrait être de mise : chacun d'entre eux se trouve incapable, d'entamer un dialogue et de tendre la main à l'autre, en relativisant sa position pour en forger une qui répondrait à un intérêt commun. Toujours est-il qu'il est indéniable que cette proximité existe, et qu'un seul élément manque au fonctionnement d'une économie viable, plus juste, et écologiquement responsable : la confiance. Apparemment abstraite et futile dans les relations économiques, elle n'en demeure pas moins l'élément déterminant qui à n'en pas douter fera basculer les questionnements vers leurs solutions. Il manque si peu. L'espoir est de mise.

**Jean-Baptiste Roux, Université Clermont Auvergne,
École de droit**

—

À quand la prochaine crise financière ?

[...] Sachant qu'une crise financière est inévitable, pouvons-nous malgré tout renouer avec la confiance ? En fait, « il suffit » que la crise financière ne reste qu'une crise financière et non économique ou sociale. Ainsi les seuls perdants de ladite crise seraient ses participants. Quel est le problème dans le fait que les joueurs de casino perdent de l'argent s'ils en sont les seuls perdants et que le reste du monde n'en est pas affecté ? Ainsi l'objectif premier est de contenir la crise dans la sphère financière. Suite au krach de 2008, des mesures ont été mises en place pour permettre aux banques de palier à elles seules la prochaine crise financière, notamment les accords de Bâle III qui ont pour but de garantir un niveau minimum de fonds propres et de renforcer la solidité financière des banques. Ainsi les banques et autres acteurs financiers seront les premiers touchés et devraient réussir par eux-mêmes à survivre pendant une crise, sans que l'état ne les soutiennent de quelque manière, et donc que la société et l'économie réelle en soient impactées. La confiance entre les financiers et la société peut donc bien être remise en place si les prochaines crises sont effectivement contenues.

Donc oui la crise arrive, cette année, l'année prochaine ou peut-être même demain, et alors ?

Diego Sanchez, Toulouse Business School

Lettre à la République

[...] Tu aurais dû investir et croire en nous. Il y a deux axes d'action que tu as totalement ignorés. D'abord, il aurait fallu directement investir en nous. Que tu le veuilles ou non, nous sommes ici pour rester. Nous faisons partie du paysage français. Nous faisons partie de ton capital humain, de ta main-d'œuvre. [...]

[...] Tu devrais investir en nous. Nous ne voulons pas être assistés. Nous voulons être acceptés et avoir les mêmes chances que les autres. Nous voulons l'égalité et l'accès à des opportunités. Nous voulons avoir le droit de rêver et de croire en la possibilité de réalisation de nos ambitions. Et, pour cela, nous avons besoin d'un accès à des ressources humaines, culturelles et financières plus importantes. Nous avons besoin de plus de professeurs et autres encadrants. Nous avons besoin

d'activités culturelles. Nous avons besoin de bourses et d'un accompagnement humain quand on décide de continuer les études après le lycée. Mais aussi, peut-être surtout, nous avons besoin d'être visibles, respectés, écoutés. Continuer de nous ignorer ne résulte qu'en notre plus grand éloignement du reste de la société, qu'en l'agrandissement de la déjà très établie fracture sociale.

À l'avenir, si tu décides d'agir, rappelle-toi, nous ne pouvons pas avoir confiance en toi, et en un avenir commun si tu ne nous fais pas confiance.

La jeunesse désabusée des quartiers.

Anissa Sidhoum, Sciences Po Paris

La tisserande éclairée

Dans sa chaumière, une vieille femme ravaude une Toile bien endommagée par la dernière crise. Sans s'arrêter de travailler, elle donne ses conseils...

« La confiance est un pari. Comme tout pari il lui faut des règles », telles furent les paroles liminaires de la tisserande. « Seuls, nous ne pouvons pas être trahis, mais nous sommes vulnérables. Ensemble, la trahison devient le risque de la prospérité dont la confiance est l'assurance. » [...]

« Il faut axer l'éducation sur l'esprit critique et la construction des savoirs. L'esprit critique ne consiste pas à rejeter les savoirs existants mais à en cerner les limites par la réflexion et la confrontation à d'autres connaissances. » [...]

« La Grande Toile retrouve sa place, prenez-en soin. Soyez francs et précis, l'incertitude mène à la méfiance. Vos engagements seront tenus en concertation avec les parties prenantes, afin que la confiance perdure et que les changements nécessaires à notre société soient compris, acceptés et soutenus par tous. La justice et les forces de l'ordre sont les premiers remparts contre la défiance, renouer leur lien avec la population est donc primordial. La sécurité est le terreau de l'espérance. Elle doit être partagée avec les autres pays, sans pour autant être naïve. La confiance vous permettra d'accomplir les plus grandes prouesses, sans elle vous ne pourrez pas gouverner. Elle est faite de la matière la plus précieuse et la plus fragile, elle met des années à être tissée, mais si elle n'est pas entretenue elle ternira et se détricotera en quelques instants. » [...]

« Ayez foi en vous. Afin de renouer des relations de confiance avec autrui, vous devez vous-mêmes gagner en assurance ; ne doutez pas de vos compétences, car nul ne peut se fier à quelqu'un qui est en proie à l'incertitude. Soyez déterminés et concernés, vous êtes les mailles de cette nouvelle confiance sociale. Attendez beaucoup de vos dirigeants, mais n'en attendez pas trop. Demandez-leur un environnement juridico-économique stable et propice aux échanges, une exemplarité et de la bienveillance, mais n'espérez pas que tout puisse être réglé en quelques jours, le chemin est long et périlleux. La confiance sera le moteur de ces évolutions, des sacrifices seront nécessaires, par tous. Les objectifs fixés et les moyens alloués doivent être crédibles pour que la confiance perdure. » [...]

Émeric Stamper, Safran

Croire ensemble

« Le feu, toujours plus ardent, assimile en un instant les matériaux qu'on y entasse ; il les absorbe ; et, nourri par ces mêmes aliments, il n'en est que plus fort et ne s'en élève que plus haut. » Marc Aurèle, *Pensées*.

Le feu ne connaît pas la peur. Le feu est toujours confiant. Il avance, inexorablement. Bien plus rapidement que tout le reste, qu'il finit par détruire. L'actualité nous a rappelé à quel point le feu peut être dévastateur et imprévisible. Il a suffi de quelques heures pour que tous les yeux se tournent vers notre maison commune qui s'enflammait. Seulement quelques heures. Et désormais confiants, toute notre énergie se concentre sur ce que nous allons reconstruire ensemble.

L'Homme ne sait pas vivre au milieu des ruines. Toujours, il rebâtit. De nombreux villages sont faits des pierres d'anciens édifices et ce sont les terres brûlées qui accouchent des champs les plus fertiles. C'est lorsqu'on touche, apparemment, le fond que surgit alors la confiance, telle une élévation. Un projet économique, censé conduire une société vers un même destin, n'est pas viable sans une confiance unique et partagée. Et pour cela, les peuples ont besoin d'en comprendre le dessein.

L'étymologie du mot confiance nous renseigne sur ce dont nous avons besoin : confiance signifie « croire ensemble ». Effectivement, aujourd'hui nous avons besoin d'avancer ensemble. Mais notre modèle économique est, lui aussi, un grand monument à terre. Tous ceux qui trouvent du charme

aux ruines n'ont rien compris, ou alors ils pensent à un autre lieu où habiter. Sauf que nous n'avons pas de pays bis, il n'y a pas de planète B.

Pourquoi parle-t-on aujourd'hui d'une crise de confiance ? La réponse est simple : est-ce que quelqu'un sait où nous allons ? Est-ce que quelqu'un a le sentiment que nous avançons ensemble ? Pourquoi autant de personnes, défilent-elles toutes les semaines, vêtues de couleur vive ? Pourquoi ont-elles besoin d'être vues ? Pourquoi tant de créateurs se sentent-ils freinés dans leurs possibilités d'investir et d'innover ? Un seul mot pour répondre à toutes ces questions : la confiance. [...]

Les réponses pour adapter le modèle économique à notre temps ne proviendront pas de modèles statistiques chiffrés, d'équations mathématiques apparemment savantes. Les meilleurs économistes, les meilleurs entrepreneurs, les meilleurs penseurs ne comprendront l'économie du XXI^e siècle que lorsqu'ils y auront injecté un nouveau carburant.

Renouer avec la confiance, c'est rejoindre un projet économique viable. Il n'y a dans ces mots ni folie ni naïveté, seulement la raison placée ailleurs. La raison s'est déplacée, le modèle économique ne l'a pas encore suivie. Il faut en finir avec les mots et les modèles qui nous maintiennent dans le passé.

Cédric Stanghellini, Paris Executive Business School

La Ruche mécontente ou les fripons devenus honnêtes gens

« Une bonne partie de la lutte de l'humanité tourne autour de la tâche de trouver un compromis acceptable – c'est-à-dire qui permette le bonheur entre les prétentions individuelles et les exigences collectives. » (Sigmund Freud, *Malaise dans la Civilisation*, 1929).

Un gros essaim d'abeilles habitait une ruche spacieuse. Elles y vivaient heureuses dans une tranquille abondance. Ces insectes, célèbres par leurs lois, ne l'étaient pas moins par le succès de leurs armes et par la manière dont ils se multipliaient. Leur domicile était un séminaire parfait de science et d'industrie. Il régnait dans la Ruche un parfum de prospérité que tous les autres animaux leur enviaient. [...]

Mais hélas, un malheur s'abattit sur la Ruche ! Une grave crise pollinique, sans doute causée par les produits étranges dont on les aspergeait, entraîna un ralentissement de toute l'économie. [...]

« Quittez donc vos plaintes, mortels insensés ! » Il est grand temps de se concentrer sur le troisième pilier de notre devise républicaine : après la croyance dans l'Égalité et dans la Liberté, il faut désormais s'atteler à développer la Fraternité. La croyance du Tout-État au nom de l'Égalité, tout comme celle du Tout-Marché au nom de la Liberté, a fait de la société la grande oubliée. Raviver la Fraternité doit permettre aux individus de coopérer et de faire de la société le liant entre État et Marché : à la logique économique et à la recherche des prétentions individuelles et du bien-être matériel se superposerait le registre de la générosité, de la reconnaissance et du vivre-ensemble. État et Marché s'en trouveraient (ré)conciliés. Certainement, la grande difficulté réside dans le fait que la Fraternité ne peut se décréter. Il n'y a ni norme, ni programme ou recette magique, il faut s'en remettre à l'informel : la coopération nécessite bien du temps et beaucoup de compromis, parfois bancals et non aboutis. Paradoxalement, de ces rapports informels émergeront des pratiques plus durables, mieux acceptées et partagées par l'ensemble de la société. Aussi, la confiance doit moins puiser sa source dans des vérités tirées de systèmes figés et immuables – justifiés par des analyses et des données peu susceptibles d'éveiller en nous le désir d'agir – que dans nos relations, sentiments et expériences, lesquels nous ébranlent et nous mettent en mouvement dans le sens et la direction pour l'action.

François Stolze, Total

Un médiateur comme solution

[...] La monnaie est le support par excellence où se matérialise la confiance. L'apparition des monnaies virtuelles à la suite de la crise de 2008 est loin d'être anodine. Elles représentent des objets alternatifs de confiance économiques. Si les citoyens n'ont plus confiance en leur monnaie, ces dernières perdent instantanément leur valeur. Bien que ce soit un scénario dont nous ne souhaitons guère l'avènement, il n'est pas inévitable en cas de crise économique violentes.

Économiquement parlant, la *blockchain* est donc un support d'échanges monétaires qui fait fi du système bancaire traditionnel souvent opaque et suspect aux yeux des citoyens.

[...] En définitive, une réflexion sur la mise en place d'un système sociétal incluant la technologie blockchain semble être une porte d'entrée intéressante pour la mise en place de relations plus claires, plus saines et transparentes entre les différents acteurs de la société. Cependant il faudra rester attentif à l'impact économique en termes de suppressions/créations de postes, et accompagner le changement notamment par la formation et le conseil.

La transparence est une des modalités essentielles pour renouer avec la confiance, quelle que soit l'échelle. La blockchain est sans doute l'une de ces clés liées à cette modalité. Tout l'enjeu est désormais d'avoir confiance en la clé.

Nicolas Tallet, Université Bordeaux Montaigne

Le millefeuille et les pâtisseries de l'intelligence artificielle

[...] Or présenter la machine comme une ennemie de l'homme, incontrôlable et imprévisible, c'est oublier que si elle façonne notre société, elle est également déterminée par celle-ci. C'est oublier que comme l'éducation ou la religion, la technologie est un vecteur de valeurs, elle donne à voir et transmet ce que l'on y met, et qu'elle agit en formidable ostensor de puissance douce. C'est oublier que les changements sociétaux qu'elle induit sont ancrés dans une temporalité, une trajectoire sociétale historique et culturelle. C'est oublier que la révolution technologique qui fait les titres de tous les journaux devrait être portée, si ce n'est pas déjà le cas, par, et pour, des femmes et des hommes. Peut-être faudrait-il alors non pas tant s'inquiéter de voir les machines remplacer les humains, mais plutôt s'alarmer que des humains se comportent comme des machines, et deviennent si « facilement » remplaçables. Plutôt que de déplorer ou se résigner à l'avènement des robots, il s'agit de construire un environnement technologique qui renforce notre capacité d'agir.

[...] À mon sens, un usage responsable des données inclut non seulement leur protection et la transparence de leur utilisation, mais aussi une utilisation raisonnée dans le sens d'un accès et d'un stockage parcimonieux. Outre les considérations environnementales, il s'agit de toujours remettre en question notre gourmandise pour les données. J'ai eu la chance de participer au programme *Data Science for Social Good* de l'université de Chicago, et j'ai travaillé sur la prédiction du risque pour

un enfant qui ne reçoit pas le vaccin contre la rougeole avant l'entrée en primaire à partir de données de carnets de santé électroniques d'enfants. Notre partenaire, un institut national de santé publique en Europe, était soucieux de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données, et ne nous avait pas fourni toutes les données de ces carnets. Cependant, l'accès à certaines informations, comme le niveau scolaire des enfants aurait pu faciliter la construction du modèle prédictif et améliorer ses performances. Et au risque de sembler provocante, je vous avouerai que je me suis trouvée tiraillée entre les possibilités qu'offrait la mine d'or de données à notre portée et la conduite éthique à adopter. Est-ce qu'on considère que le bien sociétal justifie les moyens ? Est-ce juste de préférer le respect du cadre légal au potentiel impact social, en matière de santé publique qui plus est ? D'un autre côté, l'approbation des autorités de santé publique, et des médecins en contact avec les patients serait-elle suffisante pour déroger à la règle, avec toutes les conséquences que faire une exception implique ?

Mélisande Teng, CentraleSupélec/ESSEC

Entre angoisse et indifférence, comment se saisir de l'urgence climatique ?

[...] L'art de mieux te comprendre, toi, Nature, pour vivre en harmonie. Sénèque pensait déjà que la véritable sagesse consiste à ne pas s'écarter de la Nature mais à mouler notre conduite sur ses lois et son modèle. Nous prenons à ce jour conscience que notre modèle, basé sur l'utilisation intensive de tes ressources n'est pas viable. [...]

Nous devons nous donner la peine d'agir collectivement pour notre maison. Les grands changements ont toujours été poussés par de grandes mobilisations. Donnons-nous les moyens d'avancer à notre échelle. Le monde suivra. Nous attendons des exemples passivement, mais nous devrions les créer. L'action citoyenne et responsable de chacun aura bien plus d'impact que le fait de rester dans l'attente d'une prise de décision des institutions. Les possibilités de développement d'un modèle vertueux sont vastes car ta diversité est riche. La montée des manifestations pour le climat montre un intérêt des individus pour ces préoccupations. Nous n'avons pas pour autant changé nos modes de consommation et de production pour respecter notre environnement. L'urgence

climatique étant entamée, nous devons trouver les moyens d'agir collectivement en mettant nos forces en commun. Sans être dans l'angoisse ou à contrario dans l'indifférence, agissons tous ensemble ! Trouvons par nous-mêmes les clés pour agir au travers de l'éducation et de l'enseignement des enjeux climatiques, l'engagement de tous vers les écogestes. Interrogeons-nous sur ce qui est strictement nécessaire à nos besoins et contribue à notre bonheur. Réinventons nos pratiques afin de les rendre moins énergivores. Engageons-nous dans ce voyage pour l'amour de notre planète et saisissons cette nouvelle opportunité. L'insensibilité est trop souvent manifestée par le signe d'absence d'amour chez quelqu'un qui ne répond pas au sentiment qu'il inspire. C'est l'état d'une personne qui n'exprime ni intérêt, ni amour, ni crainte, ni peur. Or, je pense que nous sommes de plus en plus nombreux à exprimer l'intérêt de vivre en harmonie avec la nature, nombreux à craindre le réchauffement climatique ou la disparition des espèces, nombreux à avoir peur des conséquences de ces changements. Cela m'amène à me poser la question : Avons-nous suffisamment de conscience collective dans le monde pour t'aimer et te sauver ?

Annelise Vasseur, Engie

Renouer avec la confiance, le pouvoir et le vouloir

[...] La confiance est un cercle vertueux, si je suis confiant je rendrai les gens autour de moi confiants. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que quelque chose de plus grand que nous résolve notre problème, c'est l'action individuelle qui entraînera l'action collective. Le changement de la société passe par le changement de ceux qui la composent. Nous pouvons tous impacter le système par nos choix, chacun à son échelle nous pouvons améliorer le système, et même le changer si nécessaire.

L'être humain a toujours fait preuve de génie pour dépasser les obstacles et se relever. Il y a encore beaucoup d'obstacles à franchir et ils ne sont pas les mêmes pour tous. Certains pays ont des dictatures à faire tomber, certaines personnes ont un mode de vie respectable à respecter, certaines économies doivent se relever et réduire leurs inégalités. Nous avons tous une planète à protéger car nous le devons et surtout nous le méritons. C'est en se faisant confiance et en s'aidant que nous pourrions tous faire face à ces obstacles, ensemble car les ac-

tions collectives ont un plus fort impact (économiquement par exemple, les politiques budgétaires aussi fortes qu'elles soient auront un impact faible si elles ne sont pas coordonnées entre pays où les échanges sont importants). Pour quitter ce cercle de la défiance il faut le vouloir: « Renouer avec la confiance » est une nécessité qui ne peut venir que d'une volonté.

Maxime Veillard, Université d'Orléans

Des solutions à considérer pour ressouder les liens sociaux

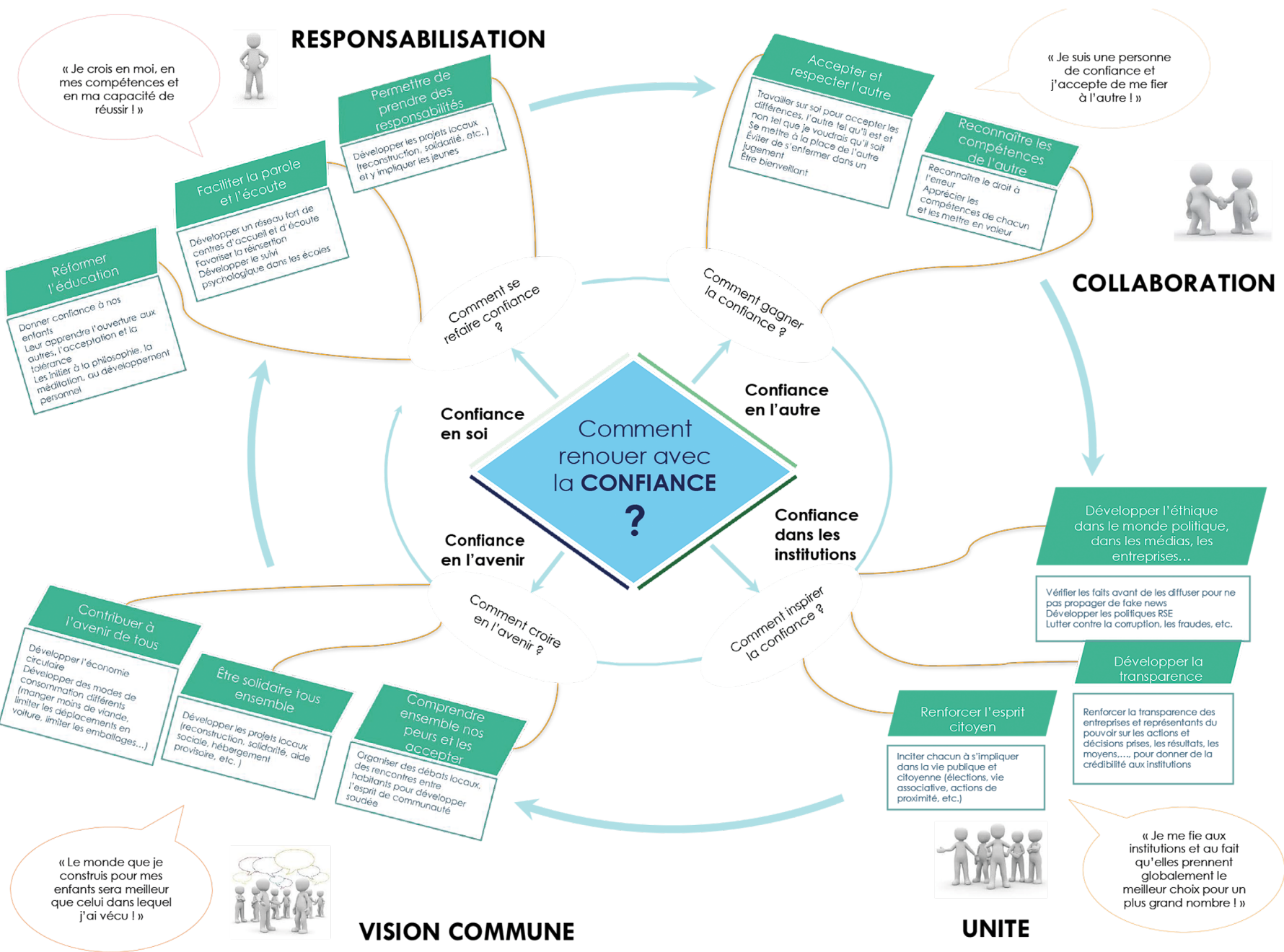
Pour redonner un nouveau souffle à la France il faut mettre en place des changements qui toucheront toutes les générations, notamment la plus jeune génération et les générations futures. Trois solutions peuvent être prises en compte :

- Un Service obligatoire à la communauté pourrait être une solution très peu chère et relativement facile à mettre en place. Les jeunes fourniront leur temps chaque semaine, sur une période relativement longue (un an voire plus) afin de rendre des services pour la communauté dans laquelle ils vivent. [...]
- Un Chèque-Local : Un autre moyen d'action serait de fournir des « Chèques-Locaux », comme les tickets restaurant ou des chèques-vacances, au lieu de simplement donner des aides sociales. La baisse des aides aurait en contrepartie une distribution mensuelle de ces Chèques-Locaux ce qui forcerait, en quelque sorte, la redynamisation de l'économie locale. [...]
- Une aide en parallèle aux Chèques-Locaux serait de subventionner la reprise d'entreprises locales lorsque celles-ci sont sur le point de fermer. Imaginons un boucher (un café, un boulanger...) qui ferme dans le village. Si la communauté ne souhaite pas une fermeture définitive, on peut espérer la reprise de l'activité grâce à un financement par chèques-locaux mais aussi par une aide de l'État sous forme de subventions. La redynamisation de l'économie locale grâce aux chèques-locaux, serait que l'investissement représenterait un réel avantage pour la communauté et reconstituerait les liens entre les individus eux-mêmes et entre les individus et l'État. De cette manière, même les villes et villages les plus isolés pourraient bénéficier d'une économie plus locale et non d'une telle désertification.

La France est devenue une vraie société de consommation. Cette consommation a contribué à la perte des liens sociaux et la perte de la confiance entre les individus mais aussi entre les individus et les gouvernements successifs. Suffirait-il d'essayer de ressouder les liens entre l'État, les consommateurs et les producteurs pour que la confiance règne à nouveau ?

Franklin Witham, Université de Strasbourg

(suite de la page 87)



I

Quatre Lauréats

Baudet, Jules – Bachelor, École Polytechnique	2
Burrus, Pierre – Total	7
Dubarry, Garance – HEC Paris	13
Renaudin, Solène – Toulouse Business School/Wavestone ¹	19

II

Coups de Cœur*du Cercle des économistes*

André, Léo – Banque de France	26
Diop, Alyune-Blondin – EMLyon	29
Javelas, Julietta – Université Clermont Auvergne	30
Ollivier, Julia – Sciences Po Paris	31
Pouget-Abadie, Théophile – Amundi	33
Tallien de Cabarrus, Manon – Sciences Po Paris	36

III

Morceaux Choisis

ABC

Alloui, Anis – Kedge Business School, Marseille	42
Andréani-Barthélémy, Quentin – ENS	42
Asorin-Chamaillard, Jean-Baptiste – CentraleSupélec / ESCP Europe	44

Atchrimi, Cyril – Orange	45
Auger, Michaël , École Polytechnique	46
Baccarini, Naima – Aix-Marseille Université	47
Barras, Hugo – Sciences Po Paris	48
Bellinelli, Guillaume – Banque de France	48
Belouard, Pierre-Élie – École Polytechnique	51
Beuve, Estelle – Service Volontaire Européen	51
Billaud, Vivien – Française des Jeux	52
Bisson, Perrine – Musée de La Poste	53
Boutchenik, Aline – Université Paris Nanterre	53
Branchoux, Antoine – Université d'Orléans/ Société Générale	54
Coccoluto, Julie – Crédit Agricole Provence Côte d'Azur ..	54
Coulaux, Olivier – EHESS	56
Coulomb, Anselme – Boston Consulting Group	58
Courtejoie, Alexis – Safran	60
Crevoisier, Louis de – ENA	62

DEF

Devallet, Anne-Sophie – Toulouse School of Economics ..	64
El Jai, Youssef – École d'Économie de Paris	64
Freyburger, Simon – ENSAE Paristech	65

GHI

Garbay-Fleurant, François – Groupe La Poste	66
Gerardin, Mathilde – Banque de France	66
Grandeau, Raphaël – Air Liquide	67
Gueye, Diakhère – Bachelor, École Polytechnique	69

1. L'indication de double appartenance universitaire et professionnelle correspond à une formation en alternance.

JKL

James, Eliot – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	72
Joly, Aurélie – Groupe ADP	72
Knafo, Sarah – ENA	73
Lahmamsi, Mya – Université Paris Sciences et Lettres ...	74
Langlet, Pierre – Air Liquide	75
Larrere, Maxence – I.U.T Paris Descartes	78
Le Gallo, Florian – Banque de France	78
Lesens, Marie – Université Clermont Auvergne	80
Lockhart, Pierre-Emmanuel – Mazars	81
Lussignol, Margot – Dalkia	83

MNO

Mac Donald, Loreley – Sciences Po Paris / BNP Paribas	85
Mantuila, Herlyne – ESIEA	86
Marboeuf, Arnaud – Université de Lille	86
Meyer, Juliette – Groupe ADP	87
Michel, Benjamin – Sciences Po Paris	87
Mocci, Maxime – Rothschild Martin Maurel	89
Oualid, Zohra – Université de Cergy-Pontoise	89

PQR

Perlot, Jade – Lycée Jean Baptiste Vuillaume	92
Piérard, Valère – Sciences Po Paris	92
Pruvot, Quentin – Université Paris 2 Panthéon-Assas/ Safran	93
Rattez, Delphine – Audencia Business School	94
Rémy, Léo – ECAM Rennes/Gecina	95
Rezagui, Amélia – IAE Grenoble	96
Roux, Jean-Baptiste – Université Clermont Auvergne, École de droit	96

STU

Sanchez, Diego – Toulouse Business School	98
Sidhoum, Anissa – Sciences Po Paris	98
Stamper, Émeric – Safran	99
Stanghellini, Cédric – Paris Executive Business School ..	100
Stolze, François – Total	101
Tallet, Nicolas – Université Bordeaux Montaigne	102
Teng, Mélisande – CentraleSupélec/ESSEC	103

VWXYZ

Vasseur, Annelise – ENGIE	104
Veillard, Maxime – Université d'Orléans	105
Witham, Franklin – Université de Strasbourg	107

Dans la même collection

Inventez 2020

(2013)

Investissez l'Avenir

(2014)

Imaginez votre travail demain

(2015)

***Dans un monde de turbulences,
qu'attendez-vous de la France ?***

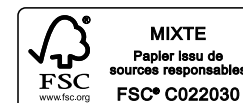
(2016)

***De quelle nouvelle prospérité
serez-vous les acteurs ?***

(2017)

***Vous avez les clés du Monde,
que changez-vous ?***

(2018)



LA
PAROLE
AUX 18-28

La physionomie de *La Parole aux étudiants* a évolué et permet désormais à de jeunes actifs de moins de 28 ans de se joindre aux étudiants candidats à une participation aux Rencontres Économiques d'Aix. Le Cercle des économistes les a invités cette année à réfléchir sur le thème, « *Renouer avec la confiance* ».

Le sujet a donné lieu à un ensemble de réflexions qui témoignent aussi bien de sa pertinence que de l'urgence des problématiques évoquées. Les angles d'attaque sont divers, ainsi que les solutions proposées, mais les conclusions sont unanimes et reflètent bien semble-t-il l'état d'esprit de cette génération : la confiance est implicitement au cœur de tous les conflits d'aujourd'hui.

Le jury a eu du mal à faire son choix de lauréats. Inutile de dire que les candidats retenus pour les « Coups de cœur » n'ont pas démerité, ni d'ailleurs ceux qui figurent dans les « Morceaux choisis ».

La plupart des participants dresse un bilan sans indulgence de la situation nationale et internationale, mais ils expriment une solide confiance en eux-mêmes et en leur capacité à faire face. Pour reprendre les mots de Jules Baudet, lauréat, « Croire en l'humain, c'est croire en demain ! ». C'est une belle feuille de route.